

HISTOIRE ADMINISTRATIVE

DU

DIOCÈSE CIVIL D'ALAIS

(1694 - 1789)

THÈSE

Pour le Doctorat en Droit

PAR

Jean MAZEL

Diplômé ès-lettres



MONTPELLIER

« L'ABEILLE », IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE

Société anonyme à capital et personnel variables

14, Avenue de Toulouse. — Téléphone : 28-78

1936

HISTOIRE ADMINISTRATIVE

DU DIOCÈSE CIVIL D'ALAIS

(1694-1789)

A MON PÈRE

*En faible témoignage de ma reconnaissance
et de mon profond amour.*

A TOUS CEUX QUE J'AIME

A MES AMIS

A MES PROFESSEURS
DE LA FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

J. M.

HISTOIRE ADMINISTRATIVE

DU

DIOCÈSE CIVIL D'ALAIS

(1694 - 1789)

THÈSE

Pour le Doctorat en Droit

PAR

Jean MAZEL

Diplomé ès-lettres



MONTPELLIER

« L'ABEILLE », IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE

Société anonyme à capital et personnel variables

14, Avenue de Toulouse. — Téléphone : 28-78

1936

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. MOYÉ, Doyen honoraire, professeur de Droit international public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit civil.

BECQUÉ, professeur de Droit civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit administratif.

BOSC, professeur de Procédure civile.

VIALLETON, professeur de Droit civil.

GUENOUN, professeur de Droit romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTÈS, professeur de droit commercial.

ANTONELLI, professeur d'Économie politique.

DELBEZ, professeur de Droit constitutionnel.

TISET, agrégé d'Histoire du droit.

LEMERCIER, chargé de cours d'Histoire du Droit.

DIJOL, chargé de cours de capacité.

VALÉRY, Doyen honoraire.

DONAT, secrétaire.

DUBOIS, secrétaire honoraire.



MEMBRES DU JURY

MM. GUENOUN, *Président.*

TISET.

LEMERCIER.

} *Assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

HISTOIRE ADMINISTRATIVE

DU

DIOCÈSE CIVIL D'ALAIS

(1694-1789)

INTRODUCTION

Il y a toujours, semble-t-il, une certaine témérité à vouloir entreprendre une étude historique. Sans doute, ce petit travail ne prétend pas contribuer, par l'apport d'éléments nouveaux, à une connaissance plus approfondie d'une époque pourtant si proche de nous. Des historiens avertis — en particulier l'érudit Achille Bardon (1) — ont consacré les meilleures années de leur vie à rechercher les origines et à exhumer le passé de la vieille cité agricole et industrielle où s'écoula leur enfance. Notre but, certes, est plus modeste. La partie à laquelle nous nous sommes attaché n'est qu'un fragment de la longue et intéressante période de l'histoire d'Alès dont il a été déjà tracé le tableau le plus vaste et le plus complet. Mêlée de fort bonne heure à ce grand mouvement du Moyen Age, qui émancipa les communes, la « capitale des Cévennes » n'a jamais cessé de lutter contre ses seigneurs pour défendre pied à pied les franchises qui lui étaient chères. Dans ces combats livrés au sein du conseil municipal,

(1) Voir Bibliographie.

ses habitants étaient souvent heureux, toujours braves. Jaloux de leurs libertés et fermes à les soutenir, ils n'étaient pas moins les ombrageux et éclairés contrôleurs des dépenses publiques. Les impôts, à cette époque, étaient fort lourds; aussi ne les payaient-ils guère sans observations. Quelquefois même ils les refusaient et en appelaient à la justice du roi. Dans les grandes assemblées des trois sénéchaussées du Languedoc où se discutaient les levées d'hommes et d'argent pour la province, ils envoyaient des députés chargés de stipuler leurs intérêts et quand ces délégués s'acquittaient mal de leur mission, ils les désavouaient et refusaient les concessions qu'eux-mêmes n'avaient pas autorisées. Certes, dans toutes ces luttes, ils n'étaient pas toujours vainqueurs. Cependant, au milieu de ces conflits répétés avec les puissants, on trouvait encore le temps de s'occuper activement des autres besoins de la cité. Peu de choses étaient oubliées. La propreté et la salubrité de la ville, la surveillance et les garanties dans les transactions, le bon emploi des fonds publics, le respect des propriétés, la sûreté des citoyens, la protection donnée aux étrangers, rien n'était négligé.

Cette sagesse éminemment réaliste et ce sens profond de l'administration, nous les retrouvons dans une petite assemblée qui avait près d'un siècle d'existence quand survint la Révolution: l'assiette diocésaine. Créé en 1694, dans des circonstances singulièrement graves, le diocèse civil d'Alais subsista jusqu'en 1789, dans le cadre et sous la tutelle de cet organisme particulier. L'histoire de ces petits états qui se réunissaient tous les ans dans la ville épiscopale pour répartir les impôts est ordinairement peu connue. Il nous a paru, dans ces conditions, que nous aurions peut-être quelque avantage à insister sur l'organisation et sur le mécanisme d'une institution qui ne laisse pas de rappeler, par certains côtés, les conseils généraux de notre temps. Ce sera l'objet principal de cette étude

pour laquelle nous ne saurions réclamer trop d'indulgence.

Dans ses *Lois Municipales et Economiques du Languedoc*, Albisson donne de l'assiette diocésaine une définition classique :

« C'est, écrit-il, l'union économique de plusieurs municipalités locales ou communautés qui partagent entre elles, d'après un tarif commun, une portion déterminée des charges générales de la province et les dépenses qui leur sont permises pour les besoins ou l'avantage de leur district diocésain ».

On ne peut affirmer, d'une manière plus nette le rôle essentiellement financier d'une telle assemblée. Dès lors, le diocèse civil peut être considéré comme une circonscription territoriale englobant un certain nombre de communautés et de paroisses, les reliant, leur donnant un semblant de cohésion et les centralisant surtout au point de vue fiscal. Ses origines sont lointaines. A partir du XIII^e siècle, on note la formation dans les trois sénéchaussées de la province de quelques circonscriptions administratives et judiciaires : les jugeries ou vigueries qui, définitivement organisées au siècle suivant, devinrent des divisions politiques. Par la suite, lorsque la royauté eut recours, d'une façon plus régulière, aux subsides de la province, les représentants des villes et des communautés s'occupèrent de leur répartition dans toute l'étendue de la viguerie, devenue désormais une subdivision financière. Les commissaires royaux prirent l'habitude de réunir les consuls des paroisses à une certaine époque de l'année, et c'est sans doute dans ces petites réunions d'élus qu'il faut rechercher l'origine de la première assemblée diocésaine.

La substitution du diocèse à la viguerie comme subdivision administrative et financière fut certainement progressive et lente, bien qu'Albisson la fasse dater d'une

ordonnance du 4 mars 1370. Quoi qu'il en soit, depuis le début du xv^e siècle, la réforme est définitivement accomplie et la vignerie, ressort judiciaire, fait place désormais au diocèse civil, seule unité financière. Au même moment, avec Charles VII, le pouvoir royal se dressant contre la fiscalité seigneuriale, donne à l'impôt, autrefois d'application rare et limitée, son caractère de perpétuité. Le principe de l'imposition une fois posé, il ne restait plus au Conseil du roi qu'à fixer simplement la somme annuelle que la province aurait à supporter. La répartition était ensuite faite par les Etats entre les subdivisions du Languedoc, la sous-distribution étant l'œuvre essentielle de l'assiette. Cet avantage accordé à la province lui conférait ainsi une sorte d'autonomie financière; s'il ne lui était pas possible de refuser le vote de l'impôt, elle conservait néanmoins la faculté de le répartir à sa guise et même de lui donner des bases nouvelles. C'est ainsi que le système de l'abonnement lui permettait, moyennant un forfait payé au roi, de percevoir les impôts nouvellement créés, d'après la coutume suivie pour les anciens. On en arrivait de cette manière à une indépendance presque totale dans l'assiette et le recouvrement de l'imposition.

Nous avons montré combien fut rapide le développement de ces municipalités diocésaines ayant chacune son assemblée, ses officiers, son syndic, et se réunissant un mois après la clôture des Etats, pour répartir entre les communautés les impôts votés par eux. Il est bon d'ajouter une dernière remarque importante. Si, dans certaines régions de la France, les élections diocésaines avaient le même territoire que l'évêché, il n'en était pas de même en Languedoc. Nés des anciennes divisions de sénéchaussées, les diocèses du Midi se distinguaient pour la plupart profondément des évêchés dont ils portaient pourtant le nom. Le diocèse civil, bien que se greffant sur l'ancienne province ecclésiastique, ne l'a pas calquée. C'est ce qui

explique pourquoi, en ce qui nous concerne, certaines communautés, appartenant pour le temporel à la circonscription administrative d'Alais, relevaient pour le spirituel des évêchés de Montpellier, de Lodève et d'Uzès.

L'assiette diocésaine, avec son administration particulière et ses anciens usages, a toujours prétendu conserver jalousement le maintien de sa discipline intérieure et de ses libertés. Pourtant, intervenant à tout moment, soit pour empêcher des innovations hardies, soit pour améliorer les vieilles procédures, la tutelle des Etats ne manquera jamais de se faire sentir. A plusieurs reprises, la grande assemblée instituera des règlements nouveaux sur chaque compétence spéciale de l'assiette : dépenses, comptabilité, discipline, élections. Elle y trouvera d'autant plus son intérêt que toutes ces matières rentrent dans sa propre gestion. Et nous aurons souvent l'occasion de noter, au cours de cet essai sur sa composition, ses attributions et les résultats certains de son administration parfois délicate, qu'au dessus de la petite assemblée se manifestera toujours et à chaque instant l'action décisive des Etats de la province.

CHAPITRE PREMIER

LE DIOCÈSE D'ALAIS ⁽¹⁾

Peu d'actes de gouvernement, sans doute, ont donné lieu à autant de controverses, de commentaires et de jugements passionnés que la Révocation de l'Edit de Nantes. Au milieu de ce conflit d'opinions qui se sont modifiées selon les temps et selon les besoins de la politique, l'histoire doit rester impartiale et se préserver des exagérations de parti. Nous n'avons pas à apprécier ici la question de principe ni le droit d'intervention de la puissance royale dans le domaine de la conscience. Mais — constatons-le simplement — par suite d'une malheureuse fiction qui faisait considérer tous les réformés comme des nouveaux catholiques et les mariages protestants comme des unions illicites, sans valeur au point de vue de l'hérédité et de l'état civil, allait éclater une terrible révolte en plein cœur de la France, à l'heure même où nos armées

(1) En ce qui concerne l'orthographe du mot, c'est évidemment celle des archives que nous avons adoptée. Nous citerons, pour nous justifier, cette délibération de l'assiette, du 7 mars 1695 :

« Monseigneur l'Evêque a représenté que le sieur Boissier, premier commis de Monseigneur le Marquis de Chateauneuf, secrétaire d'Etat, luy a escript qu'il est arrivé pluzieurs inconvénients à raison de la prononciation du mot d'Alais qui a esté souvant pris pour Allet et Allest pour Allais en ce que la plus part des personnes qui escrivent ledit mot d'Alais ont mis Allez et comme il est beaucoup important que cela soit examiné dans une assemblée comme celle icy, il la requiert d'y délibérer... L'assemblée a unanimement délibéré qu'à l'avenir pour éviter toute méprise, la prononciation d'Allez sera écrite Alais qui est son véritable terme et non pas Allez ou Alez. »

Gard. C 1813.

soutenaient avec peine l'effort de la coalition sur nos frontières. Au dehors, la guerre de la Ligue d'Augsbourg se prolongeant et imposant des charges nouvelles; au dedans l'insurrection cévenole: tel était le bilan d'une politique royale par ailleurs si perspicace.

La construction des trois forts de Nîmes, d'Alais et de Saint-Hippolyte, l'ouverture des chemins royaux, l'organisation et l'armement des milices, furent les premiers expédients imaginés par la royauté pour venir à bout de la sourde résistance des Cévennes. Cependant, malgré les missions de prédicateurs périodiquement envoyées dans les montagnes, la foi catholique ne faisait pas le moindre progrès dans le cœur des nouveaux convertis. Ils montraient toujours une indifférence farouche pour les cérémonies de l'église romaine et la crainte seule les rendait sages: sur ce point, les rapports de l'intendant et des commandants étaient unanimes. La direction des maisons d'enseignement, l'inspection des curés disséminés dans une région hostile, au milieu de populations méfiantes, réclamaient une vigilance plus active. On insista particulièrement sur le grand nombre des réformés habitant la partie occidentale du diocèse de Nîmes et sur les difficultés que rencontrait l'évêque à y remplir ses devoirs pontificaux (1). Sept lieues d'un pays sauvage, escarpé, coupé de hautes montagnes, le séparaient de ses diocésains.

De ce fait, les quelques 50.000 nouveaux catholiques répandus dans toutes les vallées cévenoles, échappaient complètement à sa surveillance. C'est de cette partie, la plus âpre, la plus obstinément attachée à la Réforme, de ce massif montagneux, situé entre le diocèse d'Uzès et le Rouergue, que le Conseil du Roi proposa de former une nouvelle circonscription territoriale, à la fois religieuse et administrative, qui permit de veiller de plus près à

(1) JORET: Basville et l'Episcopat de Languedoc, p. 8.

l'état spirituel et temporel des habitants (1). Pour capitale, on choisit Alais, centre de population le plus important du pays, siège d'un chapitre collégial. La ville, spacieuse, bien construite, possédait de bonnes murailles, un fort, un gouverneur, une garnison et comptait près de 1.800 familles. Cependant, le nouveau siège épiscopal demandait un prélat zélé. Le choix du roi s'arrêta sur François, chevalier de Saulx, noble Poitevin, docteur de Sorbonne, qui avait été employé depuis longtemps à convertir les montagnards de Languedoc et qui avait montré, dans l'exercice de son sacerdoce, des preuves certaines de sagesse.

L'érection de l'évêché d'Alais donna lieu à quelques négociations délicates avec le Saint-Siège. Plusieurs années s'écoulèrent, en effet, avant que le nouvel évêque ne put recevoir la consécration ecclésiastique. Louis XIV avait chargé le cardinal Janson, prélat et comte de Beauvais, de traiter l'affaire avec le Pape, à cause du démembrement spirituel du diocèse de Nîmes, de l'attribution future des bénéfices et de la suppression du titre abbatial. Innocent XII prétendait que les informations préliminaires, ordonnées par les lois de l'Eglise, devaient être faites devant le nonce apostolique. Le gouvernement royal, toujours préoccupé d'éviter les interventions administratives de la Cour romaine dans les affaires du Clergé de France, refusait, quant à lui, d'accepter ce mode de procédure. Après de longs pourparlers, le souverain pontife et le roi terminèrent la querelle par un accommodement. Il fut décidé que le cardinal de Bonzi dirigerait lui-même l'enquête. Par sa double qualité d'archevêque métropolitain et de prince du Sacré Collège, les droits de la Couronne et ceux du Saint-Siège purent facilement se concilier. Il fallait, d'autre part, asseoir les revenus de l'évêché

(1) ALBISSEAU. *Op. cit.*, p. 405, 407, 455.

sur un fonds suffisant. Le Conseil pensa que les domaines de l'antique abbaye de Psalmodi (1), sécularisée depuis le xvi^e siècle par le Pape Paul III et transférée à la même époque dans la ville d'Aigues-Mortes, pourraient être employés à cette destination. Le 5 octobre 1693, une convention fut conclue à Nîmes, entre les deux chapitres, réglant les clauses de l'union.

La Bulle d'érection, donnée par le Pape Innocent XII, le 17 mai 1694, fut enfin confirmée par lettres patentes du mois de juin de la même année, signées à Versailles. Un article spécial attribuait à François de Saulx, premier évêque d'Alais, le droit d'entrer aux Etats de la province et à l'assiette diocésaine, dont jouissaient les autres évêques de Languedoc. Par arrêt du 4 octobre 1694, le conseil du roi chargea les commissaires du gouvernement et ceux des Etats de préparer, dans le courant de la session, tous les détails de la nouvelle organisation administrative, de proposer le nombre de personnes qui devaient entrer aux assemblées d'assiette et aux Etats provinciaux, ainsi que la solution des difficultés qui pourraient provenir du démembrement. Cependant, la création de l'évêché d'Alais, en portant à 23 le nombre des diocèses languedociens, allait déranger la symétrie de la représentation des trois ordres traditionnels, au sein de la grande assemblée. Afin que le nombre des barons demeurât égal à celui des prélats, le roi concéda la qualité de baronnie fixe à la terre de Tornac, possédée par le marquis Henry de la Fare. On procéda ensuite à la procédure habituelle : enquête secrète des quartiers de noblesse des nouveaux titulaires, exigée par les règlements. Restait, pour compléter l'harmonie, la représentation du Tiers-Etat. « Comme il est convenable qu'il entre quelqu'un pour le

(1) Cette abbaye séculière et collégiale, formait un chapitre de 15 chanoines avec doyen, prévôt et archidiaque. Les revenus annuels en étaient de 18.000 l. provenant de dîmes, de censives et de biens fonds en prés et salines.

Tiers-Etat, ainsi qu'il en est usé dans les autres diocèses » (1); ce fut le maire d'Alais, M. de Mandajors, qui prit place avec tous les avantages, dont jouissaient déjà les maires des autres villes épiscopales de la province.

Le nouveau diocèse, formé des 94 paroisses distraites du siège de Nîmes, avait environ 16 lieues communes en longueur et 10 lieues en largeur. Il se divisait en 7 archiprêtres: ceux d'Alais, d'Anduze, de Lasalle, de Saint-Hippolyte, de Sumène, du Vigan et de Meyrueis. De même, les quatre vigueries d'Alais, d'Anduze, du Vigan et de Sauve partageaient d'une manière inégale son territoire (2). Ses limites étaient précises. Au nord, le diocèse de Mende. La frontière cotoyait les taillables de Saint-Martin de Boubeaux et de Saint-Roman de Tousques, atteignait presque Saint-Martin de Campcelade et le Pompidou, pour englober l'Aigoual et former ensuite, avec Gatuzières et Meyrueis, une enclave dans la circonscription voisine. Le diocèse de Vabres, à l'ouest, et comme limite naturelle de Saint-Pierre-de-Reven à Cantobre, les gorges de la Dourbie et quelques maigres bois. Plus bas, la Vis délimitait le diocèse de Lodève, depuis Navacelles jusqu'à Madières, et servait encore de frontière d'avec celui de Montpellier, tout à fait au sud, avant de se jeter dans l'Hérault. Avec le diocèse de Nîmes, la ligne de séparation devenait moins nette et toute factice. A partir de Saint-Martin-de-Ligaujac elle empruntait le cours du Gardon d'Anduze jusqu'à son point de rencontre, en amont de Ners, avec le Gardon d'Alais. Enfin, à l'est, le diocèse d'Uzès, dont la circonscription englobait, pour le spirituel, la paroisse de Saint-Etienne-d'Alensac — du taillable d'Alais — et s'étendait, pour l'assiette, jusqu'au quartier du Rieu. Une partie des paroisses de Rogues et de

(1) H. du Languedoc, xii, p. 352, 648, 649.

(2) La viguerie était une juridiction de 1^{re} instance pour toutes les affaires civiles entre roturiers. Le viguier rendait la justice au nom du comte ou du baron dont il était le lieutenant au délégué (vicarius).

Montdardier relevaient encore de Lodève, au point de vue religieux, tandis que l'évêché de Montpellier étendait sa domination spirituelle sur les hameaux suivants : Vilaret, Bouquénies, Souteiros, Lescoulet, Resses, les Aubers, le Cloux. A part ces quelques particularités, le diocèse civil correspondait exactement à la circonscription ecclésiastique.

L'arrêt du Conseil, du 25 janvier 1695, rendu à Versailles — Sa Majesté y étant — complétant celui du 4 octobre 1694, vint fixer définitivement l'organisation et la composition de la nouvelle assiette diocésaine. Quant à la répartition des dettes — un total de 733.541 l. 1 sol — il fut décidé qu'elle se ferait « sur la proportion des tarifs desdits diocèses de Nîmes et d'Alais ». L'intendant, de Lamoignon de Basville, fut chargé de ce travail et son ordonnance, rendu à Nîmes le 18 février, arrêta la part du diocèse d'Alais à 257.783 l. 18 sols (1).

(1) Gard C 1813. Voir annexes.

CHAPITRE II

L'ASSEMBLÉE DE L'ASSIETTE

Les 3 ordres

Les assemblées d'assiette étant à l'image des Etats provinciaux, il était tout naturel de retrouver dans leur composition les trois ordres habituels : le Tiers-Etat, la Noblesse et enfin le Clergé qui, ayant pris rang, sinon tout à fait par accident, mais comme seigneur temporel, aura une influence de plus en plus prépondérante. Ainsi le diocèse civil, avec son assemblée représentative d'hommes éclairés et compétents, restera un corps vivant d'une vie puissante et féconde jusqu'à la Révolution.

I. — LES DÉPUTÉS DES VILLES ET DES COMMUNAUTÉS

Ce n'était pas un des moindres privilèges des principales villes et communautés du diocèse que le droit d'envoyer leurs représentants à l'assiette. L'arrêt du Conseil, du 25 janvier 1695, fixe cette députation de la manière suivante :

« ...les villes d'Alais, d'Anduze, du Vigan et de Sauve y enverront chacune deux députés ; scavoir le maire des dites villes et le premier consul, ne faisant néanmoins les députés de chaque ville qu'une voix. La ville de Saint-

Hippolyte y enverra un député savoir le maire de la ville. Ladite assiette sera encore convoquée de deux députés des villes et lieux du diocèse qui y enverront par tour de trois en trois ans dont le premier tour sera remply par les maires de Meyrueis et de Saint-Jean-de-Gardon-nenque, le deuxième tour par les maires de Sumène et Lasalle, le troisième tour par les maires de Valleraugue et Saint-André-de-Valborgne. Il sera encore envoyé à ladite assiette trois députés des lieux du diocèse qui seront ci-après nommés, qui n'entreront à l'assiette que de dix en dix ans... » (1). En tout, 14 députés choisis parmi les notables du lieu et « les habitans qui sont les plus fort taillables des communautés d'où ils sont envoyés » (2).

Ainsi donc, chacune des quatre villes chefs-lieux de viguerie délègue à l'assiette deux députés pour la représenter : le maire à qui revient l'insigne honneur de « porter la parole », et le premier consul. Au reste, aucun de ces deux commis ne peut se faire remplacer ni se subroger un homme qui ne serait pas domicilié dans leur consulat, alors même qu'il y serait contribuable. Le règlement, quoique sévère, admet cependant des exceptions au gré des circonstances. En 1704, « étant donné qu'on ne peut marcher sans escorte à cause du danger évident d'être arrêté par les rebelles » (3), les communautés de Sauve et de Saint-Jean-du-Gard députent les sieurs Jaussaud et Sagnes, marchands et bourgeois d'Alais. L'assiette décide qu'ils auront tout de même droit à la rétribution habituelle

(1) L'arrêt du Conseil du 10 février 1698, rendu sur la requête du prince de Conty et fixant définitivement l'assiette à Alais, précise d'autre part « que la communauté de Saint-Hilaire de Bretmas enverra de dix en dix ans, un député à l'assiette avec ceux des trois communautés du dernier tour. ».

Gard C 1814.

(2) Il est de principe que l'élu doit faire partie de la première classe des habitans du lieu, or il y a dans le consulat au moins 4 ou 5 classes d'habitans.

(3) Gard C 1816.

« sans que cette délibération ne tire à conséquence, cela n'étant souffert que dans la conjoncture présente ». Elle précise, cependant, que les consulats « ne pourront en un autre tems députer des personnes qui ne soient de leurs communautés pour entrer à l'assiette ». Le maire est donc le premier député de sa paroisse ; il ne peut se faire remplacer ni subroger, même s'il lui est impossible de se rendre à la séance. Quant à son assesseur, le premier consul, il se heurtera aux prétentions des lieutenants de maire lorsque ces offices seront créés et il devra se contenter d'assister alternativement avec eux, tous les deux ans, à l'assemblée diocésaine.

Pendant près d'un siècle, des discussions et des procès interminables vont s'élever entre consuls, maires, lieutenants de maire et notables. En fait, durant les premières années qui suivent la création du diocèse, alors que le mécanisme de l'assiette est encore tout nouveau, il ne se passe guère de séance sans que ne surgisse quelque contestation. En 1696, c'est une question de préséance qui est à l'origine d'un conflit entre les députés de Sauve et ceux du Vigan. Durand, le maire de Sauve, prétend que les représentants de sa communauté « sont en possession depuis un tems immémorial de porter la parole et d'opiner aux assemblées des assiettes de Nismes alternativement avec ceux du Vigan », et il fait remonter la preuve de sa prétention à l'année 1555, où le Vigan avait la préséance. Il veut que l'usage soit maintenu à l'assiette du nouveau diocèse d'Alais. A quoi Daudé, maire du Vigan, réplique « qu'il n'est plus question de l'uzage... mais de l'exécution de l'arrest du conseil d'Estat, quy contient règlement pour les assiettes de ce diocèze... suivant lequel arrest ladiete ville du Vigan est en droiet de porter la parole et dopiner aux assemblées des assiettes de ce dio-

cèze avant celle de Sauve, cette année et les autres qui suivront » (1). Et l'assemblée décide d'exécuter l'arrêt, mais « sans rien préjuger pour l'année suivante ». En 1701, nouveau différend entre le sieur Henri de Bezesse, docteur en médecine, et le sieur Viala, tous deux consuls de Saint-Jean-du-Gard (2). Bezesse prétend jouir du droit d'entrée à l'assiette, sous prétexte qu'il est assesseur de consul, et cela, dit-il, « à l'exemple des chefs de viguerie qui ne députent pas les consuls en charge mais bien les assesseurs des consuls ». Le sieur Viala, au contraire, soutient qu'en qualité de consul en charge c'est à lui à bénéficier de l'entrée, et c'est finalement l'avis de l'assemblée. Enfin, en 1720, c'est le tour aux consuls du Vigan de reprendre la même querelle (3). Toutes ces contestations qui se produisent si fréquemment, durant tout le XVIII^e siècle, entre maires alternatifs, entre lieutenants de maire et consuls ou entre consuls et assesseurs, sont habituellement instruites par l'assiette et renvoyées aux Etats. Mais, en attendant que ces derniers statuent, l'assemblée diocésaine accorde toujours provisoirement l'entrée en séance à l'un des plaideurs dont, bien entendu, les émoluments restent consignés entre les mains du receveur.

A tout prendre, on conçoit facilement toutes ces discussions. Tous, consuls ou acquéreurs de charges municipales, veulent profiter des rétributions attachées au titre de député. La plupart ont des fortunes modestes et il faut tenir compte des frais qu'ils sont obligés de faire pendant la durée de l'assiette. Leurs taxations sont peu élevées : chacun des 12 députés — [2 de chaque ville chef de viguerie (Anduze, Le Vigan, Sauve), 1 de Saint-Hippolyte fixe et 5 députés des villes et lieux du diocèse venant par

(1) Gard C 1813.

(2) Gard C 1815.

(3) Gard C 1821.

tour] — touche 40 l. de gages évalués à forfait, quelle que soit la longueur de la session (1). Ce qui est manifestement insuffisant si l'on considère la cherté des vivres et la grande étendue du diocèse qui force souvent les députés de certaines communautés, comme Meyrueis, Rogues ou Gatuzières, à renoncer au déplacement à cause du mauvais état des chemins ou de la longueur du voyage (2). A diverses reprises, et en particulier avec l'appui de l'évêque en 1754, ils demanderont aux Etats d'augmenter leur indemnité.

Ainsi, tout député se présente devant l'assemblée en tant que mandataire de sa ville ou de son village. Mais ce mandat annuel qui lui est confié n'a rien d'impératif. L'indépendance, en théorie, est complète; en fait, elle n'est qu'apparence pompeuse. Avant de siéger, le représentant des villes est tenu de présenter l'original de la délibération qui l'a désigné et une procuration en règle, afin de permettre rapidement et sans frais la vérification de ses pouvoirs (3). Au reste, bien que libre et inviolable — en ce qui concerne ses dettes, pendant la tenue de l'assiette — il doit se soumettre aux règlements, à la discipline des séances (4) et particulièrement s'abstenir de toute réunion d'un caractère séditionnel, en dehors de la session légale. Par ailleurs, tout pénétré de l'importance de sa

(1) Gard C 1829. Les deux députés d'Alais touchent déjà des émoluments en tant que commissaires ordinaires du diocèse.

(2) Gard C 1816.

(3) Gard C 1813.

(4) Texte du serment des commissaires et députés:

« Nous, étant en la présence de Dieu, jurons et promettons de procurer de tout notre pouvoir dans cette assemblée d'assiette, le bien du service du Roy et le soulagement du diocèse, de conserver ses droits, libertés et privilèges, de garder et observer les règlements faits par les Etats de la province et de ne consentir point qu'il y soit fait aucun préjudice. Nous promettons encore de ne révéler directement ni indirectement, de bouche ni par écrit, ce qui sera dit ou fait qui puisse nuire au général de la Province ou du diocèse et aux particuliers de l'assemblée, et, en cas de contravention, nous nous soumettons aux peines portées par les règlements des Etats et délibérations de l'assemblée et telles autres qu'elle voudra ordonner. Ainsi Dieu nous aide. »

mission, il ne prend rang aux séances qu'avec la ferme conviction de servir utilement le diocèse; par là s'affirme de la manière la plus nette tout l'intérêt qu'il ne cesse de porter à la bonne marche des affaires du pays.

II. — LA NOBLESSE :

Comte et Baron

On s'explique aisément la présence dans l'assemblée diocésaine d'une noblesse représentée surtout par les propriétaires de baronnies et marquisats situés dans le pays. La grande affaire de l'assiette, qui était la répartition de l'impôt, ne devait pas laisser indifférents les barons, possesseurs et représentants de biens nobles et de certains fonds roturiers pour lesquels — la taille étant réelle — ils payaient à l'égal des bourgeois, paysans ou clercs. Aussi, rien de surprenant que cette noblesse, suivant l'exemple du clergé, se soit imaginé qu'elle-même, par la possession des seigneuries et des justices dans le diocèse, ainsi que de tous les droits qui s'y rattachaient, avait sa place parmi les députés des villes. Ce privilège d'être admis aux assiettes et d'y délibérer lui fut tour à tour reconnu et confirmé, tout au long du ^{xvii}^e siècle, par les déclarations et les lettres royales.

En créant le siège épiscopal d'Alais, Louis XIV se garda bien de déroger à l'usage des Etats. Afin que le nombre des barons demeurât égal à celui des évêques (1), la seigneurie de Tornac fut érigée en baronnie par lettres patentes du roi (juin 1694) et son propriétaire, le marquis Henry de la Fare, investi du droit d'entrée aux Etats, en

(1) Gard C 1813. Voir Annexes: Lettre au Cardinal de Bonsi.

qualité de baron (1). De plus, pour maintenir l'égalité proportionnelle, le maire ou premier consul d'Alais, ainsi qu'un diocésain député par tous, obtinrent le même droit. Enfin, l'entrée à l'assiette fut réglée par l'arrêt du Conseil du 25 janvier 1695 : seuls, le nouveau baron et le comte d'Alais eurent l'autorisation de participer aux séances de l'assemblée. Immédiatement admis, le seigneur de Tornac y siège la première année, en qualité de commissaire principal : par la suite, il se montrera moins assidu et on ne l'y rencontrera plus que par intermittence. Quant au prince de Conti, comte d'Alais, il se contente ordinairement d'y envoyer son « commis » (2). Absorbés par d'autres occupations et ne trouvant que très peu d'intérêt à toutes ces questions d'administration et de finances, comte et baron ne seront plus représentés à l'assiette que par leurs envoyés. Et c'est d'autant plus naturel qu'ils ne sont portés à l'état des frais du diocèse pour aucune taxation. Sans doute leur présence à l'intérieur de l'assemblée diocésaine est loin d'être indispensable. Cependant, lorsqu'il s'agit de leurs intérêts propres, de réparations à faire, de chemins à construire ou bien d'indemnités à réclamer pour les dégâts causés sur leurs terres par les intempéries, c'est alors que leur influence se révèle particulièrement efficace. Ils interviennent auprès du syndic et, au besoin, écrivent à l'évêque pour obtenir satisfaction. En 1733, un coin de maison, à Bagards, empêche les voitures de tourner : M. le marquis de la Fare, « qui eut quelque difficulté avec son carosse », s'adresse directement à l'ins-

(1) Ses frères étaient, l'un capitaine des Gardes du Duc d'Orléans et l'autre gouverneur d'Agde et de Brescou, lieutenant en Languedoc, tous deux chefs de la première et deuxième branches des la Fare.

(2) En 1695, son envoyé est Noble Louis Des Ours, seigneur de Mandajors. Le 27 mars 1777 le comté d'Alais est vendu par la famille des Conti au marquis de Castries qui siège cette année aux Etats, comme comte d'Alais, aux côtés du marquis de Brison, baron de Tornac.

pecteur des chemins, M. de Gibertain (1). Tout ce qu'ils veulent, ils l'obtiennent. Et ils demandent non seulement pour eux, mais quelquefois aussi pour leurs « commis » ou envoyés, qui doivent être du pays et de noblesse ancienne. Ces derniers ne se font jamais faute de réclamer, du reste : en 1740, par exemple, ils prétendent n'avoir pas été payés de leur assistance à la capitation et les barons portent leurs revendications devant l'archevêque de Narbonne. Mis en demeure de s'expliquer, le diocèse fait remarquer qu'il a toujours respecté, pour sa part, l'usage de payer « à MM. les députés du baron une rétribution pour leur assistance à la capitation, laquelle a toujours été d'au moins de 45 l. et presque toujours de 60 l. » (2).

Ainsi donc, dans des réunions où ils viennent si peu, l'influence du comte et du baron, loin d'être exclusive, paraît tout à fait secondaire. A part de rares interventions, on chercherait en vain dans l'administration diocésaine, la trace de leurs travaux et de leur concours. Délaissant une assemblée composée principalement de paysans et de hobereaux, ils préfèrent les sessions plus importantes des Etats. Là, il faudra compter avec eux, et c'est là aussi qu'ils travailleront le plus utilement pour le diocèse (3).

(1) Gard C 1824.

(2) Gard C 1826.

(3) On voit dans une délibération du Conseil politique du 29 septembre 1697 que la communauté d'Alais, pour obtenir l'entrée de son maire aux Etats et la tenue définitive de l'assiette jusqu'alors déambulatoire, eut recours à la protection de S. A. R. le prince de Conti et qu'elle alla lui offrir de lui céder le droit dont cette communauté a joui de tout temps de choisir 4 consuls, sur les 13 candidats qui étaient présentés chaque année par les électeurs appelés « pommelaïres ».

III. — L'ÉVÊQUE (1)

Unique délégué du Clergé à l'assiette, l'évêque y paraît, tout auréolé d'un prestige dû à la fois à son caractère religieux et au respect dont il jouit. Dans cette petite assemblée, où il est entré de bonne heure (2), le titre de président qui lui est accordé ne fait que confirmer une suprématie universellement reconnue. Cette prépondérance, qui s'affirmera de plus en plus, malgré l'hostilité des intendants et la création temporaire des charges de présidents aux assiettes, tient à des causes multiples. En effet, représentant de l'institution la plus ancienne, l'évêque est, depuis le temps gallo-romains, le premier fonctionnaire de l'Etat. Naguère protecteur des faibles et défenseur de la cité dans les périodes d'anarchie, il a vu son autorité renforcée par les guerres religieuses. C'est pourquoi, dans la représentation générale du royaume comme dans celle de la province, le Clergé, premier ordre du pays, a sa place marquée; et c'est pour les mêmes raisons aussi que l'évêque, chef spirituel du diocèse, n'est pas loin d'en être le chef temporel.

Tout d'abord, il partage avec le commissaire principal la présidence de l'assiette (3). En fait, le premier rang lui

(1) Liste des évêques d'Alais (1694-1789):

François, chevalier de Saulx, abbé de Psalmodi (1694-1712);

Jean François-Gabriel de Hennin Liétard (1713-1720), nommé archevêque d'Embrun;

Charles de Bannes d'Apéjan, aumônier de la Duchesse de Berry, fille du Régent (1721-1744);

Louis François Vivet de Montclus, évêque de Saint-Brieuc (1744-1755);

Jean Louis de Buisson de Beauteville, abbé de St-Gilles (1755-1776).

Pierre Marie Madeleine Cortois de Balore (1776-1784), transféré à l'évêché de Nîmes;

Louis François de Bausset (1784-1790), chassé par la Révolution.

(2) L'évêque est reçu à Nîmes en 1571, et le 19 octobre 1587, une déclaration royale lui accorde la présidence.

(3) Arrêt du 25 janvier 1695. Gard C 1813.

est dévolu en raison de son influence toute spéciale. Au milieu de cette assemblée, qui discute et qui s'agite, il est l'élément modérateur, celui qui parle le dernier mais dont l'avis est particulièrement écouté; et l'on peut dire que toutes les délibérations prises par l'assiette sont autant d'expressions de sa volonté. Il préside le bureau permanent, formé des commissaires ordinaires et du syndic, qui s'occupe, entre les sessions, des affaires courantes et celui de la capitation. Absent de son évêché, il laisse au vicaire-général le soin de le remplacer; mais qu'il soit à la Cour ou dans ses terres, rien de ce qui se passe à l'assiette ne le laisse indifférent (1). Une lettre, datée de Paris (9 avril 1734), et adressée au syndic diocésain, montre la sagesse et la prudence du véritable administrateur qu'était Mgr d'Avéjan. « Je compte de recevoir en peu de jours, écrit ce prélat peu prodigue des deniers du diocèse malgré les nombreux travaux exécutés sous son épiscopat, le détail de ce qui s'est passé à l'assiette, qui n'a dû rien innover, ni acquiescer à aucune proposition de nouveaux ouvrages, tels qu'on ne manque pas de les proposer quand je suis absent: nous devons, à l'exemple des Etats, les rejeter tous en temps de guerre ».

Inspecteur reconnu par l'autorité civile, l'évêque visite, dans les paroisses, le presbytère, les écoles, le cimetière, et il convoque, dans une réunion publique, la population tout entière qui a la permission d'exposer ses désirs et ses réclamations. Nous verrons plus loin ce que lui doivent les pauvres et les déshérités du diocèse. Sous son influence, on voit l'assemblée diocésaine commencer à

(1) « Je vous suis très obligé du détail très exact que vous me donnez de l'Etat et du progrès de nos ouvrages. J'ai le plaisir de voir dans vos lettres les choses aussi clairement que si j'étais sur les lieux. » *Lettre de Mgr d'Avéjan au Syndic du diocèse*, 15 juin 1743.

s'occuper de l'amélioration des chemins; des travaux multiples sont entrepris. Il répare bien des malheurs. L'inclémence des saisons, les pertes de récoltes, la rareté du blé, occupent beaucoup sa sollicitude. Son attention se porte sur tout: agriculture, commerce, industrie séricicole. En 1749, la graine du pays étant l'objet de la défiance des agriculteurs, Mgr de Montelus achète une certaine quantité de graine d'Italie et d'Espagne qu'il fait distribuer par les commissaires ordinaires du diocèse. Il fait venir en même temps de son domaine d'Espeiran 2 onces de la meilleure graine du pays, afin de pouvoir faire la comparaison. L'évêque est enfin, auprès du roi et des Etats, le défenseur le plus dévoué des intérêts du diocèse: toutes les améliorations et toutes les entreprises publiques en font foi. C'est pourquoi l'assiette a toujours eu une grande vénération pour son prélat président: cet amour profond pour le chef spirituel du diocèse et cette reconnaissance éternelle pour ses bienfaits, nous les retrouvons dans l'éloge funèbre de Mgr de Beauteville (1), prononcé le 21 mai 1776, par le syndic diocésain, Cabanne de Camonts: « ... Comment, au milieu des principaux administrateurs de ce diocèse, ne publierait-il pas ce que le chef de son administration a fait de grand, de sage, et de difficile, pour rendre ce diocèse florissant? Vous le savez, en effet, messieurs, c'est aux soins de M. de Beauteville que vous devez ces belles routes, ouvertes depuis vingt années, qui, joignant aux pays circonvoisins un pays que la nature semblait en avoir absolument séparé, nous ont fait cesser d'être, pour ainsi dire, étrangers au reste de la province; qui ont assuré et facilité l'exportation des fruits de nos

(1) Une pyramide fut élevée à sa mémoire, en 1777, près de Saint-Christol, par ordre des commissaires du diocèse.

labeurs et de notre industrie et l'importation des denrées de première nécessité que nos terres ingrates nous refusent ; et qui, enfin, nous ont fait voir les voitures rouler dans des lieux où le cavalier le plus hardi ne passait autrefois qu'en tremblant... »

CHAPITRE III

LES OFFICIERS ET LE BUREAU DE L'ASSIETTE

L'assemblée diocésaine a besoin de chefs, d'une discipline, d'un bureau. C'est une nécessité pour elle de confier à quelques-uns de ses membres l'exécution de ses décisions, le maniement de ses deniers et la police de ses réunions. Dans l'intervalle de ses sessions, des affaires peuvent surgir, réclamant une solution immédiate, des ordres doivent être donnés. Pour toutes ces raisons, le fonctionnement de l'assiette suppose l'existence « d'officiers » tenant leurs droits des règlements, des coutumes ou de l'élection : un président, un syndic, un greffier et enfin un bureau permanent, composé des commissaires ordinaires.

Le droit d'ordonner, de faire lever les impôts, constituant proprement un droit de souveraineté, c'est sous l'autorité du roi, représenté par ses officiers, que les impositions doivent être faites, et, par une conséquence nécessaire, c'est aux envoyés royaux d'assister à l'assiette, pour autoriser par leur présence l'assemblée et les résolutions qui s'y prennent. Les commissaires présidents pour le roi aux Etats se trouvent chargés des mêmes fonctions dans l'assemblée générale de la province. Le commissaire principal, nommé par eux pour la tenue de l'assiette, donne son caractère officiel à cette réunion avec les commissai-

res ordinaires qui tirent toute leur autorité du roi. Il y a pourtant, entre ces deux sortes d'officiers, une différence essentielle. Le commissaire principal est passager, désigné chaque année par le choix des Etats. Les commissaires ordinaires sont stables et permanents; ils assistent d'office aux assemblées particulières, qu'il convient de tenir, pendant l'intervalle des sessions.

I. — LE COMMISSAIRE PRINCIPAL

Député par MM. les Commissaires-Présidents pour le roi aux Etats, du consentement de cette assemblée, le commissaire principal semble jouir d'une autorité toute particulière au sein de l'assemblée. Sa double qualité de représentant du roi et de la province lui confère, en effet, un rôle officiel: celui de transmettre au diocèse sa « cottité » de l'imposition annuelle accordée par le Languedoc aux finances royales. Ainsi donc, porteur des instructions des Etats, le commissaire principal a la charge de présenter aux membres de l'assemblée diocésaine « les commissions de l'octroi, crue, taillon et autres », que lit à haute voix le greffier. Dès lors, on exige de ce haut fonctionnaire qu'il ait assisté à la session entière de la grande assemblée et par son vote, statué sur le chiffre de l'imposition. En fait, le commissaire principal est presque toujours choisi parmi les députés du diocèse aux Etats. C'est le plus souvent l'évêque ou son vicaire général, le juge mage de la sénéchaussée de Nîmes, le maire d'Alais, celui du Vigan, quelquefois, mais plus rarement, le subdélégué de l'intendant — Jean Daudé, en 1710 et 1713. Cependant, la règle est loin d'être absolue. On décerne les commissions aussi bien aux représentants des villes comme Lunel (1709), Sommières (1739), Uzès (1758), Pont-Saint-Esprit (1760), qu'à

des membres absolument étrangers à la région, comme les maires du Puy (1743), de Narbonne (1745), de Mirepoix (1753).

Le commissaire principal ouvre et clôture la session : au reste, c'est là sa seule attribution sérieuse. Il intervient, sans doute, quelquefois dans les discussions, tout en se bornant à des observations, car il n'a pas voix délibérante. Ses pouvoirs durent autant que l'assemblée : la plupart du temps il se contente d'y paraître le premier jour et on ne l'y rencontre plus dès que l'assiette se prolonge. Il arrive même qu'il soit absent de la session entière, comme le sieur Capon, ce maire de Mirepoix, qui écrit, en 1754, à l'évêque pour s'excuser, alléguant l'éloignement et les affaires de famille. Dans ce cas, aucune subrogation n'est permise : c'est obligatoirement l'évêque ou son vicaire général qui le remplace à la présidence de l'assemblée.

Pour son « droit d'assistance à l'assiette », le commissaire principal touche des émoluments. L'arrêt de 1695 les ayant fixées, pour le diocèse, à 200 l., ces taxations furent réduites à 100 l., par une délibération des Etats du 25 janvier 1706, puis ramenées à 300 l. en 1759. Somme toute, des indemnités maigres et peu proportionnées aux frais que ce haut personnage est obligé de faire. Mais si l'emploi est peu rémunérateur, il comporte cependant certains avantages, tels que les exemptions des impôts sur les « cabaux » ou sur les meubles. D'autre part, le commissaire principal a la préséance sur tous les membres de l'assemblée, excepté l'évêque.

La veille du jour de l'ouverture de l'assiette, les consuls de la ville sont tenus d'aller le visiter « en robes et avec livrées consulaires, en même temps que l'évêque et le baron », et le jour même de l'ouverture ils vont le cher-

cher en cortège pour le conduire au Palais épiscopal. Toujours placé à la droite du prélat, il a son Prie-Dieu pendant la messe du Saint-Esprit et son fauteuil à l'assemblée. En somme, une charge qui procure des multiples honneurs et se réduit à quelques obligations peu fatigantes : apporter les commissions des Etats, signer les mandement avant leur expédition, consentir à la nomination de certains officiers et faire dresser une copie de l'assiette destinée au général de Languedoc (1).

Le commissaire principal est, de droit, président de l'assemblée en l'absence de l'évêque. Cependant, un édit de novembre 1703 porte un coup à ce titre par la création d'offices de présidents aux assiettes et de commissaires de recouvrement aux tailles. Ces offices ne se vendant guère, « les évêques et syndics des diocèses ayant mis toutes sortes de moyens en pratique pour détourner les particuliers de les acquérir... » (2), un arrêt du 19 mai 1705 les incorpore aux diocèses et l'assiette d'Alais est obligée de payer sa portion (3) des 20.000 l. des gages et du droit de signature des mandes accordés aux vingt-trois nouveaux présidents, par une délibération des Etats du 18 février 1705 (4).

C'est donc l'anéantissement des attributions du commissaire principal; mais les Etats, gardiens vigilants des droits de la province, demandent et obtiennent le rachat de

(1) Règlement de 1725.

(2) MONIN, *op. cit.*, p. 182.

(3) Les ordonnances de l'intendant du 10 et 14 février 1704, commandent d'imposer à l'assiette 600 l. pour les gages concernant le diocèse d'Alais à raison de l'office de présidents aux assiettes et de verser cette somme entre les mains du sieur Jean Jacques de Lavaux, chargé du recouvrement.

Gard C 1816.

(4) « Les communautés seront averties de ce qu'elles devront imposer pour le droit de signature desdites mandes qui est de 30 s. pour celles qui seront au-dessous de 1000 l., de 3 l. pour celles de 1000 l. jusqu'à 3.000 l. et de 5 l. pour celles de 3.000 l. et au-dessus. »

Gard C 1816.

ces charges, moyennant 700.000 l. (Edits de mai 1705 et août 1707). Désormais, considéré comme le véritable lien de la province et du diocèse, le commissaire principal n'a plus à craindre pour ses prérogatives : il continuera soit à dresser, de concert avec l'évêque, les états, de dépenses de l'assemblée, soit, de temps en temps, à transmettre à l'assiette les délibérations des Etats.

II. — LES COMMISSAIRES ORDINAIRES

Moins honorifique mais plus effectif sera le rôle des commissaires ordinaires qui siègent à côté du commissaire principal. Leur nombre varie de diocèse en diocèse. En ce qui concerne celui d'Alais, l'arrêt du 25 janvier 1695 spécifie que seuls peuvent entrer à l'assiette, en cette qualité : le juge-mage de la sénéchaussée de Nîmes, l'officier — [juge ordinaire ou viguier] —, le maire et les consuls de la ville où se tient l'assemblée (1). Cependant, après l'arrêt du 10 février 1698, l'assiette siégeant désormais au chef-lieu du diocèse (2), on trouve invariablement, parmi les commissaires : le juge ordinaire du comte d'Alais, le maire, le lieutenant de maire et les quatre consuls de cette ville. D'autre part, l'évêque peut être compris aussi parmi les commissaires ordinaires, étant donné qu'il préside à leurs réunions et exerce sur leurs décisions une grande influence (3).

Leur rôle, très modeste au début, s'est accru d'une

(1) Gard C 1813.

(2) Gard C 1814.

(3) L'arrêt de règlement du 30 janvier 1725 porte, article 4 : « Les commissaires ordinaires du diocèse sont : l'évêque, le baron, l'officier de justice et les consuls de la ville capitale et comme dans quelques diocèses, il y a aussi des diocésains qui sont commissaires ordinaires, il ne sera en rien changé à cet usage. »

Mais l'article 13 du même règlement précise qu'il ne sera en rien dérogé à l'usage fixé pour le diocèse d'Alais par l'arrêt du Conseil de 1695.

Gard C 1822.

façon permanente vers la fin du ^{xvii}^e siècle et durant tout le ^{xviii}^e. Ils font, pour ainsi dire, avec le syndic, toutes les affaires du diocèse. En dehors de l'assemblée annuelle, ils se réunissent le plus souvent à l'Hôtel de ville et plus tard au Palais épiscopal, sous la direction de l'évêque ou du vicaire général, formant le bureau de la direction des affaires. Ils ont les pleins pouvoirs pour disposer des fonds du diocèse, apostillent les comptes, signent les mandes des impositions et rendent compte aux Etats des sommes employées à l'entretien des chemins et au logement des troupes (1). A chaque instant nous les retrouvons et aucune matière, vraiment, n'échappe à leur compétence. Au point de vue financier, ils reçoivent de l'intendant les demandes en décharge ou modération des communautés et des particuliers et décident, s'il y a lieu de les satisfaire (2), remboursent aux consuls le sol d'ustancile que ceux-ci ont payé aux compagnies de régiment de cavalerie (3), examinent les abus qui se sont glissés dans l'entretien des lits des casernes et corps de gardes (4). De même, ils procèdent à la répartition des sommes accordées par le roi à l'occasion de dommages subis par les récoltes (5), ou des remises sur les arrérages de la capitation dûs par les communautés (6). En matière de travaux publics, ils vérifient les réparations, décident si elles sont nécessaires, dressent les devis qu'ils rapporteront à d'assiette avec l'état des communautés qui doivent contribuer à la construction des ponts et chemins. Ils réceptionnent les ouvrages (7), délibèrent sur certaines questions — [alignements, redressements, indemnités aux pro-

(1) Gard C 1821.

(2) Gard C 1816.

(3) Gard C 1820.

(4) Gard C 1823.

(5) Gard C 1817.

(6) Gard C 1817.

(7) Gard C 1815.

priétaires expropriés | —, approuvent les baux d'entretien des ponts et des routes et se transportent sur les lieux des dégâts, en cas d'inondation (1). Enfin, c'est par leurs soins que se font tous les règlements concernant les travaux.

L'assemblée leur renvoie toutes les affaires complexes exigeant des enquêtes ou des déplacements : conflits avec l'intendant ou avec les commissaires d'un diocèse voisin (2), vérification des comptes d'un receveur décédé (3). Enfin, s'il reste un reliquat dans la caisse du comptable, ce sont eux qui en décident la destination (4). Le syndic même, est sous leurs ordres et se met à leur disposition. Il doit leur faire un exposé précis de sa gestion et de ses dépenses. Dans des circonstances pressantes ou pour le paiement des gages de présidents aux assiettes (5), il peut toutefois emprunter pour l'assiette, avec leur autorisation. Bref, en dépit de la modicité de leurs honoraires (6), les commissaires ordinaires sont les véritables administrateurs du diocèse. Grâce à leur activité et à la permanence de leurs fonctions, la direction des affaires du pays est pleinement assurée et l'assemblée diocésaine n'a plus d'autre travail que celui de donner une tranquille et entière approbation à l'exécution de leur mandat.

III. — LE SYNDIC

Représentant du diocèse et surtout gardien attentif de ses intérêts, le syndic assure la responsabilité d'une lourde

(1) Gard C 1818.

(2) Gard C 1815.

(3) Gard C 1821.

(4) Gard C 1815. Paiement des dettes du diocèse par exemple.

(5) Gard C 1816.

(6) Pour leur présence à l'assiette, ils touchent :

Le juge mage de la sénéchaussée de Nîmes : 92 l. 10 s.

L'officier ordinaire du comte d'Alais : 25 l.

Les maires, lieutenant de maire et consuls, au nombre de 4 : 15 l. chacun.

Gard C 1813 ; C 1829.

charge. Au moment de se séparer, l'assemblée ne manque jamais de désigner cet officier qui, après avoir prêté serment devant le commissaire principal, « la main mise sur les Saintes-Evangiles », promet, en entrant en fonction, de « bien et fidèlement s'acquitter des devoirs de sa charge, gérer et administrer les affaires du diocèse pendant le cours de cette année, par l'avis et délibération de MM. les Commissaires ordinaires. » (1). Choix délicat s'il en est un, car jusqu'à la prochaine session, le syndic sera le seul pouvoir exécutif de l'assiette. Docteur ou avocat la plupart du temps, il est élu par le diocèse à qui appartient exclusivement ce droit, et sa nomination ne peut être contestée par le Parlement, ni même par les Etats ou l'intendant. Qu'il soit syndic tournaire — avant 1644 — ou non, pris parmi les maires et premiers consuls des villes maîtresses ou simplement arrivé grâce à la bienveillance de l'évêque, son mandat est incompatible avec toute autre charge, sauf celle de député (2). L'assemblée choisit à sa guise l'homme éclairé et compétent dont elle a pu apprécier les mérites. Au début, il semble que l'assiette ait voulu suivre l'usage de certains diocèses voisins, en admettant rarement les renouvellements successifs. Pierre Blanchier, le premier syndic, occupe sa charge trois années de suite et laisse sa place, en 1698, à M. de Mandajors (1698-1699-1700). Par la suite, nous trouvons : Antoine Aberlenc (1701-1702-1703), De Ribes (1704-1717-1718), Jacques Cabanis (1705-1706), Antoine Deyrolles d'Arboussié (1707-1714), De la Bruguière (1708-1709), Pierre Tuech (1710-1711-1712-1713-1720), De la Bruyère (1722-1723-1725), Claude Cabane, longtemps maintenu dans cette charge,

(1) Gard C 1832.

(2) Le Syndic ne peut être pris parmi les subdélégués, officiers du roi, inspecteurs des chemins ou receveurs des tailles.

(Délibération des Etats du 3 mars 1723.)

remplacé, à sa mort, en 1757, par François de Ribes, maire d'Alais, fils du précédent, et enfin dans les dernières années, Cabanne de Camonts.

Que dire des attributions du syndic, sinon qu'elles sont universelles ? Il concentre en sa modeste personne toute l'administration, réunit et convoque l'assemblée diocésaine, présente les commissaires ordinaires au commissaire principal. Après la lecture des commissions par le greffier et l'approbation de l'assiette, c'est lui qui remplit le reste des séances par ses comptes rendus et ses propositions. Il lit à l'assemblée les ordres du syndic de la province et lui communique les règlements et jugements des Etats, ainsi que tous les actes et arrêts royaux. En ce qui concerne la taille, il envoie aux communautés les mandes et délibérations qui les intéressent et leurs rôles d'impositions, vérifie les comptes des receveurs et collecteurs. Au temps des diminutions des espèces, le syndic général lui recommande fréquemment de visiter la caisse du receveur. En 1714, ce droit lui est contesté par M. de la Bru guière, juge, qui prétend que c'est à lui à faire la visite. Le syndic oppose la pratique des autres diocèses mais l'assemblée donne raison au juge et règle ses attributions à 4 l. par visite et 2 l. pour le greffier (1).

Autorisé par l'assiette à faire, au taux le plus avantageux, les emprunts, « pour rembourser les créanciers onéreux » — surtout ceux d'Avignon —, il est chargé de toutes les opérations financières : réductions des intérêts, conversion des dettes ou recherches de nouveaux prêteurs. Souvent, l'assemblée lui donne plein pouvoir, qu'il s'agisse de réduire les intérêts de certains créanciers au denier 20 ou « de modérer certaines clauses contenues dans les contrats de constitutions de vente, passés en leur faveur et

(1) Gard C 1819.

qui sont très onéreuses au diocèse. » (1). Il poursuit, sur la réquisition de l'assiette, tous les débiteurs et n'hésite pas à se rendre à Montpellier pour faire activer les procès qu'il a contre les diocèses voisins (2).

Employé à des besognes diverses, comme celle d'équiper les milices bourgeoises (3), de réclamer aux gens de main forte les arrerages accumulés de leurs tailles ou de faire marcher contre eux, au besoin, le prévôt et les archers aux frais du diocèse (4), il est, en un mot, celui à qui l'on recourt sans cesse. En matière de travaux publics, les occupations du syndic sont encore multiples. Il vérifie les réparations à faire et la nature des ouvrages, rend compte des travaux qui se font dans le diocèse et entreprend, en compagnie des inspecteurs, des visites générales de chemins dans toute la circonscription (5). La province lui demande et il lui fournit des mémoires sur les chemins dans lesquels « il fait connaître leur utilité et leur état actuel » (6). Sa compétence, ici, est vraiment extraordinaire, soit qu'il dresse lui-même plans et devis, soit qu'il procède à la réception ou à l'estimation des ouvrages. Toujours le premier sur les lieux pour la constatation des dégâts, il est souvent forcé de voyager pour surveiller les entrepreneurs ou conférer avec les syndics des autres diocèses, à propos de réparations communes (7). Et il fait quelquefois preuve d'initiative en proposant d'augmenter la largeur des routes (8), de construire des ponts, ou en

(1) Gard C. 1814.

(2) Gard C. 1821. Affaire Auvilliers - ancien receveur decede - contre le diocèse de Nîmes.

(3) Gard C. 1817; C. 1827.

(4) Gard C. 1822.

(5) Gard C. 1817.

(6) Gard C. 1829.

(7) Gard C. 1816; C. 1821.

(8) Gard C. 1821.

chargeant les communautés de protection des chemins de traverses (1).

Par ailleurs, on lui confie les recensements des foyers, le recensement des troupeaux, l'enquête des logements militaires, l'admission des communautés après transfert des « lieux » (2), l'enquête des séjours des paroisses et même les biens ecclésiastiques (3). Mais sa prérogative n'était pas à tout ce qui intéresse les habitants du diocèse : pèlerinage, hôpitaux, malades de l'hôtel. Il lui arrive alors de s'occuper personnellement sur la manière de planter les hôpitaux (4) ou sur les règles relatives d'un service fait à l'hôtel (5).

Représentant naturel des intérêts du clergé, il est juste que la curie puisse compter comme délégué du diocèse à la session annuelle des États de la province, pour y soumettre ses propositions. C'est l'avis, en 1126, du syndic de la Hérault, qui propose à cet égard la présence d'un évêque de la province. L'assemblée pourrait demander une somme aux États pour le syndic, celui du Fay avait obtenu une somme en 1114 et le diocèse d'Albi pouvait personnellement s'en obtenir une pour son syndic (6).

Mais ces décrets d'attribution à travers la curie aux États, en vertu du syndic général, entraînent les curés des trois évêchés, d'où la nécessité d'un syndic de diocèse impérieux aux engagements à la disposition du syndic et fixé à 1200 l. par l'arrêt de 1665. Sur cette somme, il prélève 80 l., qui sont ses honoraires et la modeste rémunération des services qu'il rend à

(1) Gard C. 1822.

(2) Gard C. 1817; C. 1818; C. 1825.

(3) « Le syndic se transporte dans les communautés où se trouvent ces lieux ecclésiastiques pour en faire un inventaire au syndic général. » Gard C. 1822; Hérault C. 2520.

(4) Gard C. 1822.

(5) Gard C. 1822.

(6) Gard C. 1822.

l'assiette. Cependant, par une délibération des Etats, du 24 janvier 1739, ses gages reçoivent une augmentation de 520 l. (1). et comme ces 600 l. qui lui sont destinées sont puisées dans le « fonds d'imprévues », l'assemblée se plaint de ce que le restant soit « ordinairement emporté ou fort ébréché, par ce qui se trouve dû au syndic sortant de charge » (2). Aussi, désormais, pour ne pas toucher aux 1.200 l. d'imprévues, elle décide de suivre l'exemple du diocèse de Nîmes (3), en imposant à sa part la rétribution en faveur de son subordonné, en plus de l'indemnité spéciale accordée pour les frais de voyage (4).

Somme toute, si la charge est lourde, elle est profitable et ses avantages ne sont guère à dédaigner. A part de considérables émoluments, le syndic n'est justiciable ni de la Chambre des Comptes, ni des trésoriers de France. Seuls les commissaires et députés du diocèse contrôlent ses états de frais. Il rend son compte dans l'année qui suit sa gestion et après apurement, l'assiette le transmet signé au syndic général de la province.

IV. — LE GREFFIER

Il est certaines besognes d'écritures, à l'intérieur de l'assemblée, pour lesquelles le syndic ne saurait suffire. Elles sont confiées à un greffier, élu par les consuls et députés, avec l'assentiment du président. Nommé pour un

(1) Gard C 1829.

(2) Gard C 1825.

(3) L'assiette de Nîmes, par une délibération du 26 octobre 1737, avait obtenu l'autorisation d'imposer annuellement la somme de 600 l. en faveur du syndic en plus des 80 l. de gratifications ordinaires.

Gard C 1825.

(4) En 1749, l'assemblée diocésaine vote 9 l. par jour pour le syndic — vu la cherté des vivres et frais de voiture — au lieu des 6 l. précédentes.

Gard C 1829.

an, mais indéfiniment rééligible, le greffier ne quitte son emploi que de son plein gré ou par destitution. Jean Cabane est le premier en charge (1). Antoine Gaillère, notaire royal d'Anduze, lui succède en 1699, avec, à ses côtés, Jacques Constant, notaire royal d'Alais, en qualité de secrétaire du diocèse (2). Ce dernier, devenu seul greffier et secrétaire à la mort de son collaborateur, exerce cette fonction durant 55 années, à la satisfaction générale. En 1754, « bien fâché que son âge et ses infirmités ne lui permissent point de continuer ses services », il prie l'assemblée de nommer une autre personne à sa place (3). Louis Durand et Jean Daniel sont aussitôt choisis comme greffier et secrétaire « conjointement ou l'un en absence de l'autre pour en jouir par moitié des gages. » (4).

Aidé du syndic, le greffier fixe l'ordre et la tenue de l'assiette (5). Il envoie les convocations et prépare les affaires de la session. En pleine séance, il lit le procès-verbal de la réunion précédente qui est ensuite signé et dressé, comme les départements d'imposition, en trois originaux, destinés au greffe, au receveur diocésain et au syndic général. Il rédige le compte rendu des délibérations, note les décisions prises et procède de la même manière pour toutes les séances du bureau permanent. Suppléant pendant toute l'année au syndic, il travaille avec lui à la confection des devis de réparations d'ouvrages, reçoit au greffe les conditions ou « moins-dites » des entrepreneurs (6), l'état des dettes vérifiées du diocèse et fait faire un tarif pour la répartition des impôts. Il enregistre tous

(1) Gard C 1813.

(2) Gard C 1814.

(3) Gard C 1829.

(4) Gard C 1829.

(5) Règlement du 30 janvier 1725 sur les assemblées d'assiettes. art. 2.

(6) Gard C 1816.

les arrêts et règlements intéressant l'assiette : ordonnances d'intendant, arrêts du Parlement ou du Conseil du roi, délibérations des États. Les taxes de la capitation et les mandes sont faites par lui ; elles sont ensuite expédiées par ses soins aux communautés qui lui remettent deux originaux, l'un destiné aux administrations financières et l'autre restitué après visa au collecteur. Archiviste, enfin, il a la garde de tous les papiers du diocèse et des vieux compoix inutilisables. Ses émoluments, compris dans les frais d'assiette, et tout d'abord arrêtés à 200 l., sont trouvés insuffisants par l'assemblée diocésaine et augmentés de 100 l. en 1754 (1).

(1) Gard C 1829,

CHAPITRE IV

LES SÉANCES ET DÉLIBÉRATIONS

Lorsque la session annuelle des Etats de la province est close — et elle ne l'est jamais avant fin décembre ou même les deux premiers mois de l'année suivante — il faut songer à transmettre aux diocèses les impôts dont l'assemblée, avant de se séparer, a voté la répartition suivant les tarifs. C'est là, nous l'avons déjà vu, la tâche du commissaire principal, mais il doit auparavant avertir le syndic diocésain.

En effet, aux termes du règlement, l'assiette est convoquée « immédiatement après la tenue des Etats et au plus tard un mois après la fin d'iceux » (1). Les « commissions » pour la tenue de l'assiette ayant été reçues par le syndic, celui-ci en donne tout de suite connaissance aux commissaires ordinaires. Dès lors, syndic, greffiers et commissaires réunis vont fixer le jour de l'ouverture de l'assemblée. C'est, en principe, quinze jours après la rentrée dans le diocèse des députés envoyés aux Etats. Là-dessus, la règle est formelle; en réalité, les dérogations sont fréquentes. L'assiette d'Alais devrait être réunie à la fin de janvier et au plus tard en février. En fait, ses ses-

(1) Règlement du 23 janvier 1658 confirmé par l'arrêt du 30 janvier 1725, portant règlement pour les assemblées des assiettes des diocèses. Gard C 1822.

sions annuelles se placent surtout en mars, avril, mai et même juin (1). On peut noter une seule assemblée en février, et c'est en 1702.

Si le diocèse ne s'est jamais bien conformé aux dates réglementaires et s'il a même souvent violé les délais imposés, il faut surtout en rechercher la cause dans le retard des États. De cette déplorable habitude va résulter un certain ralentissement dans l'expédition des mandes fixant « la cottité » de chaque communauté, et comme les contributions des particuliers se paient en trois fois : 15 avril, 15 juillet 15 octobre, le receveur est presque toujours obligé d'avancer le premier terme des impositions.

Dès qu'ils ont reçu l'ordre des commissaires ordinaires et du délégué des États, le syndic et le greffier convoquent les députés des communautés; ils sont tenus « d'avertir huit jours à l'avance le commissaire principal, l'évêque, le baron et les autres personnes qui ont droit d'assister à l'assiette » (2). La durée de la session, fixée tout d'abord à huit jours, varie forcément avec l'importance des affaires et la quantité des communications qui sont faites. Cependant, le nombre des journées consacrées aux réunions diminuera à mesure que l'administration du diocèse deviendra compliquée et que le rôle de l'assiette se bornera à contrôler, à apurer les comptes, à voter. Vers la fin du XVIII^e siècle, deux séances suffisent pour expédier rapidement les affaires préparées à l'avance par le comptable et le syndic.

L'assiette se tient au chef-lieu du diocèse. Cependant,

(1) 1698, 1700., 1706, 1707, 1708, 1714, 1716, 1718, 1720, 1730, 1738, 1740, 1745 (mars);

1701, 1705, 1709, 1710, 1713, 1717, 1723, 1732, 1741, 1746, 1752, 1759, 1772 (avril);

1704, 1722, 1724, 1742, 1745, 1754, 1776 (mai);

1784 (30 juin).

(2) Règlement de 1725.

lors de l'érection de la circonscription administrative, en 1694, les villes d'Anduze, du Vigan, de Sauve et de Saint-Hippolyte parviennent à obtenir du Conseil le droit d'assiette alternative entre elles et Alais (1). Mais un arrêt du Conseil, du 28 novembre 1697, casse cette décision et, à la demande des Etats, il est décidé que désormais les assemblées d'assiette se tiendront à Alais seulement. La première assemblée est convoquée le lundi 7 mars 1695, dans une salle du Couvent des Révérends Pères Jacobins d'Alais, « par-devant Messire Henry de la Fare, marquis de Tornac, commissaire principal, en la présence et assistance de Monseigneur Messire François, chevalier de Saulx, conseiller du roi en tous ses conseils, premier évêque dudit diocèse d'Alais » (2). A partir de 1698, l'assiette cessant d'être déambulatoire, c'est le couvent des Dominicains qui sert de lieu de réunion, moyennant un loyer annuel de 75 l. Mais, en 1715, bénéficiant de la gratuité, le diocèse fait transporter ses archives à la maison de ville où, désormais, ont lieu ses séances et délibérations (3). L'assiette de 1730 décide de contribuer pour moitié à la dépense d'une grande salle, mais l'idée est vite abandonnée (4). On parle alors du projet d'un hôtel de ville : malheureusement, l'inondation de 1741 vient apporter d'autres soucis. Enfin, en 1749, le syndic montre, en pleine assemblée, la nécessité « d'avoir un maison fixe, commode et décenté, pour y tenir les assemblées et y déposer les archives, d'autant plus que les papiers augmentent considérablement d'une année à l'autre » (5). L'ancienne maison de ville est vendue pour 5.000 l. et le diocèse promet

(1) Gard C 1813.

(2) Gard C 1813.

(3) Gard C 1819. L'endroit destiné à ces archives étant en planches et les valets de ville habitant au-dessus, pour plus de sûreté, l'assemblée décida la construction d'une voûte.

(4) Gard C 1823.

(5) Gard C 1829.

de contribuer — toujours pour moitié — à la construction d'un hôtel de ville. Le 24 mai 1756, enfin, dans l'édifice public récemment achevé, se réunit pour la première fois l'assiette, sous la présidence de M. François de Ribes, maire d'Alais, commissaire principal, et du vicaire général représentant Mgr de Beauteville (1). Et, jusqu'à la Révolution, c'est là que se dérouleront toutes les séances, précédées du cérémonial habituel.

La veille du jour de l'ouverture de l'assiette, les consuls de la ville, « en robes et avec livrées consulaires », vont rendre visite au commissaire principal, à l'évêque et au baron. Le matin du jour fixé, on va chercher en solennité le commissaire principal pour le conduire au Palais épiscopal, où tous ceux qui ont droit d'assister à l'assiette sont tenus de se rendre. Du Palais épiscopal, le cortège se dirige vers la chapelle de l'Evêché, pour y entendre la Messe du Saint-Esprit. L'évêque marche au milieu, en rochet et camail, ayant à sa droite le commissaire principal et à sa gauche les seigneurs d'Alais et de Tornac — [ou leurs envoyés] — tous sur la même ligne. Ils sont suivis du juge général, des maire, lieutenant de maire et consuls de la ville d'Alais, et des commissaires ordinaires du diocèse. Après eux viennent les maires, les consuls et les députés des villes et paroisses, chacun selon l'ordre et le rang de leurs communautés respectives. Après la messe, une prière est dite pour le roi et l'assemblée, précédée des trompettes et des sergents de ville, du capitaine de police et des cavaliers de la maréchaussée, commandés par leur maréchal des logis, se rend dans la grande salle de l'Hôtel de ville où elle prend séance autour d'un bureau couvert d'un tapis bleu. L'évêque, le commissaire principal et le comte d'Alais — [ou son envoyé] — se placent à la tête du

(1) Gard C 1830.

bureau, sur trois fauteuils placés, sur la même ligne. Le baron de Tornac est assis sur un fauteuil, placé sur le retour, immédiatement après le siège du seigneur d'Alais. Les juge, maire, lieutenant de maire et consuls de la ville d'Alais se placent sur des chaises à dos, à la suite du fauteuil du commissaire principal, et les maires, consuls et députés des villes et lieux du diocèse occupent, selon l'ordre de leurs villes et communautés, des bancs à dossier, couverts de drap bleu, rangés des deux côtés de l'estrade. Le syndic, les greffiers, les receveurs de tailles, les inspecteurs des chemins et le directeur des travaux publics du diocèse ont des chaises volantes, derrière le fauteuil du prélat président (1). Et la séance est ouverte. Il s'agit, tout d'abord, d'examiner les actes des maires et députés « contenant le pouvoir à eux donné d'assister à cette assemblée ». Le greffier lit les procurations en règle ; après quoi, le syndic du diocèse dépose sur le bureau « les instructions de Nosseigneurs, les commissaires présidans pour le Roi aux Etats de cette province », certains édits, arrêts et réglemens, le jugement des Etats sur les imposition de l'année passée et « requiert l'Assemblée d'en ordonner la lecture ». Cette formalité accomplie, l'assemblée, debout, prête le serment accoutumé, « Monseigneur l'Evêque, la main droite sur la poitrine et tous les autres membres, leurs mains droites levées à Dieu ». Puis, on règle les contestations survenues entre consuls et députés, relatives à l'entrée en séance, en attendant l'avis des Etats, juridiction compétente. Le syndic procède ensuite, toutes portes ouvertes, à la remise et à la lecture des commissions contenant les sommes à imposer sur le diocèse et de l'arrêt qui les autorise. « Ceux qui ne sont pas du

(1) Procès-verbal de l'Assemblée de l'Assiette du diocèse d'Alais tenue dans la salle de l'Hôtel-de-Ville d'Alais, le 30 juin 1784.

corps de l'assiette s'étant retirés et les portes de la salle ayant été fermées », l'assemblée s'occupe immédiatement des sept départements envoyés par la province, de la capitation dont elle nomme le bureau des rôles, du vingtième d'industrie et des frais d'assiette. Le reste de la session est consacré à l'examen et à la clôture de tous les comptes — [debets et reliquats] — du receveur en exercice et à l'exposé fait par le syndic du résultat de sa gestion. Toutes les affaires particulières du diocèse sont évoquées et l'assemblée délibère. Etapes, entretien et réparations des chemins, loyers des lits, réclamations des communautés, requêtes des particuliers en dégrèvements, emprunts, rachats d'offices, procès, réfection des cadastres, tout cela demande du temps et presque toujours leur étude est renvoyée au lendemain et jours suivants. Enfin, lorsque l'ordre du jour est épuisé, tous les détails d'exécution sont confiés au bureau des affaires et Mgr l'Evêque donne sa bénédiction à l'assemblée qui se retire.

Ainsi fonctionne, pendant près d'un siècle, l'assiette d'Alais, à part une interruption de 1750 à 1752, à propos du vingtième (1). Ses procès-verbaux — de véritables volumes vers la fin du régime (2) — ne contiennent, à vrai dire, que des formules traditionnelles de délibérations, des comptes du receveur, des rapports du syndic et quelquefois des lamentations périodiques sur la dureté des temps.

Que dire de la force exécutoire de ses décisions ? Pour les vœux, les mémoires, les réponses aux enquêtes ou les réclamations au roi et à l'intendant, la question ne se pose même pas. Mais lorsqu'il s'agit d'un emprunt, d'une dépense nouvelle, de la construction d'un ouvrage ou de

(1) Voir plus loin, chapitre des impositions directes.

(2) Ils sont imprimés à partir de 1782.

toute autre mesure d'administration, il semble bien qu'on doive respecter ici la tutelle des Etats et, *a fortiori*, celle du roi. Il est un cas seulement où l'assemblée du diocèse délibère souverainement et où ses décisions sont exécutoires immédiatement, sans contrôle préalable de tutelle, c'est lorsqu'elle agit comme répartiteur d'impôt; encore faut-il faire une exception pour les deniers provinciaux et « gratifications extraordinaires » qu'on ne peut départir que « sous le bon plaisir de Sa Majesté ».

CHAPITRE V

LES IMPOSITIONS DIRECTES

Tout ou presque tout a été dit sur l'organisation financière telle qu'elle existait en Languedoc (1). Un système préconçu, a-t-on expliqué, propre à la province, et qui ne s'accommode d'aucune sorte de classification (2). Les prétentions du pouvoir royal tendent seulement à fixer un chiffre; le reste, perception, incidence, répartition, contentieux, est abandonné aux soins et aux débats de l'assemblée provinciale, dont c'est l'unique prérogative. Cependant, avec les besoins de plus en plus pressants de la Trésorerie, des impositions nouvelles vont s'ajouter aux anciennes, perpétuelles et fixes. C'est sur ces impôts plus récents, directs et variables dans leur quotité, que va se porter la gestion provinciale et, partant, celle du diocèse.

I. — LA TAILLE

Ancienne taxe féodale, née du rachat du service militaire, la taille est, selon les pays, personnelle ou réelle.

(1) Voir MONIN: « Essai sur l'histoire admin. du Languedoc pendant l'intendance de Basville ».

(2) Voici la classification de Basville, dans son mémoire de 1698: impositions, produits de domaine, gabelles, droits d'entrée et de sortie et affaires extraordinaires.

La taille personnelle, on le sait, est la règle: c'est un impôt de répartition sur le revenu global, quelle qu'en soit l'origine, chaque taillable étant imposé à la paroisse de son domicile (1). Mais, dans les pays d'Etats, comme le Languedoc, la Provence, le Dauphiné, l'Alsace, c'est la taille réelle qu'on rencontre. Il en résulte donc qu'elle est, dans le diocèse d'Alais, exclusivement assise sur les biens-fonds roturiers. L'impôt est dû par le fonds lui-même, indépendamment du domicile et de la qualité de son possesseur. Ainsi, pas de privilège de personnes: ce n'est plus à l'état du contribuable qu'on demande une base, mais à la nature juridique du bien.

Il est assez délicat de préciser les origines de la taille réelle, telle qu'on la trouve dans le Midi. Sans doute, faut-il la rattacher à l'ancien fouage, car dans le Languedoc, jusqu'au milieu du xv^e siècle, pour la classification des feux à imposer ou à décharger, on tient encore compte de tous les éléments du patrimoine et de tous les genres de revenus. Dès cette époque, le feu taillable étant l'unité contributive, l'assiette de l'impôt est basée sur une estimation grossière des fortunes, suivant un compoix encore très rudimentaire. C'est sous Louis XI seulement que paraît, pour la première fois, le cadastre général du Midi de la France. Il faut voir dans cette base fixe, donnée à l'imposition, le désir chez les contribuables d'éviter l'arbitraire et les vexations fréquemment subies de la part des répartiteurs.

Désormais, la taille est assise d'après des données certaines et rigoureuses. Dressé par des hommes de loi et des arpenteurs jurés, le registre cadastral de chaque paroisse distingue les terres, suivant leur qualité et leur rendement. Il donne, en outre, une estimation approxima-

(1) DECLAREUIL, *op. cit.*, p. 714.

tive de leurs revenus et permet d'établir, d'après l'ensemble de toutes ces évaluations, « l'allivrement de la communauté ». Ainsi, bien que dans certaines paroisses importantes on trouve l'existence d'un compoix des cabaux ou bétail, du compoix lucratif (du commerce), ou de celui qui concerne l'industrie, on peut dire que la propriété foncière — terre, bâtiments — supporte, et de beaucoup, la plus grande partie des impositions.

Mais la répartition de l'impôt ne se réduit pas à une simple opération d'arpentage : les revenus des terres sont sujets à de grandes vicissitudes et les évaluations du cadastre ne peuvent demeurer éternellement vraies. Les cultures varient souvent en même temps que les ressources du sol : des événements naturels ou non peuvent bouleverser en quelques années la prospérité d'un pays. Les premières estimations deviennent, dès lors, oppressives pour l'habitant si des fléaux successifs sont venus supprimer totalement dans une région la culture du blé ou de l'olivier qui en faisait la richesse. Aussi n'est-il pas étonnant de voir se perpétuer des usages locaux, comme celui de la ville d'Alais (1), qui possède le privilège de faire modifier tous les ans, par des officiers municipaux, nommés réparateurs, l'allivrement des contribuables, suivant que les inondations augmentent ou diminuent leur propriété. Il en résulte donc pour l'administration diocésaine le devoir de suivre le mieux possible ces variations, de recevoir et de vérifier les réclamations des villages ou des particuliers. En 1714, les consuls de Saint-Christol demandent l'autorisation de refaire leur compoix, sous le prétexte que « depuis, des terrains incultes produisent des revenus et ne sont pas imposés, alors que des terres autre-

(1) Gard C 1820

fois fertiles, ne rapportent plus rien » (1). Souvent, le compoix est vieux, en mauvais état et lacéré. C'est le cas, en 1709, de celui d'Alais, dont on ne peut plus se servir, « car il date de plus de 120 ans, et que, depuis, il est survenu quelques changements » (2).

Cependant, les modifications apportées au cadastre entraînent inévitablement certaines difficultés. En effet, la fixité du tarif diocésain étant la conséquence forcée du tarif provincial, si quelques communautés obtiennent une réduction, les autres s'y opposent tout aussitôt, sachant bien qu'elles auront à supporter le rejet de la différence. Aussi, le diocèse doit-il souvent user de toute son autorité pour que le nouvel allivrement soit vraiment équitable. On assiste peu à peu, néanmoins, à un mouvement général en faveur du renouvellement des cadastres. De 1700 à 1730, une véritable émulation pousse les communautés à multiplier leurs demandes. Sans doute, pour chaque lieu, l'accord doit-il être fait préalablement au sein du Conseil général qui doit « délibérer de faire un compoix terrien de son taillable » (3), mais c'est l'assiette à décider si la mesure s'impose. D'ailleurs, si cette dernière accorde volontiers les autorisations, c'est toujours à la condition que soient respectés les règlements et la procédure, telle qu'elle a été fixée par la Cour des Aides. Sur ce point, du reste, elle fait preuve d'une véritable intranquillité. Ainsi, en 1705, le diocèse refuse d'approuver « la réfaction » du compoix de Montolieu et s'appuie sur un jugement des Etats de 1703, fixant « qu'il ne serait accordé à l'avenir aucune permission pour le renouvellement d'un compoix qu'après que l'assiette aura fait vérifier que le vieux compoix n'est plus en état de servir, soit en le fai-

(1) Gard C 1819.

(2) Gard C 1817.

(3) Gard C 1822.

sant copier ou autrement » (1). Mais, si l'assemblée diocésaine est libre de ne pas donner son consentement, elle doit surveiller l'entreprise aussitôt qu'elle en a donné l'autorisation. Les commissaires ordinaires contrôlent, d'une manière très rigoureuse, les expertises et les évaluations : le vieux cadastre est ensuite relégué dans les archives diocésaines, « afin d'être consulté en cas de besoin ». C'est ainsi que de nombreux livres fonciers sont entièrement refaits (2) : celui d'Alais, en 1710, celui de Montolieu, en 1711, ceux de Saint-Christol, de Sauve et de Vézénobres, en 1715, et, enfin, en 1731, celui de Sumène, datant de 1635 et rendu inutilisable par l'interversion des cultures et le défrichement des terres incultes.

Lorsqu'un propriétaire a subi un préjudice considérable, il n'est pas rare de voir l'assiette prendre en considération sa demande personnelle en décharge. Elle ordonne la vérification des terres incultes et abandonnées, afin d'alléger la charge des consuls ; de même, elle a toute compétence pour statuer sur les indemnités à allouer aux paroisses frappées par la grêle, la gelée ou l'inondation. Cependant, s'il s'agit d'un désastre générale sur toute une région, d'un hiver terrible, comme celui de 1708, il ne faut plus compter que sur la bonté du roi ou de la province (3). Ainsi, en 1706, les communautés de Saint-Paul-la Coste, Soustelle, Saumane, Cendras, Cognac, Saint-Martin-de-Corconac et Saint-Marcel-de-Fontfouillouse, « sont déchargées de 6.000 l. sur la taille de la présente année, en considération des dommages causés par les troubles des phanatiques » (4).

La taille étant établie non d'après la qualité des pro-

(1) Gard C 1816.

(2) Gard C 1817 ; C 1818 ; C 1819,

(3) Gard C 1817.

(4) Gard C 1816.

priétaires mais d'après celle des fonds (1), il en résulte que les biens nobles, même aux mains d'un roturier, sont exempts de l'impôt (2). En 1716, les Etats les évaluent au tiers de l'étendue de la province. Mais l'anoblissement de la terre est plus difficile que celui de l'individu : la loi du Languedoc l'interdit même d'une façon absolue, pour la simple raison que le contingent de la terre anoblée retombe entièrement sur les contribuables. Il peut arriver cependant que le Conseil du Roi, cédant à des sollicitations fortement appuyées, confère la nobilité à un fonds. Contre cet abus, les diocèses obtinrent une déclaration royale du 30 août 1707, autorisant les communautés à se pourvoir contre l'arrêt, en exhibant des pièces justificatives de la roture des biens déclarés nobles. Il fallait cela pour réagir contre bien des empiètements des seigneurs. Les gentilhommes du Languedoc sont peu riches, prétend Basville, en parlant de la noblesse du pays. Cela est si vrai qu'on ne doit pas s'étonner de leur résistance au paiement de l'impôt. Il n'est pas rare de les voir refuser d'acquiescer leurs termes, sous le prétexte qu'ils sont trop taxés et en appeler à l'autorité de l'intendant. Souvent, sur l'ordre de l'assemblée, le syndic est obligé de poursuivre les récalcitrants. En 1709, le receveur diocésain reçoit l'ordre de faire un tableau des tailles et des taxes dues par les seigneurs des paroisses et par les principaux taillobles. Cet état est ensuite remis aux gardes du gouverneur, chargés de loger chez les retardataires, « à leurs frais et dépens, jusqu'à ce qu'ils aient payé ce qu'ils doi-

(1) « Il n'y a aucun fonds roturier qui soit exempt de contribuer à toutes les impositions de la province parce que les tailles sont réelles en Languedoc. »

(Lettre du syndic général de Joubert au syndic du diocèse d'Alais, 1714.)
Gard C 1819.

(2) Le paiement pendant 30 ans de la taille par un fonds privilégié lui fait perdre le bénéfice de son exemption. (Déclaration du 1^{er} juillet 1763.)

vent » (1). Ces ordres, rigoureux sans doute, ne changent guère la situation: en 1714, les gens de main-forte « doivent encore des restes considérables de plusieurs années » (2). Mauvaise volonté, peut-être, chez quelques seigneurs, mais surtout difficulté réelle qu'ont la plupart à régler leurs impositions. Les uns sont chargés d'une nombreuse famille, comme celui de Massillargues-Attuech, dont la taxe est réduite à 30 l., par ordonnance de l'intendant, malgré les protestations des consuls (1705 [3] ; d'autres sont touchés par des pertes de récoltes et incapables de payer, comme le sieur de Bauvoisin, seigneur de Durfort, dont la « cottité » est rejetée sur le diocèse, à la demande de ses paroissiens (1708) [4]. D'autre part, les terres d'église sont censées nobles et, à ce titre, jouissent de la même exonération. Cependant, la règle veut que toutes les nouvelles acquisitions soient soumises à des droits d'amortissement (5), et, pour leurs biens privés, les membres du clergé doivent se prêter aux mêmes exigences fiscales que les laïques.

(1) Gard C 1817.

(2) Gard C 1819.

(3) Gard C 1816.

(4) Gard C 1817.

(5) En 1733, il faut payer 2.354 l. pour l'emplacement du Palais épiscopal.

Voici quelques chiffres des impositions totales payées par le diocèse d'Alès:

1695 . . .	219.421 l. 19 s. 2 d.	1738 . . .	201.611 l. 1 s. 11 s.
1706 . . .	194.356 l. 16 s. 16 d.	1740 . . .	204.957 l. 15 s. 3 d.
1708 . . .	216.110 l. 3 s. 6 d.	1746 . . .	223.622 l. 14 s. 9 d.
1714 . . .	227.737 l. 10 s. 5 d.	1753 . . .	196.884 l. 2 s. 7 d.
1721 . . .	164.468 l. 16 s. 2 d.	1759 . . .	264.223 l.
1724 . . .	206.956 l. 14 s. 10 d.	1763 . . .	273.136 l. 7 s. 9 d.
1728 . . .	250.570 l. 6 s. 7 d.	1776 . . .	243.447 l. 12 s. 9 d.
1732 . . .	216.788 l. 9 s. 8 d.	1784 . . .	268.559 l. 8 s. 2 d.

Note. — « Il ne semble pas y avoir eu fréquemment en Languedoc ces affranchissements de taille par lesquels le contribuable pouvait se libérer de sa cote annuelle en payant 12 fois autant jusqu'à ce que l'opération ait rapporté 1.200.000 l. C'était le rachat de l'impôt au denier 12. Du reste, malgré cela, il devait toujours rester en chaque communauté de quoi satisfaire aux charges municipales et il y a des suppléments nombreux à payer par l'affranchi. »

T. PUNTOUS, *op. cit.*, p. 214.

Ainsi, cette guerre de chicanes constante autour des cadastres, toutes ces difficultés rencontrées dans l'assiette et la perception de l'impôt, ne surprennent guère dès que l'on se familiarise quelque peu avec le mécanisme de la taille. Aujourd'hui que la propriété foncière, grâce aux réformes de la fin du XVIII^e siècle, a pris un caractère d'unité et de simplicité, on a sans doute de la peine à concevoir les complications extraordinaires et les querelles sans fin, auxquelles donnait lieu cette malencontreuse division des terres en biens nobles et en biens roturiers.

II. — LA CAPITATION

Les exigences de la guerre, qui avaient été à l'origine de la taille, se retrouvent à celle de la capitation. Le 10 décembre 1694, les Etats furent invités à proposer au roi, comme de leur propre mouvement, l'établissement d'un nouvel impôt direct, qui serait supporté par tous les sujets. Cette capitation aurait pour base, non plus la propriété des biens roturiers, mais les revenus des taillables, présumés d'après leurs titres, leurs fonctions ou leurs professions.

Etablie par la déclaration du 18 janvier 1695, pour la durée des hostilités, supprimée par arrêt du Conseil, le 17 décembre 1697, peu avant le traité de Ryswick, elle reparut avec la guerre de la Succession d'Espagne, dans la déclaration du 12 mars 1701, et subsista jusqu'à la Révolution. Le principal mérite de l'innovation était de ramener l'impôt à une forme simple et beaucoup plus honnête que les créations d'offices ou autres systèmes de contributions, et surtout de frapper indistinctement tous les Français, sans comporter aucune espèce d'exemption. En effet, aucun des sujets du roi, de quelque qualité et condition qu'ils puissent être, ecclésiastique, séculier ou régulier, noble, militaire ou autre, ne peut être dispensé de la

capitation. Tout d'abord, à son origine, l'impôt est direct, de quotité, taxé suivant un tarif spécialisé aux professions et à l'état des personnes (1). Mais il ne dure guère sous cette forme. A partir de 1701, la capitation est assise et répartie au marc la livre de la taille, devenant une sorte d'impôt global sur le revenu, dont on prend comme éléments d'évaluation les signes extérieurs sur lesquels repose la taille elle-même (2).

Lors de sa création, les Etats prennent à forfait, pour 1.200.000 livres, le nouvel impôt qui avait été arrêté à la somme de 1.462.000 livres, réalisant ainsi un bénéfice appréciable, compensant, il est vrai, les erreurs, non-valeurs et doubles emplois inévitables dans une première répartition. En ce qui concerne le « régallément » entre les diocèses, la province se conforme au tarif immémorial employé pour la distribution des tailles. Une fois en possession de son contingent, l'assiette va déterminer celui des communautés et les taxes individuelles. Ce sera le travail du bureau de la capitation pour la confection des rôles, composé de quatre membres, choisis dans l'assemblée, parmi les commissaires ordinaires.

Dans chaque paroisse, deux habitants aident le collecteur à établir les rôles, faisant l'évaluation non seulement pour les paysans taillables, mais aussi pour les seigneurs, étrangers, officiers et domestiques. Les maires et les consuls dressent la liste des contribuables, mais ils le font plus ou moins bien. Aussi l'assiette leur recommande-t-elle de « faire le dénombrement exact des habitants » (3). D'ailleurs, l'assemblée diocésaine a souvent lieu de se plaindre. En 1756, elle trouve les rôles mal faits, « des person-

(1) Les contribuables sont divisés en 22 classes avec une contribution uniforme pour chaque classe, la première étant taxée à 2.000 livres et la dernière à une livre.

(2) DECLAREUIL, *op. cit.*, p. 723.

(3) Gard C 1828.

nes sujettes n'y sont pas comprises, les qualités des personnes manquent à un certain nombre d'articles et les taxes y sont confondues » (1). Et de décider aussitôt « qu'à la diligence des maires et consuls, six députés soient nommés par une délibération de la communauté, prise en conseil général, pour faire un dénombrement de tous les habitants et de leurs titres ». Déjà, en 1747, les contribuables d'Alais, de Saint-André-de-Majencoules et de Meyrueis, avaient signalé la défectuosité des rôles « en ce que principalement les taxes de plusieurs personnes d'une même famille sont confondues, au lieu que, suivant les règlements et les instructions, elles doivent être distinctes et séparées » (2). Souvent, maires et consuls s'oublient dans les listes qu'ils dressent ou bien accordent trop de remises ou de décharges au détriment de certains malheureux, déjà écrasés par les impositions. Aussi n'est-il pas rare de voir le syndic se transporter lui-même dans les communautés pour réunir des mémoires exacts sur la juste et égale répartition des taxes. Ses renseignements sur la condition, profession et revenus des imposables, joints à ceux des collecteurs et députés, sont d'une précieuse utilité pour le bureau qui se met aussitôt au travail, sous la présidence de l'évêque. Ordinairement réunis un mois après la clôture de la session, les membres du bureau terminent leur tâche vers la fin avril ou commencement mai (3). Ils ont d'ailleurs d'autres attributions, comme celles de vérifier les comptes des comptables ou les certificats exhibés par les contribuables se prétendant surtaxés, de rectifier les erreurs des consuls (4) et de répondre aux réclamations.

(1) Gard C 1830.

(2) Gard C 1828.

(3) Gard C 1816.

(4) Gard C 1827.

En ce qui concerne les rôles de la capitation, toutes les plaintes doivent être adressées à l'intendant qui les retransmet à son tour au syndic; celui-ci en délibère avec le bureau et émet un avis. En 1702, à une demande en décharge de 4.677 l., formulée par les consuls de Saint-Hippolyte-du-Fort, l'assiette oppose un refus, expliquant « qu'il faudrait renverser tous les rôles de la capitation qui ont été faits cette année, ce qui retarderait le recouvrement ». Raison péremptoire, certes, car il est difficile de contenter toutes les communautés et tous les particuliers qui se prétendent surchargés. L'assiette a pour principe d'être le plus souvent insensible à toutes ces demandes, chaque décharge ou réduction amenant fatalement certaines paroisses et leurs habitants à se pourvoir pour une pareille détaxe, « ce qui causerait au diocèse un préjudice très considérable et lui fournirait un très grand nombre de procès (1). Pourtant, il est des cas où elle ne peut faire autrement, surtout devant l'afflux des réclamations qu'elle reçoit à partir de 1736. Tour à tour, Saint-Jean-du-Gard, Saint-Hippolyte, Sumène, Baucels et Sauve, reçoivent satisfaction, ainsi que certains contribuables, injustement « capités » (2). La taxe étant conditionnée par la résidence, l'assemblée décharge en principe les imposés qui n'habitent pas le diocèse. Pourtant, en 1731, le baron de Fontcouverte est compris dans les rôles de la capitation, bien qu'habitant la communauté de Baron — [diocèse d'Uzès] — où il est déjà taxé. Etant originaire d'Alais, prétend l'assiette, il doit payer dans cette ville, et, devant son refus, elle s'apprête à employer la contrainte (3). Mais c'est là un cas exceptionnel! d'une façon générale, le bureau n'est jamais aussi rigoureux. En 1755, M. de Grigny,

(1) Gard C 1815.

(2) Gard C 1830.

(3) Gard C 1823.

seigneur de Maruejols-les-Gardons — diocèse de Nîmes — injustement capité à Alais, obtient satisfaction, de même que M. de Girard, gentilhomme, tenant une verrerie à Montolieu, où il est taxé, bien qu'il ait déjà été compris dans les rôles de Sainte-Bauzille-le-Putois — diocèse de Montpellier lieu de sa résidence (1). Déjà, en 1836, le syndic avait fait remarquer « que, le roi tenant compte à la province des taxes de capitation payées à Paris ou ailleurs, par plusieurs personnes qui devaient être imposées dans le Languedoc » (2), il devait en être de même pour la province à l'égard du diocèse d'Alais.

Les rôles, terminés sont expédiés à Montpellier, au siège de l'intendance, où ils sont signés et ensuite renvoyés à la signature des commissaires ordinaires du diocèse. Ils sont enfin remis aux collecteurs, afin de servir à la levée de l'impôt et prennent place, par la suite, dans la comptabilité du receveur diocésain, comme pièces et moyen de contrôle. Un double est toujours réservé au syndic général de la province et dans chaque communauté deux états sont dressés pour le receveur et le trésorier de la Bourse. En ce qui concerne le recouvrement, il se fait aux termes suivants : 1^{er} juillet et 1^{er} janvier, pour les collecteurs ; 15 juillet et 15 janvier, pour les receveurs ; 1^{er} août et 1^{er} février, pour le trésorier de la Bourse.

Fixée à 2 millions pour l'année 1702 et réduite à 1.800.000 livres en 1705 (3), la capitation pèse lourdement sur la province et sur les diocèses. Celui d'Alais, comme tous les autres, et même plus qu'eux, est surchargé. En 1707, avec treize diocèses retardataires, il subit, dans sa circonscription, les garnisons (4). L'année suivante, l'assiette est

(1) Gard C 1830.

(2) Gard C 1825.

(3) Gard C 1816.

(4) Gard C 1817.

informée du chiffre de ses non-valeurs : elles sont jugées si considérables — 6.000 l. en 1708 (2) — que les collecteurs, malgré leurs taxations de 6 d. pour livre, demandent en vain à être exemptés d'en faire l'avance. Les arrérages augmentent sans cesse. De 1701 à 1708, les communautés doivent au diocèse 17.083 l. En 1709, leur dette s'augmente de 3.000 l.; 4.721 l. sont dues par les collecteurs et 5.212 l. par les gens de main-forte. L'assiette est obligée de confier le recouvrement de ces sommes au sieur Durand, receveur, « à la condition qu'il donnera chaque année 5.000 l. au diocèse et cela pendant cinq ans » (3). Pourtant, les arriérés constatés pour le diocèse à l'égard du trésorier de la Bourse montent, à la même époque, à 77.000 l., avec les intérêts à 10 % (4). Pour la province, ils reviennent à plus de 1.500.000 l. et la situation n'est pas loin d'être désespérée. Il faut un soulagement immédiat. C'est alors que le contrôleur général Desmarets offre aux Etats de racheter 800.000 l. de la capitation, à la seule condition de prêter au roi 4.800.000 l., dont l'intérêt doit leur être servi sur le pied du denier 20. Tout le bénéfice est pour le Languedoc, car « si la province est obligée d'emprunter au denier 12 les 4.800.000 l. qui lui sont demandées, ce qui constitue pour elle une charge annuelle de 400.000 l., le denier 20 payé par le trésor royal, soit 240.000 l., réduit cette charge à 160.000 l. ». Le traité est signé sur ces bases, le 4 février 1709, et de ces 160.000 l. la portion du diocèse est de 9.555 l., plus 3.704 l. pour sa part des intérêts des 1.200.000 l. empruntées aux Gênois pour la capitation de 1707. Cependant, grâce à cette opération, le contingent diocésain est abaissé à 55.000 l. Mais

(1) Gard C 1817.

(2) Gard C 1817.

(3) Gard C 1817.

l'administration royale ne s'en tient pas là. Le 4 avril suivant, l'évêque fait part à l'assemblée « que le roi aura bien agréable que les diocèses mêmes, les communautés aussi bien que les particuliers, affranchissent ce qui reste de capitation ». La proposition est examinée minutieusement, mais, sur le rapport de M. de Mandajors (1), l'assiette reconnaît que l'affranchissement ne sera avantageux « ni au public, ni même aux intérêts de Sa Majesté : on serait encore obligé d'imposer annuellement une somme de 40.000 l. ou environ, ce qui jetterait le peuple dans une extrême désolation, surtout dans une triste conjoncture où, sans le secours de Sa Majesté, les peuples de ce diocèse sont hors d'état de subsister ». D'autre part, l'affranchissement des particuliers est loin d'être fréquent, à cause de l'impossibilité de trouver des capitaux à un taux plus avantageux que le denier 12 — 8 un tiers pour cent. En 1710, devant la misère générale dans laquelle se trouve le diocèse, l'assiette parle d'affranchir le totale de la capitation le concernant, « s'il était du bon plaisir de Sa Majesté de recevoir les trois quarts en billets de l'extraordinaire des guerres et le quart en argent comptant, ainsi que le roi a voulu le régler pour plusieurs autres recouvrements » (2). Mais la proposition transmise à Basville ne reçoit aucune réponse. Entre temps, un fonds de 6.200 l. est fait dans la répartition de la capitation pour compenser les non-valeurs ou arriérés des précédentes années. En 1712, le diocèse doit 64.728 l. d'arrérages à la province, pour lesquels il paie 4.791 l. d'intérêts. Sur cette somme, il rembourse 16.800 l., grâce à quelques reliquats laissés par l'imposition, et 19.300 l. l'année suivante (3).

(1) Mgr de Saulx avait nommé, pour examiner la proposition, une commission de 4 membres comprenant : MM. de Mandajors, Daudé, de Nouailles et de la Farelle.

(2) Gard C 1817.

(3) Gard C 1818.

D'autre part, il faut régler la situation des intérêts dus aux héritiers du trésorier de la Bourse, de Pénautier : les Etats décident que le diocèse s'acquitterait par tiers, payables annuellement (1). Le syndic diocésain est obligé d'envoyer une lettre circulaire (2) aux maires et consuls des communautés dont les collecteurs sont « en restes de capitation » depuis 1705. Il ne faut pas s'étonner, d'ailleurs, de voir grossir les arrérages d'une telle manière : le pays se trouvant surchargé, la plupart des consulats sont obligés « de bailler en reprises et non-valeurs des sommes considérables à cause de la misère des cottizés, de quelques personnes de main-forte, dont la taxe n'a pas été exigée ou de la capitation que les officiers des troupes du roi ont payée à l'armée dont les quittances faites par les trésoriers de l'extraordinaire des guerres ont été prises pour argent comptant par les collecteurs » (3). D'où les innombrables procès intentés par le diocèse (4).

La quotité diocésaine est fixée annuellement au Bureau des Comptes des Etats et envoyée à l'assiette en même temps que les autres commissions. Encore faut-il remarquer que le contingent ainsi arrêté s'augmente de sommes étrangères — frais de la confection des rôles et des levées à raison de 14 d. pour livre — auxquelles il faut joindre les intérêts des emprunts contractés pour payer les arriérés et les taxations du trésorier de la Bourse. Avec les non-valeurs, modérations et décharges, droits des receveurs et collecteurs, doubles emplois, on arrive ainsi, pour le diocèse, à des chiffres considérables. De 1726 à 1732, la

(1) Gard C 1818.

(2) Gard C 1818.

(3) Gard C 1820.

(4) En 1714, contre les créanciers de feu. Auvilliers, pour les sommes que ce receveur devait de ses comptes 7.484 l. pour le recouvrement de la capitation) ; en 1716, contre le receveur en exercice, pour un droit de levée de 1 sol pour livre perçu indûment sur un affranchissement de 10.000 l. fait par quelques particuliers.

Gard C 1819

recette de la capitation ne varie guère entre 61.048 l. et 63.416 l. De 79. 603 l., en 1735, elle saute brusquement, l'année suivante, à 105.163 l. Mais l'impôt rentre mal, les remises sont peu fréquentes et dérisoires (1), le diocèse doit s'endetter pour payer les intérêts des emprunts provinciaux. Il lui faut encore s'abonner à la surtaxe des 4 sols pour livre, créée en 1757, et au doublement des cotes de 24 l. et au-dessus (2). En 1759, c'est 117.374 l. que l'assiette débourse pour la capitation, et 120.393 l. en 1761. Jusqu'à la fin, elle devra solder les arrérages et l'amortissement de ses propres emprunts.

III. — LE DIXIÈME

Forme nouvelle d'impôt, le dixième est établi par la déclaration du 14 octobre 1710, pour subvenir à l'insuffisance des innombrables taxes qui accablaient déjà les diverses classes du royaume. Il frappe d'une contribution égale au dixième du revenu tous les biens du contribuable. Ainsi, par la force des choses et pour faire face aux nécessités de la guerre, « une sorte d'égalité fiscale s'impose entre les possesseurs quelconques de la richesse, préparant l'égalité politique, dont la fin du siècle devait assurer la reconnaissance » (3).

Dès 1703, consulté sur son établissement, Basville s'était montré quelque peu hostile. « Les biens fonciers sont accablés d'impositions. La charge est si forte qu'elle ne peut plus recevoir d'augmentation », telle fut sa réponse au ministre Chamillart (4). En fait, le doublement des droits d'octroi, les éternelles créations et suppressions

(1) 80.000 l. sur la capitation et 70.000 l. sur le don gratuit, en 1741, pour tout le Languedoc!

(2) Gard C 1830.

(3) H. L., t. VII, p. 888.

(4) Lettre citée par MONIN, *op. cit.* p. 147.

d'offices aggravaient la misère générale. Il était à craindre que l'établissement du dixième viendrait contrarier, par la nouveauté du procédé, tous les autres genres d'impôt imaginés pour satisfaire des besoins toujours renaissants. En réalité, il semble bien qu'à part les violentes diatribes de certains contemporains, et en particulier de Saint-Simon, les plaintes ne furent ni plus nombreuses, ni plus fortes qu'elles ne l'avaient été pour certaines augmentations de la taille ou pour la capitation. L'impôt ainsi établi frappe indistinctement les roturiers et les nobles, les privilégiés et les non privilégiés, « même les princes pourvus d'apanages et les seigneurs engagistes ». Il atteint le produit des propriétés foncières de toute nature, le revenu de toutes les charges « emplois ou commissions d'épée, de robe, de finance ou de cloche; toutes les rentes, à l'exception des rentes perpétuelles et viagères sur l'Hôtel de Ville de Paris et sur les tailles et bénéfices produits du commerce et de l'industrie » (1). Mais la base du dixième réside surtout dans la déclaration des intéressés, remise entre les mains de l'intendant. Facile — si l'on peut dire — avec les revenus des biens-fonds, elle devient incertaine aussitôt qu'il s'agit des bénéfices commerciaux, industriels ou financiers, « à cause de l'extrême répugnance de chacun à déclarer son bien et à révéler le secret de sa famille » (2). Pour la perception et l'assiette, on distingue quatre catégories de revenus : biens-fonds évalués d'après déclaration des propriétaires, sous peine d'une taxe double en cas de non-déclaration, et quadruple en cas de déclaration fautive, revenus mobiliers (rentes, gages, créances), offices et droits perçus par voie de retenue, et enfin revenus industriels.

(1) H. L., t. VII, p. 1038.

(2) Basville, cité par Monin, *op. cit.*, p. 148.

Sans attendre, le Clergé s'empresse de racheter l'impôt pour une somme fixe, de même que la capitation. A leur tour, les Etats remarquent « que les exécutions rigoureuses, faites pour la levée de cette imposition, ne manqueraient pas de mettre les particuliers hors d'état de payer la taille et la capitation » et proposent d'abonner le dixième des revenus des fonds de terre. Afin de prévenir les difficultés d'appréciation, on les évalue en masse à 3 millions et le diocèse d'Alais est averti par un arrêt du Conseil du 28 mars 1711, « de transformer le dixième des biens-fonds roturiers et maisons roturières en un droit de 2 sols pour livre de toutes les impositions » (1).

Dans une lettre circulaire aux communautés, le syndic constate le fait : « les impositions, dit-il, ont augmenté à cause du dixième, dont le chiffre est fixé à 780.000 l., au moyen duquel les particuliers ne doivent plus payer le dixième des tailles. Seul, ajoute-t-il, le dixième des biens noble est encore imposé, de même que sur les biens affranchis le dixième de la taille sur laquelle ils seront affranchis » (2). En effet, les biens affranchis restent taxés d'après l'imposition de l'année où l'affranchissement a eu lieu, « les Etats n'ayant pas trouvé juste qu'ils fussent déchargés d'un impôt dont les biens nobles ne sont pas exempts » (3).

Cependant, pour la contribution des biens nobles, la levée se révèle délicate dans le diocèse. Les intéressés se montrent si peu empressés de faciliter la tâche des collecteurs qu'un arrêt du Conseil doit intervenir pour en ordonner l'allivrement et l'estimation par expert. Une ordonnance de l'intendant du 6 juillet 1711 invite l'assiette à « faire procéder à l'arpentement, estimation desdits biens

(1) Gard C 1818.

(2) Gard C 1818.

(3) MONIN, *op. cit.*, p. 149.

nobles, ensemble à l'estimation et allivrement des censives et autres droits seigneuriaux du diocèse ». Sans plus tarder, les experts Jaussaud et Blanc sont chargés de ce travail dans les vigueries du Vigan et de Sauve, mais, comme il faut se presser, quatre autres experts sont nommés par l'assemblée, « Pierre Blanchier, bourgeois, et Jacques Blanc, féodiste, pour la viguerie d'Alais; Antoine Gailhère et Charles Etienne, notaires royaux, pour celle d'Anduze » (1), aux gages de 860 l., qui seront remboursés par la province. En 1712, le dixième des biens nobles de l'année courante — [y compris les 14 d. pour livre des comptables] — se solde pour le diocèse à 2.703 l., avec la moitié de ce qui est dû en 1711 et les arriérés de 1710. L'année suivante, biens nobles et affranchis font 3.492 l., mais, en 1735, en comptant le dixième des rentes, la recette des biens et fiefs nobles n'est plus que de 2.184 l. (2).

Quant au dixième des revenus commerciaux et industriels, il est difficilement assis et très mal perçu. Aussi, à l'exemple des assemblées voisines, l'assiette diocésaine abonne « le dixième des marchands et négociants » et paie, en 1716, au fermier, la somme de 8.000 l., chiffre fixé par l'intendant pour l'abonnement du diocèse d'Alais (3). Mais la répartition donne lieu à de nombreuses plaintes. Sont souvent taxées comme marchands des personnes « qui ne le sont point et qui n'ont aucuns effets qui soient sujets à l'industrie » (4). En 1742, les réclamations deviennent si fréquentes que le syndic fait adopter la solution suivante: les particuliers seront détaxés, à la condition « de faire leur déclaration qu'ils n'ont point de billets à ordre ou de lettres de change et consentir que si on en trouve qu'ils soient confisqués ».

(1) Gard C 1818.

(2) Gard C 1825.

(3) Gard C 1819.

(4) Gard C 1826.

C'est le directeur provincial du dixième, assisté de contrôleurs ambulants, qui procède aux vérifications et qui opère avec l'intendant la répartition sur les contribuables, en y comprenant à la fois le prix de l'abonnement et les frais de régie, de recettes et de comptes. Les particuliers qui se croiraient surchargés sont autorisés à se pourvoir devant l'intendant et les commissaires, sur présentation de leur quittance, avec appel au Conseil d'Etat. En ce qui concerne les revenus mobiliers, les compagnies de justice supérieures et subalternes, les communautés de procureurs, de notaires, d'huissiers, les corps de métiers et toutes les autres corporations servant des rentes aux particuliers, en retiennent le dixième et en remettent le montant aux trésoriers des Etats.

En 1717, par suite de la paix, le dixième est supprimé, sauf en ce qui concerne les gages et pensions. Une déclaration royale du 17 novembre 1733 rétablit l'imposition comme étant « la plus juste, la moins arbitraire et la plus productive ». Mais, l'année suivante, par un arrêt du 24 août, le diocèse reçoit l'ordre d'évaluer le dixième des biens nobles et seigneuriaux à un tiers en sus du tarif arrêté en 1712 et d'exiger de toutes les compagnies qui paient des rentes un tableau exact de leurs créanciers, avec l'indication du capital et des intérêts (1). Après un répit de cinq années, le dixième reparaît avec la guerre de la Succession d'Autriche, le 29 août 1741. La province s'empresse de régler la contribution par un abonnement, « afin que les habitants soient à l'abri de la rigueur des traitants ou des exacteurs étrangers ». Et comme le prix de l'abonnement a augmenté, passant de 1.350.000 l. — 1734 — à 1.500.000 — (traité du 9 janvier 1742) —, dans le diocèse d'Alais, les taxes individuelles frappées en

(1) Gard C 1824.

1736 sont accrues d'un cinquième (1). En ce qui concerne les droits seigneuriaux et censives, en 1747, l'assiette augmente « l'article de Son Altesse le prince de Conti » de 16 l., celui de MM. le barons d'Alais de 8 l. et enfin, de 3 l. la contribution du seigneur de Ribaute. D'autre part, le Seigneur de Sauve, et en particulier le baron de Meyrueis, dont le produit des « albergues » sur Valleraugue, Bonpérié et Saint-Marcel-de-Fontfouillouse dépasse 1.300 livres, sont sévèrement taxés. En retour, l'assemblée diocésaine ne fournit aucun éclaircissement sur les droits de courtage, leudes, fours banaux et autres de cette nature, possédés par les communautés, estimant que « ce n'est pas l'esprit des Etats de les assujétir au dixième desdits droits » (2).

III. — LE VINGTIÈME

Au lendemain de la paix d'Aix-la-Chapelle, alors que le chef-lieu du diocèse vient de célébrer la fin des hostilités — comme il se doit — par le chant du *Te Deum* et par des réjouissances publiques, avec salves d'artillerie, illuminations et feux d'artifices, un édit, paru à Marly, en mai 1749, annonce à la province que le dixième cessera d'être exigible à compter du 1^{er} janvier 1750. En revanche — surprise désagréable — le roi se voit contraint de recourir à un nouvel impôt : le vingtième qui sera levé annuellement sur tous les revenus et produits des sujets français, sans exception. « Il n'est pas utile, ajoute l'édit, en guise de consolation, d'insister sur le caractère d'équité de cet impôt qui, frappant à la fois tous les sujets, nobles et roturiers, privilégiés et non privilégiés, répartit la

(1) Gard C 1827.

(2) Gard C 1828.

charge d'une manière plus conforme à la justice ». Par un article formel, les deniers provenant du vingtième doivent être employés au remboursement des dettes anciennes et nouvelles de l'Etat et servir à l'extinction des rentes établies sur les aides et gabelles, sur les tailles, sur la ferme des postes, les revenus des pays d'Etats et sur tous les autres revenus royaux. Le mode de perception étant conforme à celui du dixième, les rôles dressés en 1741 doivent servir de base, avec obligation pour tous les contribuables qui n'y figurent pas, de fournir, avant quinzaine, la déclaration de leurs biens. On connaît la réaction de la province : les Etats, soutenus par le Clergé, résistent pendant trois ans. Durant leur interruption, l'édit de 1749 s'applique tant bien que mal, l'intendant dressant les rôles d'après les compoix et avec l'aide des consuls et des collecteurs. La première recette se monte, pour le diocèse, à 62.840 l. en 1750. L'année suivante, elle est de 67.787 l. et de 82.898 l. en 1752 (1). Mais la crise politique dure peu ; l'arrêt du 10 octobre 1752 rétablit la province dans la jouissance de tous ses privilèges. Aussitôt réunie, l'assemblée des Etats accorde sans difficulté la capitation et le don gratuit ; enfin, elle donne son consentement rétrospectif pour la levée du vingtième, mais elle réclame l'administration de l'impôt. Désormais, quatre de ses membres, réunis en une commission, travaillent à la confection des rôles, avec l'aide de l'intendant qui possède en réalité toutes les attributions contentieuses et qui dirige contrôleurs et directeurs. A ce premier vingtième, augmenté des 4 sols pour livre, la royauté ajoute deux autres, en 1756 et en 1764. Pour l'un et pour l'autre, le système de l'abonnement est repris dans les mêmes conditions ; dès lors, la confection des rôles et le contentieux sont laissés à la com-

(1) Gard C 1830.

pétence de la haute assemblée. Le 17 novembre 1756, après avoir abonné les deux premiers vingtièmes à 2.500.000 l., les Etats délibèrent sur les moyens de pourvoir au recouvrement à l'égard des maisons nobles et roturières, dont la part est évaluée à 350.000 l. L'assiette reçoit l'ordre de faire des rôles séparés de celles des villes taxées pour le premier vingtième « en mettant à l'écart tous les hameaux, villages et bourgs ». De son côté, le syndic demande aux communautés de lui « donner un état exact des maisons qu'il y a, qu'elles soient louées ou non, du nom des propriétaires actuels et de leur revenu approximatif, surtout dans les villes où se tiennent grandes foires et marchés » (1).

Les possesseurs de biens nobles doivent fournir à nouveau leurs déclarations au greffe et l'assiette rejette, comme « n'étant pourvues d'aucunes pièces justificatives », celles du seigneur de Marsillargues, de la marquise de Ganges — pour Moulez —, de la marquise de Vissec — pour Aulas —, des seigneurs de Manoblet, de Bausseles, de la Cadière. En 1758, le contingent provincial de l'industrie ayant été abaissé de 400.000 l. à 340.000 l., le diocèse profite d'une diminution de 3.912 l. pour les répartir aussitôt sur les villes les plus surchargées : Alais (452 l.) — Sauve (213 l.) — Saint-Hippolyte (550 l.) — et Anduze (515 l.).

Quels sont donc les pouvoirs de l'assiette en présence de ces deux impôts : dixième et vingtième ? Il semble bien qu'elle n'ait eu, tout d'abord, qu'un droit de contrôle, se bornant à vérifier les comptes du receveur chargé de la levée. Sans doute, par la suite, les commissaires diocésains s'intéressent à la répartition du vingtième ; ils reçoivent les déclarations et procèdent à leur vérification.

(1) Gard C 1830.

D'autre part, c'est par leur intermédiaire que les réclamations et les demandes de détaxes parviennent au directeur provincial de l'impôt. Les plaintes sont toujours nombreuses : elles émanent des habitants de Mandagoût (1743), d'Arre (1744), de Lasalle (1745), pour le dixième. A partir de 1757, les requêtes en décharge du premier vingtième, du vingtième d'industrie, occupent toute l'attention du syndic diocésain, et une bonne partie des séances est consacrée à leur discussion (1). Par ailleurs, l'assemblée délibère sur le droit d'avance du premier terme de ces deux impôts, qu'elle doit toujours au receveur en exercice (2).

(1) Gard C 1829; C 1830; C 1832.

(2) En 1762, « bien que le diocèse n'ait jamais été dans l'usage de rien imposer pour l'avance du premier terme des avances ordinaires en faveur des receveurs et qu'on n'ait pas jugé à propos, à cause des conséquences d'imposer le droit d'avance en leur faveur des vingtièmes », l'assiette trouve juste de rembourser au receveur, le sieur Durand, ce qu'il a payé pour ce droit au trésorier de la Bourse, soit la somme de 247 l. 17 s. 3 d. Gard C 1833.

CHAPITRE VI

RÉPARTITION - RECOUVREMENT - PERCEPTION

Le collecteur
Le receveur
Les trésoriers

Lorsque le total des impositions, destinées aux finances royales, a été fixé par les Etats, il importe immédiatement d'en diviser le montant entre les assiettes et les 3 sénéchaussées de la province. Cette répartition est faite suivant un tarif provincial, datant « des anciennes réparations de feux », tarif resté immuable depuis 1550, malgré les évaluations et indications fournies par les nouveaux cadastres et qui, pour cette raison même, n'est pas sans être exempt d'une certaine inégalité (1).

Le contingent diocésain — nous l'avons déjà vu précédemment — est communiqué à l'assiette sous la forme de sept « départements », compris dans les commissions du commissaire principal, autorisées et signées par les commissaires du roi aux Etats et s'échelonnant de la manière suivante (2) :

(1) Les 11 diocèses de la généralité de Toulouse contribuent pour 2/5 et les 12 diocèses de la généralité de Montpellier pour 3/5.

	1695			1788		
	livres	sols	deniers	livres	sols	deniers
<i>Grande commission</i>	10,904 l.	18 s.	7 d.	13,162 l.	12 s.	8 d.
<i>Taillon</i>	4,225 l.	13 s.	10 d.	4,225 l.	14 s.	2 d.
<i>Don gratuit</i>	69,208 l.	4 s.	9 d.	69,724 l.	4 s.	9 d.

1° *Grande Commission* (Taille, aide, octroi, crue et préciput de l'équivalent) ;

2° *Taillon* ;

3° *Gratifications ordinaires et extraordinaires* (Don gratuit, frais des Etats, dettes et affaires du pays, intérêts des dettes vérifiées, épices de la Chambre des Comptes, etc...) ;

4° *Etapés* ;

5° *Frais d'assiette* ;

6° *Garnisons* ;

7° *Mortes payes*.

Faits en 3 originaux et portés sur le Bureau de l'assiette pour être vérifiés et présentés à la signature de l'évêque et des commissaires ordinaires, les départements comprennent à la fois des impositions royales, provinciales et diocésaines. Dès lors, la sous-répartition du contingent assigné au diocèse s'effectue tout naturellement : à sa « cottité », fixée par les Etats, l'assiette ajoute les dépenses diocésaines et l'ensemble est distribué entre les communautés, suivant un nouveau tarif constant mais moins rigoureux que celui de la province. Ce « tarif général du présage » (1) dressé en 1695 par Jean Cabanne, notaire, après arpentement et estimation de la valeur des fonds, suivant leur qualité, situation et culture, permet ainsi de régler, avec le plus de précision possible, la part qui incombe à chaque paroisse. Malgré quelques petites réformes — cadastres remaniés — et les réclamations inces-

<i>Dettes et affaires du pays.</i>	138.080 l.	5 s.	2 d.		153.543 l.	2 s.	10 d.
<i>Gratifications et debets...</i>	6.985 l.	1 s.			2.279 l.	9 s.	6 d.
<i>Etapés</i>	25.301 l.	15 s.	1 d.		1.602 l.	6 s.	2 d.
<i>Garnisons</i>	4.947 l.	12 s.	4 d.		4.947 l.	9 s.	
<i>Mortes payes</i>	700 l.	1 s.	4 d.		700 l.	1 s.	8 d.

(1) Voir annexes. « Tableau général du présage et allivrement des villes et lieux du diocèse d'Alais, démembre de celui de Nîmes, fait et dressé par Jean Cabanne, notaire royal d'Alais, pour sur ledit tarif être procédé à l'avenir à toutes les impositions ordinaires et extraordinaires du diocèse d'Alais. ». Gard C 1848.

santes des consulats qui se prétendent écrasés, le registre des allivrements ou « recherche diocésaine » (1) ne subira aucune transformation jusqu'en 1789.

La livre livrante reste donc fixée à 3.673 l. pour le diocèse d'Alais. « *C'est le pied de proportion sur lequel l'allivrement des communautés a été réglé, suivant les différents degrés auxquelles on les a mises autrefois, par la connaissance qu'on a eu de leur étendue, de la qualité, de la quantité de leurs terres, revenus et facultés, en sorte qu'il a été réglé quelle portion chacun desdites communautés doit payer de cette livre livrante, comme aussi d'un sou d'un denier et aussi jusqu'à un huitième de denier d'allivrement* » (2).

L'allivrement du diocèse va donc de :

1 livre	3.673 l.
à 40 livres	146.920 l.
1 sol	183 l. 6 d.
à 19 sols	3.489 l. 14 s.
1 denier	15 l. 3 s.
à 11 deniers.	168 l. 3 s.
etc., etc.	

Supposons maintenant que les impositions réglées par l'assiette montent à 232.085 l. 3 s. et qu'il faille les répartir. Il faut donc calculer combien il y a, dans cette somme, de livres, sols et deniers d'allivrement. En consultant le tarif, il se trouve que la somme qui en approche le plus parmi les livres livrantes est celle de 40, qui valent

(1) On appelle recherche diocésaine, « la procédure faite par un officier de la Cour des Aydes avec des experts arpenteurs pour estimer les fonds des communautés par la visite générale du diocèse. On obtient ainsi l'allivrement de toutes les communautés et on distribue, ensuite, le contingent fixé par cet allivrement, à l'intérieur même des communautés, d'après les indications de leur compoix qui ne diffèrent guère de la recherche que par l'étendue ». T. PUNTOUS, *op. cit.*, page 244.

(2) T. PUNTOUS, *op. cit.*, page 245.

146.920 l. Cette somme, distraite des 232.085 l. à imposer, il reste: 85.165 l. En continuant de cette façon, il résulte que pour répartir le total ci-dessus il faut:

40 livres livrantes qui valent	146.920 l.
23 livres livrantes	84.476 l.
3 sols d'allivrement	549 l. 18 s.
9 deniers d'allivrement	136 l. 7 s.
1/4 denier	3 l. 8 s.
	232.085 l. 3 s.

Pour savoir la quotité d'une communauté, il convient de prendre et d'additionner toutes les sommes qu'elle doit payer des livres, sols et deniers marqués ci-dessus. Tel est le mécanisme de la répartition.

Les mandes envoyées aux consulats sont, au préalable, signées par le commissaire principal et par les autres membres du Bureau qui ajoutent à la liste des sommes à imposer les instructions financières émanant du syndic général ou même des considérations locales. Chaque « rôle » indique la quotité demandée à la paroisse et divisée en autant d'articles qu'il y a de départements particuliers; mais cette dernière doit ajouter, par la suite, ses charges locales: dépenses municipales, intérêts ou capitaux de dettes vérifiées, frais d'écoles, de chemins, etc (1). Immédiatement après la réception de la mande, le conseil général est réuni en assemblée par le soin des consuls et nomme les « cottizateurs » — au nombre de quatre — pour vérifier les cabeaux et meubles énoncés sur les compoix cabalistes et procéder à la répartition entre habi-

(1) Toutes ces sommes étaient énoncées dans un préambule en tête du rôle et tous les ans, pendant la tenue des Etats, ces préambules étaient vérifiés dans une commission où entraient les commissaires du roi et ceux des Etats; elle examinait si rien n'avait été imposé sans permission et ordonnait la restitution sous forme de moins-imposé pour l'année suivante, des sommes qui pouvaient avoir été imposées en trop.

tants. Cette dernière opération se fait uniquement en se basant sur les cadastres foncier et mobilier de la communauté. Le rôle de chacune des 94 communautés du diocèse se compose donc de trois parties :

- 1° Quotité de l'imposition provinciale;
- 2° Quotité de l'imposition diocésaine;
- 3° Imposition communale.

Ce total est réparti dans un seul et même rôle entre les contribuables.

I. — LE COLLECTEUR

La levée de l'impôt est publiée en principe pour le premier dimanche de mars (1) et la collecte des tailles adjugée moyennant caution à celui qui se présente pour cette charge devant les consuls, assistés de leur conseil de notables propriétaires. Le collecteur n'est pas un fonctionnaire public, mais un commis, délégué de gré ou de force, par le « corps politique » de chaque communauté et responsable du recouvrement intégral. Malgré leurs taxations de 14 d. pour livre (2), les collecteurs volontaires sont rares, étant données l'incertitude des adjudications et les difficultés qu'ils éprouvent à faire rentrer l'impôt. Quant aux collecteurs forcés, que la plupart des paroisses sont obligées de nommer, ils n'ont bien souvent aucune fortune et leur insolvabilité est presque toujours suppléée par les biens de ceux qui les ont appelés.

Le rôle du collecteur se borne uniquement à la levée des impôts. Le recouvrement terminé, il garde ou remet au receveur municipal la quotité d'imposition communale, transmet le taillon au receveur du taillon et le reste au

(1) Gard C 1814.

(2) Gard C 1820.

receveur diocésain (1). Ce dernier doit faire, à son tour, trois parts de sa recette : l'une représentant le budget du diocèse, la deuxième — aide, octroi et crues — destinée au receveur général, la troisième — mortes-payes, garnisons, etc... — réservée au Trésorier de la Bourse. Le collecteur doit payer au receveur diocésain les impositions aux dates convenues (1^{er} mai-1^{er} août), avec le droit de quittance d'1 sol pour livre pour frais de timbre : il ne peut être contraint que 15 jours après l'échéance du terme. Dans l'exercice de sa charge, il est tenu de se conformer aux instructions de l'assiette, d'observer les délais pour les demandes en décharges, d'envoyer à l'examen du syndic diocésain les états de recouvrement ainsi que les articles de la taille et de la capitation (2). Dans sa procédure contre les contribuables récalcitrants, le collecteur doit saisir les fruits et les meubles avant de pouvoir saisir les fonds. Il expédie contraintes et commandements, envoie, quand il le faut, des garnisons et dispose à cet effet des huissiers et sergents de taille du lieu.

II. — LE RECEVEUR

Fonctionnaire royal et diocésain (3), le receveur centralise les deniers provenant de la collecte. A Alais et à Nîmes, trois en titre d'office, exercent alternativement leurs fonc-

(1) Gard C 1815.

(2) Gard C 1817 ; C 1819 ; C 1824.

(3) Par l'édit de janvier 1572, le roi crée dans la province 22 receveurs particuliers « des tailles, aydes, crue, solde, taillon, emprunts et autres deniers extraordinaires casuels et ordinaires ». Ces receveurs royaux portent le nom de receveurs anciens. En 1573, création des receveurs « alternatifs » et en 1597, apparition enfin des receveurs « triennaux » qui partageront avec les anciens les fonctions et les droits attachés à leur titre.

L'édit de novembre 1609, établit par diocèse 3 offices de receveurs de deniers extraordinaires avec 1 sol pour livre de taxation. Les receveurs de tailles sont créés en 1677 et les commissaires à la levée des tailles, en 1703.

tions et réunissent en eux les charges autrefois distinctes de receveur de taille, receveur des deniers extraordinaires, capitation et vingtièmes et enfin contrôleur des tailles. Le receveur est obligé, à son entrée en charge, de fournir caution suffisante (1) et de présenter à l'assemblée les « provisions » de grand sceau qu'il a obtenues et l'arrêt d'enregistrement de ces lettres par la Cour des Comptes de Montpellier et le bureau des Finances de la généralité. Ces provisions sont insérées dans les registres du diocèse et dans les procès-verbaux de l'assiette. Enfin, entrant en fonction, il doit fournir la preuve qu'il a rendu le compte de son dernier exercice et qu'il a payé toutes les sommes assignées sur sa recette antérieure.

Vis-à-vis des collecteurs, le receveur a les droits de vérification les plus étendus. En effet, il examine les préambules des rôles de communautés qu'il reçoit en avril ou en juin, surveille les comptes des collecteurs et contrôle, sur leurs registres, les paiements faits, jour par jour par les contribuables. Au reste, pendant son exercice, le receveur est sous la sévère tutelle de l'assemblée ou de son bureau (2). Sa gestion doit être sans tâche. En bon comptable, il tient un livre et des registres journaliers, au nombre de trois, où il inscrit les sommes qu'il reçoit des collecteurs (3). Il est surtout payeur du diocèse et, en cette qualité, il doit remettre au greffier un état des paiements par lui faits. Enfin, sur ordre des commissaires ordinaires, il se libère vis-à-vis des créanciers du diocèse et des deux comptables supérieurs : le Trésorier de la Bourse et le Receveur général.

(1) Le cautionnement est fixé à 6.000 l. pour le diocèse d'Alais.

(2) Ses biens doivent être une garantie suffisante contre les irrégularités qu'il pourrait commettre.

(3) « Par délibération des Etats de 1720, le receveur est obligé de tenir des journaux de sa recette et d'y inscrire jour par jour, les paiements qui lui seront faits par les collecteurs et d'y marquer par énumération la nature des deniers et effets qu'il aura reçus et le nouveau syndic est chargé de veiller à l'exécution de ladite délibération. » Gard C 1821.

Il arrive presque toujours que le contribuable qui doit payer le 15 avril se trouve sans ressources et que le collecteur ne transmette le 1^{er} mai aucune somme au receveur (1). Celui-ci, en principe, pour éviter des contraintes et des frais inutiles, avancera de ses deniers propres ce qui est dû par les communautés. Cette avance du premier terme deviendra même une habitude, dans le diocèse d'Alais. Elle sera payée au comptable, en même temps que le deuxième terme, avec un droit variant de 2 à 2 1/2 %. Le receveur doit faire au collecteur le même droit d'avance pour les sommes qui lui ont été remises en temps utile et à son tour le collecteur fait bénéficier le contribuable qui a payé (2).

Pour le maniement de tous ces fonds, dont il est comptable, le receveur touche en outre d'importantes taxations : droits de quittance souvent modifiés (3), taxe de 6 deniers pour livre sur toutes les impositions ordinaires et extraordinaires du diocèse, sauf le taillon, droits pour avis, commandements, port des mandes et remises de préambules, 2 sols pour livre des deniers municipaux, etc... Bref, des profits considérables, auxquels viennent s'ajouter 500 l. « pour les frais du bureau de la recette qui est tenu dans la ville d'Alais » (4).

En sa double qualité d'agent du roi et de fonctionnaire du diocèse, le receveur subit à la fois le contrôle de l'assiette et celui des chambres financières. La Cour des Comptes de Montpellier et le Trésorier de France de la généralité exercent, en particulier, une étroite surveil-

(1) Gard C 1817.

(2) Délibération des Etats du 5 février 1725. Gard C 1822; C 1824 : « Les collecteurs seront tenus de tenir en compte aux cottizés, 2 pour 100 sur le premier terme des impositions qu'ils paieront avant le 15 mai et le receveur tiendra aussi compte aux collecteurs, 2 pour 100 de sommes qu'ils paieront avant le 1^{er} juin. »

Gard C 1824.

(3) Gard C 1813.

(4) Gard C 1813; arrêt de 1695.

lance sur son activité. Mais c'est surtout vis-à-vis de l'assemblée diocésaine que sa dépendance est encore la plus grande. Les députés et commissaires apostillent ses comptes, signent les récépissés et certificats de paiement, examinent les quittances de tous les deniers, vérifient les registres et les pièces de comptabilité. Enfin, un double original de toute cette comptabilité est transmis, avec les départements eux-mêmes, au syndic général.

III. — LE TRÉSORIER DE LA BOURSE

LES RECEVEURS GÉNÉRAUX

Dans la hiérarchie des comptables, nous trouvons au-dessus du receveur un fonctionnaire provincial, le Trésorier de la Bourse, nommé à vie par les Etats. Il reçoit toutes les impositions, arbitraires ou non : abonnements, revenus de l'équivalent, deniers du don gratuit, frais des Etats, gratifications, étapes, sommes destinées à l'acquittement des dettes. Il est responsable de l'entier recouvrement et il a droit à certaines taxations sur les paiements que lui font les receveurs du diocèse (1).

A côté de ce comptable provincial : deux receveurs généraux — l'un à Toulouse et l'autre à Montpellier — et un trésorier des mortes-payes. Les premiers encaissent la taille proprement dite, le taillon, et président le Bureau des finances de la généralité ; le second perçoit les deniers des mortes-payes.

(1) A la mort de Pennautier (1710), le syndic diocésain travaille à obtenir en faveur du diocèse, un jugement des commissaires liquidateurs pour la restitution de certaines sommes payées en trop. Gard C 1818.

CHAPITRE VII

LES FINANCES DIOCÉSAINES

Les fonds destinés à alimenter le budget diocésain proviennent de deux sources : 1° les impositions ; 2° les emprunts.

Dans la première catégorie, il faut ranger les sommes dont le roi permet la levée annuelle pour les dépenses ordinaires et extraordinaires du diocèse. Elles constituent ce qu'on appelle « les frais d'assiette ». L'arrêt du 25 janvier 1695 les a fixés, pour le diocèse d'Alais, à la somme de 3.022 l. 10 sols, « laquelle somme est imposée annuellement sur les contribuables aux tailles du diocèse, avec défense aux commissaires et députés de ladite assiette d'imposer au-delà desdites sommes sous les peines portées par les ordonnances ». Ainsi, sur ces fonds, les pouvoirs des représentants de l'assemblée sont extrêmement limités. Dès lors, l'assiette n'a qu'à voter tous les ans ses « frais », suivant le chiffre fixé et avec la destination que leur donne la volonté royale. Les dépenses sont toujours les mêmes : vacations et gages des fonctionnaires et députés de l'assemblée, voyages et honoraires des députés du diocèse aux Etats de la province, frais de bureau, d'impression, de timbre, dépenses en bougie et bois que com-

porte la tenue de la session, gages des valets et trompette de ville, aumônes diverses, etc... (1).

Mais vers le milieu du XVIII^e siècle, cette somme ne correspond plus aux conditions économiques nouvelles : certains articles, tels que le fonds du syndic, apparaissent notoirement insuffisants. Un mouvement se dessine aussitôt dans tous les diocèses pour obtenir une augmentation de ces taxes. Un nouveau règlement des dépenses ordinaires de l'assiette d'Alais est proposé par l'évêque et les commissaires ordinaires. Approuvé par les Etats de 1755 et autorisé par l'arrêt du Conseil du 15 décembre 1759, il entre en application à partir de 1760 (2). Par la suite, des changements et des augmentations partielles seront encore autorisées par des arrêts du conseil ou des ordonnances de l'intendant. A cette cadence, les dépenses propres de l'assemblée ne manqueront pas de grossir d'une façon démesurée et nous verrons peu à peu « les frais d'assiette » atteindre des sommes considérables, comme en 1784, où ils montent à 10.356 l. 5 sols.

A côté de ces dépenses stables et permanentes, on trouve une autre catégorie des sommes imposées annuellement : « des dépenses qui, pouvant cesser ou varier, subsistent cependant encore et sur le même pied auquel elles étaient fixées les années précédentes, ou enfin, des dépenses nouvelles par leur objet ou pour des objets de

(1) Ces 3.022 l. 10 sols se décomposent comme suit :

Au commissaire principal : 200 l. ; au juge-mage de la sénéchaussée de Nîmes : 92 l. 10 sols ; au juge ordinaire d'Alais : 25 l. ; au maire et consuls d'Alais : 60 l. ; au syndic diocésain : 80 l. ; aux 12 députés des villes et lieux du diocèse : 480 l. ; au greffier et à ses clercs : 200 l. ; aux valets de ville : 20 l. ; pour les frais de convocation de l'assiette (bois, chandelles et autres menues dépenses) : 40 l. ; aux religieux : 100 l. ; pour l'impression des mandes : 25 l. ; pour les frais de poursuites des procès et autres affaires pendant le courant de l'année : 1.200 l. ; au receveur des tailles pour les frais de son bureau : 500 l.

Les frais des 3 députés aux Etats, soit 1.368 l. « 456 l. chacun à raison de 76 jours par chacun d'eux employés auxdits Etats y compris 15 jours pour l'aller et le retour », sont ajoutés en 1706 aux dépenses ordinaires de l'assiette.

(2) Gard C 1831.

pareille nature » (1). Ainsi, les appointements des inspecteurs des chemins et du directeur des travaux publics du diocèse, les épices « de l'état au vrai de MM. les Trésoriers de France », les honoraires du commissaire auditeur des comptes des communautés, les frais du bureau du receveur des tailles en exercice, la subsistance de l'exécuteur de la Haute Justice, certains faits relatifs à la maréchassée et aux rétributions des comptables sont, par leur périodicité, susceptibles d'être classés à côté des impositions dont il a été parlé plus haut (2).

Quant à la partie des dépenses extraordinaires de l'assiette, elle est bien plus considérable. Elle englobe tout ce qui est relatif à l'administration locale : travaux publics, ponts et routes, assistance et instruction. Il y est pourvu par des emprunts consentis par l'assemblée provinciale, autorisés par les commissaires du roi aux Etats et par arrêt du Conseil. Les sommes nécessaires pour les intérêts, arrérages et amortissement ne peuvent être imposées ensuite annuellement qu'avec l'assentiment des mêmes autorités et après justification. Quoi qu'il en soit, les prêts dont bénéficie le diocèse sont innombrables et représentent, surtout vers la fin du Régime, de très fortes sommes. On s'adresse à toutes sortes de gens : riches marchands bourgeois habitant Alais en général, présidents ou conseillers au Parlement, communautés religieuses de Nîmes, d'Avignon, de Cavaillon, de Saint-Gilles (3).

Cependant, les emprunts indispensables au diocèse sont quelquefois rendus difficiles par le taux très bas auquel il est permis de les contracter et par la rareté de l'argent à certaines périodes. Du denier 20, généralement admis en

(1) P. V. d'assiette de 1784.

(2) Inspecteurs des chemins : 70 l.; épices des trésoriers de France : 72 l. 7 s. 11 d.; subsistance de l'exécuteur de la Haute Justice : 68 l. 18 s. 3 d.; commissaire auditeur des comptes : 400 l.

(3) Gard C 1815; C 1821; C 1823.

1695, on passe au denier 18 en 1715 (1). Quelques années plus tard, une véritable conversion s'opère pour réduire les anciens intérêts. En 1719, « à l'exemple de la province », les rentes des créanciers sont ramenées à 4 % et le syndic est autorisé à emprunter à ce taux pour rembourser ceux qui ne veulent pas se soumettre à une pareille opération (2). En 1720, enfin, les intérêts sont réduits à 3 %, sauf en ce qui concerne les créances des hôpitaux et des communautés religieuses (3). Cependant, à partir de 1766, la rareté des prêteurs force le diocèse à adopter le taux relativement élevé de 5 %, malgré un édit du Parlement de Toulouse (4). Rétabli en 1777, le denier 20 restera le taux ordinairement accepté jusqu'en 1789.

Tous ces emprunts pèsent lourdement sur le budget diocésain, les intérêts versés annuellement aux créanciers variant entre 13 et 14.000 l. Après 1714, les impositions devenant quelque peu modérées, « le syndic trouve à propos de faire fonds dans l'assiette de quelques sommes pour payer des capitaux dus » (5). Dès lors, chaque fois qu'elle le peut, l'assemblée impose pour rembourser ses « créanciers onéreux ». Les résultats de cette sage mesure ne tardent pas à se montrer : en 1721, les intérêts payés ne montent plus qu'à 7.793 l. (6). Nous sommes encore loin, il est vrai, du passif énorme qui ira augmentant sans cesse avec les grandes entreprises des dernières années de la monarchie. Si, pour les arrérages, il suffit de fournir à la province une justification annuelle de leur chiffre, pour le remboursement des emprunts un arrêt du Conseil, rendu sur requête des Etats, est encore nécessaire. En ce qui

(1) Gard C 1819.

(2) Gard C 1820.

(3) Les abbayes ne bénéficiant pas de cette exception; elles devaient se contenter du 3 pour 100. Gard C 1821.

(4) Gard C 1833; C 1834. Edit du 31 mars 1770.

(5) Gard C 1819

(6) Gard C 1821

concerne les capitaux, une vérification par l'assemblée provinciale et les commissaires royaux s'impose, après leur emploi par le diocèse, sinon leur montant ne peut être levé ni perçu par le receveur. En effet, toute dette diocésaine doit être vérifiée (1).

Après leur examen par l'assiette, tous les actes concernant l'emprunt — comptes, transactions, délibérations intervenues — sont transmis au syndic général avec l'emploi qui a été fait des deniers (2). Pour les ouvrages publics, les deux tiers des sommes empruntées sont vérifiées par l'apport de la délibération qui a fixé le bail d'entreprise, les devis, le cautionnement et la quittance de l'entrepreneur (3). Le restant sera vérifié de la même manière avec l'acte de réception du travail effectué. Les jugements de vérification, rendus tous les ans, sont envoyés au syndic diocésain par le syndic de la province. Dès leur réception, les consuls et les départiteurs reçoivent de l'assiette l'ordre d'imposer les sommes dues et de se conformer aux conditions de remboursement fixées par les jugements.

Ainsi donc, la tutelle des Etats d'exerce à tout moment non seulement sur les impositions diocésaines et leurs départements, mais encore, et d'une manière toute spéciale, sur les emprunts. La grande assemblée ne se borne d'ailleurs pas à faire observer les règlements sur les dettes, sur l'administration et la levée de certaines sommes. Son contrôle s'étend aussi sur la gestion communale, et il n'est pas rare de retrouver dans les procès-verbaux de l'assiette l'indication des dépenses annuclées ou rayées, pour avoir

(1) Règlements de 1754 et de 1770; Gard C 1829; C 1834.

(2) Gard C 1816; C 1822; C 1826.

(3) Gard C 1830.

été faites irrégulièrement par les consulats (1) et le rappel fréquent de la règle ancienne « que les capitaux empruntés ou vérifiés ne peuvent être employés » autrement que suivant les formes et le but déjà proposés.

(1) Gard C 1817; C 1828.

CHAPITRE VIII

LES TRAVAUX PUBLICS

Les chemins

« Le seul endroit de cette province où il manquait des chemins, note Basville, dans ses Mémoires, pour servir à l'histoire du Languedoc, écrits en 1693, était le païs des Sévennes et du Vivarais, pays autrefois impraticables et nourrissant des peuples portés à la révolte... » En fait, les Cévennes paraissent être restées dépourvues de voies de communication jusqu'à la fin du xvii^e siècle. Dans cette partie du territoire de la province, la politique royale et l'administration de l'intendance ne se préoccupèrent jamais très sérieusement, semble-t-il, des travaux de viabilité. Les seuls moyens de circulation entre paroisses ou communautés se réduisent, durant cette période, à quelques routes, formées de murs de soutènement en pierre sèche (1) et établies la plupart sur le penchant de montagnes raides et escarpées, ou à une multitude de « drayes », sentiers souvent tracés au hasard à travers les roches, offrant des pentes affreuses et que suivent les troupeaux aux périodes de transhumance (2).

(1) Gard C 1829.

(2) « C'est un usage observé dans les Cévennes depuis un temps immémorial, remarque le syndic en 1744 à propos d'une contestation entre les consuls de Mialet et quelques propriétaires, que les troupeaux qui vont à la montagne suivent les drayes. Lorsqu'ils s'en écartent on les force d'y rentrer et s'ils font du dommage on le leur fait payer. ». Gard C 1827.

La question des chemins se posa en 1688, lors de la construction des trois forts de Nîmes, d'Alais et de Saint-Hippolyte, établis comme bases d'opérations et lieux de refuge des troupes employées à la surveillance des nouveaux convertis : l'ensemble constituant un triangle irrégulier, dont l'angle nord, par Alais, pénétrait dans les Hautes-Cévennes et fermait les gorges étroites du Gardon. Car il ne suffisait pas d'établir des places d'armes à portée du massif montagneux que l'on considérait comme le plus redoutable foyer de résistance en Languedoc : il fallait aussi assurer des communications rapides et faciles avec tous les points importants du pays. C'est à quoi Basville s'employa très activement en faisant exécuter, sous la direction de l'abbé du Laurens (1) un réseau de chemins qui permettaient de faire passer les troupes et l'artillerie dans des régions jusqu'alors réputées inaccessibles. Vingt-deux chemins royaux furent donc ouverts à travers les Hautes et Basses-Cévennes : vaste travail exécuté avec les ressources de la province et sous la surveillance active de l'intendant (2). Le Trésor royal pourvut toutefois lui-même à l'établissement de cette œuvre essentiellement politique et stratégique. Ces chemins furent achevés en moins de dix ans : les communautés demandèrent et obtinrent de Basville la permission de s'y rattacher à leurs frais par des voies de communication qu'elles devaient entretenir (3).

Ainsi, dès sa création, le diocèse d'Alais se trouve en possession d'un admirable réseau routier, qui ne demande qu'à s'étendre. Faire les chemins et les ponts, les modi-

(1) A. D. de l'Hérault C 3321, 3324, 3366. Cet abbé avait déjà dirigé avec succès des chemins dans les Alpes. Il fut remplacé en 1700, à l'inspection des chemins du diocèse, par Daudé du Vigan.

(2) Dans son mémoire de 1698, Basville vante fort les chemins royaux « ...qui ont si bien réussi que toutes sortes de voitures vont maintenant très commodément dans tous les lieux... »

(3) A. D. de l'Hérault C 3366.

fier, les réparer : tout cela deviendra la grande préoccupation de l'assiette. Et tout d'abord, leur entretien. « C'est là une des charges naturelles et ordinaires du diocèse », affirme l'assemblée diocésaine, et Basville ne manque pas, à maintes reprises, de le lui rappeler. En 1702, l'intendant observe, dans une lettre au syndic Blanchier, « qu'il est absolument nécessaire pour le service du Roi et de la Religion que les chemins des Cévennes soient bien entretenus » (1). Aussitôt, le fonds d'entretien, fixé primitivement à 1.495 l., est porté à 2.200 l. Les commissaires ordinaires adjudgent les baux et ils les renouvellent de dix en dix ans, à partir soit du 1^{er} septembre, soit du 1^{er} janvier. En 1754, on en trouve dix-huit dont les prix reviennent à 3.660 l., chiffre qui ne sera jamais dépassé. Les devoirs du bailliste sont nombreux et variés : ponts ronds et ponts plats, piles, avant et arrière-becs, murs de culée, voûte, garde-fous, parapets, murs de soutènement avec leurs couverts et leur entablement, murs de tournants, des montées et des descentes, il doit tenir tout cela en état, et même, au besoin, faire les réparations nécessaires « si les dégradations n'excèdent pas une toise cube ». Sinon, il doit en donner avis, dans la huitaine au plus tard, à l'inspecteur des chemins ou au syndic. Enfin, parmi les multiples obligations, comme celle « d'engraver les ponts afin que les roues des charrettes ne puissent y causer aucun dommage », l'entrepreneur est tenu de faire, chaque année de son bail, 15 toises par lieue d'empierrement aux endroits qui lui sont marqués par l'assemblée (2).

De même qu'il entretient les 65 lieues de chemins royaux qui font son orgueil, le diocèse se charge de les réparer : lourde tâche, si l'on songe que dans ce pays « rempli de

(1) Gard C 1815.

(2) Gard C 1829.

torrents et hérissé de montagnes », les forces de la nature ne respectent jamais le travail patient et obstiné des hommes.

Au début du XVIII^e siècle, les chemins se trouvent dans une situation déplorable. Il faut malheureusement enregistrer, avec les dégâts des rivières — du Gardon en particulier — à divers chemins royaux, les ravages fréquents des camisards qui rompent les ponts (1) (route d'Alais à Mandajors, d'Anduze à Saint-Jean-du-Gard). Les plaintes sont si nombreuses, en 1708, que l'intendant ordonne au syndic d'entreprendre une visite générale avec les deux inspecteurs Daudé et Pascal. Il faut réparer les ponts d'Alais et d'Anduze, le chemin du Vigan à Serclières, et Basville autorise volontiers les emprunts (1712). Pourtant, les travaux ne vont pas vite, toujours pour les mêmes raisons : inertie des entrepreneurs, peur des « phanatiques ». Près d'Alais, le pont de Grabioux attend sept ans avant d'être entièrement reconstruit, les sergents exploitants n'osant sortir de la ville, « appréhendant d'être égorgés par les rebelles » (2) ; il en est de même pour le chemin d'Alais au Puy. Parfois, il faut poursuivre les baillistes négligents, mais comme on ne peut attendre la fin d'un procès interminable, le syndic est souvent chargé d'emprunter pour remettre en état « ces chemins si utiles au public », comme celui d'Alzon, qui a coûté 19.000 l. et qui, depuis plusieurs années, « est gasté par les éboulements et enfoncements causés par la rapidité des eaux » (3). Régulièrement, l'assiette reçoit des plaintes, mais elle ne se dérange que pour les travaux vraiment indispensables. Pourtant, il lui faut rompre avec cette politique trop parcimonieuse. Le fonds des réparations,

(1) Gard C 1817.

(2) Gard C 1816.

(3) Gard C 1816.

qui était de 3.000 l. au début (1), s'augmente de 5.000 l., puis de 7.000 l. (1730), pour atteindre même 14.000 l. en 1731 (2).

Le zèle de l'assiette devient si grand qu'on entreprend tous les travaux à la fois. A côté des adjudications d'entretien, qui restent les mêmes — 3.660 l. — il va falloir compter des sommes considérables, consacrées aux redressements et reconstructions. Avec les deniers provenant des emprunts et remboursés aux termes fixés par les commissaires ordinaires, employés par les inspecteurs des travaux et suivant leurs plans, des chemins sont construits ou refaits: voies royales de Tornac à Anduze (1711), d'Alais à Nîmes (1717), du Vigan en Rouergue (1731), de Valierangue à Aire-de-Caute (1731), du Vigan à Ganges, de Sumène à Saint-Hippolyte (1743). Tantôt l'on procède à la reconstruction des ponts emportés par les eaux: ceux de Salendres (1706), de Meyrueis (17908), de Valleraugue (1708), de Saint-André-de-Majencoules (1731); tantôt on les répare: pont de Sauve, dont il faut refaire deux arches, en attendant l'indemnité du roi ou de la province (1724), ceux d'Alais, d'Anduze, du Finiels (1728), de Miallet, de Saint-Martin-de-Corconac, du Coudoulous (route royale du Vigan en Rouergue), en 1745.

Dès 1730, cependant, ce mouvement de réfection et de réparations des chemins doit ralentir quelque peu. Sur la proposition du syndic, en effet, on « trouve à propos de suspendre les ouvrages pour ne pas charger tout à la fois le diocèse d'une somme exorbitante » (3), les adjudications des différents baux revenant alors à 48.255 l. et l'entretien à 3.340 l. Enfin, devant une situation financière particulièrement délicate, l'assiette prend la résolution

(1) Gard C 1814.

(2) Gard C 1823.

(3) Gard C 1822.

« de n'en faire qu'une partie chaque année, en commençant par les plus nécessaires, qui sont les grandes routes où les voitures passent, et cependant faire dans les autres les réparations absolument indispensables pour rendre les chemins passans ». Mais les grandes inondations ne rendent guère aisée la tâche de l'assemblée diocésaine. Chaque année, les pluies d'automne occasionnent aux ponts et chaussées des chemins des dégâts qu'il faut réparer. Celles de 1739 coupent les communications dans les Hautes-Cévennes, rendant impossible le transport des blés entre Valleraugue et Saint-André-de-Valborgne (1). Il faut emprunter 25.000 l. pour relever les ruines causées par l'inondation de 1741 (2). Les années 1743 et 1745 ne sont pas davantage favorables au diocèse: le syndic trouve à peine 5.000 l., et encore, « à la condition que les rentes et intérêts seraient exempts de la retenue du dixième » (3). Enfin, en 1753, malgré un fonds annuel de 12.000 l. pour les chemins royaux, le diocèse se voit encore contraint d'emprunter 15.000 l. pour les réparations. Jusqu'à la chute du régime, les procès-verbaux d'assiette ne sont remplis que du détail des nombreux ouvrages adjugés: construction des ponceaux, parapets, garde-fous, gondoles, ponts plats sur les différentes voies royales ou élargissement et rehaussement des chemins.

A côté de ces chemins royaux, dont nous venons de donner un petit aperçu, il faut compter, en 1754, dans le diocèse, 61 chemins de traverse — 123 lieux — dont les baux d'entretien se portent à 3.420 l. (4). Bien que l'entretien de ces chemins regarde les communautés seules, le diocèse a toujours respecté l'usage de les aider dans cette dépense,

(1) Gard C 1826.

(2) Gard C 1826.

(3) Gard C 1827.

(4) Gard C 1829.

« à cause de l'utilité générale qu'il en a retirée ». Bref, il paie chaque année 2.000 l. et le surplus retombe sur les paroisses. Au début, comme pour les chemins royaux, l'entretien est confié à un seul entrepreneur pour tous les chemins de traverse du diocèse. Ainsi, en 1715, il est passé pour quatre ans, à Etienne Louis, au prix de 1.950 l. Mais, en 1724, « devant la négligence des entrepreneurs qui ne se donnent aucun mouvement pour satisfaire à leurs obligations », l'assiette charge les communautés de l'entretien, chacune choisissant un bailliste du lieu ou des environs (1). « Elles seront apportées, ajoute l'assemblée, pour expliquer sa décision, de luy faire faire son devoir, lequel y satisfiera d'autant plus aisément qu'il ne sera chargé que d'une certaine espace de chemin, au lieu qu'un entrepreneur général, en quel endroit qu'il soit placé dans le diocèse, se trouve toujours bien éloigné de ce qui quelquefois presse le plus ».

L'adjudication des baux est faite « d'autorité de M. l'intendant » par son délégué, assisté du syndic. Mais le diocèse ne se borne pas à cela. Il aide encore les communautés lorsqu'elles font construire ou réparer les chemins et les ponts qui lui sont nécessaires. Au reste, s'il se prête avec une telle complaisance au soulagement des lieux et des paroisses, c'est bien toujours « librement et volontairement » (2). Ce que réclament surtout les consulats, ce sont les ponts, et il faut reconnaître qu'ils manquent dans le diocèse. Les officiers des troupes en quartier se plaignent souvent de cette carence, soutenant que « c'est contraire au service du Roy » (3). Pour certaines communautés, comme Le Vigan et Mandagoût, ils sont nécessaires pour établir les communications entre les hameaux, « ce

(1) Gard C 1822.

(2) Gard C 1829.

(3) Gard C 1823.

qui est très important pour l'administration des sacrements » (1); pour d'autres, c'est une question de sûreté pour les habitants. Tour à tour, Paussan — paroisse de Mialet, Saint-Julien-de-la-Nef, Peirolles (1700), Avèze (1714), Saint-Marcel-de-Fontfouillouse, Saint-André-de-Valborgne (1719), Saint-André-de-Majencoules (1721), Conqueirac (1739) sont pourvus d'ouvrages sur leurs rivières. A Aumessas, « où il s'y est noyé plusieurs personnes pour vouloir hazarder d'y passer » (2), à la Rouvière, Alzon, Mars, Arrigas, Molières, partout des travaux sont entrepris pour doter les communautés de ponts solidement construits.

Dans toutes les dépenses auxquelles il contribue — chemins royaux et de traverse, ponts, etc.. — le diocèse n'entre habituellement que pour un tiers: le reste est supporté d'une manière égale par les vigueries et les consulates (3). C'est une règle fixe et généralement observée. Cependant, des exceptions peuvent se présenter. En 1714, il faut à tout prix un pont à Madières, sur la Vis; mais la paroisse est pauvre et doit des restes considérables de capitation. Le diocèse accepte de payer la moitié des frais, à condition que celui de Lodève — la rivière se trouvant sur la limite des deux diocèses — en fasse autant (4). Il faut réparer et élargir, en 1723, le pont de Saint-Laurent-le-Minier: l'assiette y contribue pour

(1) Gard C 1824.

(2) Gard C 1823.

(3) Depuis l'ordonnance de Charles VIII du 8 mars 1483, l'entretien et les réparations des ponts et chemins sont à la charge des seigneurs propriétaires des droits de leude et de péages. En 1548, cependant, les Etats décident qu'à défaut de ces revenus « les chemins et ponts sont réparés par les lieux dans les consulates desquels ils sont situés, jusqu'à concurrence de la somme de 40 livres, par les grandes villes, jusqu'à 80 l., par les diocèses jusqu'à 400 et par les sénéchaussées jusqu'à 2.000 l. ». Les préciputs sont augmentés en 1599 mais la règle est encore en vigueur dans les sénéchaussées de Carcassonne et de Toulouse en 1685. Seule, la sénéchaussée de Nîmes ne fait pas corps à cet égard: routes et chemins y sont affaires purement diocésaines. Chaque diocèse, celui d'Alais notamment « paie en droit soy ».

(4) Gard C 1819.

1.000 l. et le diocèse de Montpellier pour la même somme (1). Si l'assemblée diocésaine accepte toujours facilement de participer aux dépenses, il lui arrive parfois de décider que tel ouvrage ne la regarde nullement. Tel est le cas pour le pont de Causse, « où passe tout le commerce de la plus grande partie des Cévennes et du Bas-Languedoc » et que les consuls d'Arre sont obligés de faire réédifier (2). L'assiette prétend s'en désintéresser, « car M. l'intendant, considérant la pauvreté des habitants, a déjà obligé le Vigan, Aulas, Bréau, Molières, Esparron, Bez, Aumessas, Vissec et Blandas de payer ».

Dans ces travaux, comme par ailleurs, le diocèse a souvent l'occasion d'entrer en contact avec les diocèses voisins. Très souvent, en effet, des ententes interviennent entre eux pour le prolongement des chemins ou les réparations des ouvrages qui servent de frontières. En 1715, les assiettes de Nîmes, Alais et Uzès, décident de refaire le chemin de Nîmes à Anduze; mais Nîmes doit payer presque tout le prix — 3.466 l. — « à cause de son grand allivrement ». En 1721, c'est au tour du syndic diocésain, Tuech, « d'avoir une conférence » avec son collègue d'Uzès, au sujet des réparations du chemin d'Alais à Uzès, qui est devenu impraticable durant l'hiver (3). Contacts quelquefois dépourvus de toute aménité et qui se terminent souvent par des procès. En 1730, l'assiette avait contribué à la construction d'un pont sur le Galeison, dans l'espérance qu'on ferait une route qui irait en Gévaudan, en passant par ce pont et les Gibouïnes. Toutes les communautés se trouvant sur la ligne réclamèrent ce chemin mais se heurtèrent « à l'opposition de certaines personnes du diocèse de Mende ». Le syndic fut obligé, en 1741, de

(1) Gard C 1821.

(2) Gard C 1818.

(3) Gard C 1821.

faire des poursuites contre plusieurs paroisses du diocèse voisin pour les obliger à prolonger cette route jusqu'au Pont-de-Montvert (1).

D'autre part, il faut pousser sans cesse les consuls à réparer leurs chemins de traverse. Sumène et Mandagout ayant fait preuve de négligence, en 1719, le syndic menace de faire commencer les travaux à leurs frais (2). L'année suivante, la situation restant inchangée, le diocèse est amené à faire rendre des ordonnances condamnant les communautés — Alais en particulier, pour le chemin du Pont de Grabieux — à faire des réparations aux chemins pour les rendre praticables. De même, on agit, en 1740, contre les villages de Lasalle et de Mialet, pour avoir omis de remettre en état leurs ponts endommagés par les inondations (3). Au surplus, des poursuites sont intentées contre les entrepreneurs négligents, et cela trop souvent au gré du syndic qui n'en peut mais. Ainsi, en 1724, à la suite de nombreuses plaintes, l'assiette presse le bailliste de faire les réparations nécessaires, mais, en présence de sa mauvaise volonté, elle est obligée de « mettre 4 à 500 ouvriers en différents endroits pour réparer les chemins ». Pour prévenir de tels abus, le receveur reçoit l'ordre de payer désormais les entrepreneurs au fur et à mesure qu'ils rapporteront un certificat « comme quoi les chemins sont en bon état », signé de l'inspecteur et des consuls du lieu (4).

Chargés de l'examen des travaux, les deux inspecteurs des chemins du diocèse sont désignés par l'intendant : l'un, aux appointements annuels de 700 l., s'occupe uni-

(1) Gard C 1826.

(2) Gard C 1820.

(3) Gard C 1826.

(4) Gard C 1822.

quement des chemins royaux (1); l'autre, attaché à la surveillance des chemins de traverse, touche 600 l. de gages en 1713, « à la condition qu'il ne prétendra pas à des journées supplémentaires ». Ils sont tenus de faire, chaque année — ordinairement au commencement d'octobre et à la fin février — deux visites générales et de consigner leurs observations dans des procès-verbaux dont deux originaux sont remis, l'un au greffe de l'intendance et l'autre au syndic du diocèse (2).

En 1725, une délibération des commissaires ordinaires juge qu'il est plus convenable de diviser l'inspection générale des chemins que d'avoir un inspecteur particulier pour chaque catégorie de routes. En conséquence, le diocèse est partagé « par une ligne qui commence au bout de la côte de Saint-Pierre, à l'extrémité du diocèse de Mende, et continue par Saint-Jean-du-Gard, Sainte-Croix-de-Caderles, Lasalle, Saint-Hippolyte et finit à Pompignan, à la jonction du diocèse de Montpellier, en suivant les chemins royaux et de traverse qui sont sur la droite de ladite ligne, tous lesdits chemins royaux et de traverse qui sont sur la droite de ladite ligne tirant vers la viguerie du Vigan, demeurant à l'inspection de M. Daudé, ceux qui sont sur la gauche tirant vers la viguerie d'Alais formant l'inspection de M. de Gibertain » (3). Ce sont les inspecteurs qui dressent les devis de toutes les réparations à faire (4). Ces devis sont ensuite remis aux commissaires ordinaires, afin que ceux-

(1) L'abbé du Laurens fut remplacé par Daudé, subdélégué de l'intendant, en 1700. Ce dernier transmit par la suite la charge à son fils avec la permission de l'assiette.

(2) Ils doivent aussi appliquer les règlements provinciaux sur la largeur des tournants, les pentes et le choix des matériaux.

(3) Gard C 1822.

(4) En 1733, l'évêque fait remarquer que l'assemblée ne voit presque jamais les devis des ouvrages auxquels elle a offert de contribuer. A l'avenir le diocèse ne participera aux dépenses « que préalablement on n'ait rapporté les devis des travaux au bureau de l'assiette ». Gard C 1824.

ci puissent les examiner et passer les baux en conséquence. On imagine donc aisément le profit que peuvent retirer quelques fonctionnaires dénués de tout scrupule, en exagérant l'importance des travaux. Pour la première fois, en 1759, une ordonnance de l'intendant, de Saint-Priest, remarque « l'inspection de feu Gibertain a été extrêmement négligée » (1). Bien plus: plusieurs entrepreneurs qui n'avaient point rempli leurs obligations ont pourtant obtenu des certificats de réception des ouvrages. Les requêtes et placets des nouveaux baillistes qui trouvent « les chemins du diocèse dans une situation déplorable », décident l'intendant à agir (2). Dans un rapport accablant pour ses prédécesseurs, J.-L. Pomier, le nouvel inspecteur, laisse entrevoir « qu'il s'était passé quelque chose de peu régulier qui ne devait point être rapporté aux entrepreneurs, mais bien aux précédents inspecteurs et même au syndic du diocèse » (3). Et, en effet, sa lettre à Saint-Priest, du 4 octobre 1759, révèle des détails particulièrement édifiants. Le mal, on s'en doute, venait de loin: inspecteurs et syndic étaient en réalité les véritables baillistes de l'entretien, sous des noms d'emprunt. Chacun son lot: telle était la règle. Celui de Cabannes comprenait les chemins de Nîmes, Anduze, Lézan, Durfort, Montpellier, du Peireyret, de la Gibouïne « toutes ces parties étant de grandes routes et adjudgées sous le nom de Castanier ». Plus modeste était celui de la Bruyère, avec les chemins d'Alais à Uzès, Camont, Saint-Martin, Saint-Auban et autres, adjudgés sous le nom de Largilliers. Enfin, M. de Gibertain avait aussi son lot (4). En résumé, une scandaleuse administration, qui grèvera lourdement le budget

(1) Hérault C 3357.

(2) Hérault C 3359.

(3) Septembre 1759.

(4) Hérault C 3363.

diocésain, le rétablissement des chemins royaux revenant à 27.712 l. 15 s. 7 d. et celui des chemins de traverse à 1.590 l. (1).

Avec l'épiscopat de Beauteville (1755-1776), nous entrons dans une période favorable à l'entretien et au développement des voies de communication. Sous l'impulsion de ce sage administrateur, l'assiette recherche tous les moyens propres à « perfectionner les chemins » (2). Les routes royales, fréquentées par « les charrettes et autres voitures roulantes et dont la largeur n'est que de 15 pieds, sont mises à 18 pieds de larges, sans les fossés et murs de soutènement ». Comme il n'est pas possible d'entreprendre une si grosse dépense d'un seul coup, on décide d'élargir, chaque année, 1.000 toises environ de chemins aux endroits marqués par les commissaires ordinaires (3). Les travaux portent principalement sur les route d'Alais au Capelier, d'Alais à Saint-Martin, à Saint-Ambroix, à Pont-Saint-Esprit, à Nîmes, à Montpellier; celles d'Anduze à Saint-Jean-du-Gard, à Lasalle, à Nîmes, au Vigan; de Saint-Hippolyte à Lasalle, à Nîmes, à Ganges. Les chemins de traverse, qui n'avaient que 9 pieds de large, sont mis à 12 pieds et de multiples ouvrages sont entrepris, tels que l'adoucissement et l'élargissement de certaines montées, la construction de nouveaux chemins (4). Enfin, on dresse un plan de toutes les routes de la circonscription,

(1) Gard C 1831.

(2) Gard C 1833.

(3) Gard C 1834.

(4) Le diocèse se conforme à l'article 10 du Règlement de la sénéchaussée de Toulouse et Carcassonne qui fixe la largeur des chemins de la façon suivante:

1° *Grands chemins servant à communiquer d'un diocèse à l'autre:*
Largeur: 4 toises outre les fossés (3 toises au moins).

2° *Chemins de traverse:*

a) *ceux où les voitures peuvent passer:* 3 toises (2 toises et demie au moins);

b) *ceux où passent seuls les mulets et autres bêtes de charges:* 2 toises (1 toise et demie au moins).

Gard C 1835.

« sur une échelle assez grande pour qu'on y puisse marquer les ponts, parapets et gondoles, y désigner les possessions de chaque particulier bordant les chemins ». A la mort du prélat, le diocèse peut légitimement se flatter de posséder un réseau de chemins « de toute beauté et assez bien entretenus quoy que les prix des entretiens soient très modiques » (1) : à la veille de la Révolution, ses routes sont les plus belles de la province (2).

La surveillance et la haute direction des travaux publics appartiennent à l'assiette qui délibère sur les réparations et constructions à faire. Les deux inspecteurs et le syndic sont chargés de vérifier les travaux demandés par les particuliers et les communautés, de dresser les devis, plans, cartes, profils, avant-toisés.

La juridiction, à raison des ouvrages entrepris, appartient à l'intendant; les procès élevés entre consuls ou syndic et entrepreneurs, à l'occasion des travaux, sont de son ressort: ni la Cour des Aides, le Parlement ou les Etats ne sont compétents.

Pour ce qui est des autres marchés ou contrats, la juridiction ordinaire seule en connaît. Pourtant, l'intendant n'est que juge de premier degré; ses décisions sont susceptibles d'appel au Conseil Royal des Finances. Quant aux devis, concernant la construction et l'entretien des ouvrages, ils doivent être communiqués obligatoirement à

(1) Gard C 1838.

(2) En 1754, le syndic général, M. de Montferrier se basant sur le principe que « dans un pays d'Etats tout doit être solidaire et toute dépense qui produit un bien général doit être supportée en commun » avait présenté le projet de classification suivant:

1° *Routes de poste*: provinciales;

2° *Routes de 2^e classe*: sénéchaussées en corps;

3° *Chemins de l'étape et de traverse*: diocèses;

4° *Chemins de 4^e classe*: communautés.

Gard C 1829.

Le diocèse d'Alais, et tous les autres diocèses de la sénéchaussée de Beaucaire et Nîmes otinrent, l'année suivante, d'être maintenus « dans l'usage où ils ont toujours été de faire construire et réparer chacun en droit soy leurs grands chemins autres que ceux de 1^{re} classe, c'est-à-dire tous les chemins de la 2^e et 3^e classe ». Gard C 1830.

l'intendant et aux Etats. L'assemblée provinciale consent l'emprunt nécessaire aux conditions ordinaires, mais la vérification de l'emploi de la somme ou d'une fraction même de la somme doit intervenir dans un délai maximum de deux ans (1). On procède alors à la réception de l'ouvrage et au paiement des sommes dues. Tous les travaux à effectuer sont donnés en adjudication, après « une surabondante proclamation à voix de trompette par toutes les places, coings et carrefours », et adjugés « au dernier moinsdisant » (2). De la somme convenue, on paie à l'entrepreneur, un tiers au début de l'ouvrage, un tiers au milieu et le reste à la réception. L'ouvrage diocésain, achevé, est reçu par les fonctionnaires de l'assiette : commissaires, inspecteurs, en présence du syndic (3).

On conçoit que de telles entreprises entraînent, forcément des empiétements sur la propriété privée et la violation de certains droits individuels. A cette époque, comme de nos jours, le respect de ces dispositions est poussé jusqu'à ses limites extrêmes : les propriétaires des fonds expropriés reçoivent toujours une indemnité pour compenser la dépossession dont ils ont été l'objet. Dans les comptes du syndic — [chapitre des indemnités à raison de fonds pris pour les chemins] — on relève des détails comme ceux-ci :

« Au sieur Jacques Gauthier aîné : 100 l. pour 4 mûriers coupés et un peu de terrain pris. — Au sieur Teissier, négociant à Anduze : 24 l. pour 5 toises carrées de terrain et 2 mûriers coupés ».

(1) Gard C 1834. Arrêt du 27 août 1766.

(2) Gard C 1815.

(3) En 1736, le syndic Cabannes « remarque que, ces ouvrages finis, la plupart des communautés les font recevoir comme elles jugent à propos sans en donner connaissance ny à l'assiette ny aux commissaires ordinaires, de sorte que personne au nom du diocèse ne peut tenir la main à ce que ces ouvrages soient bien et solidement faits ». Désormais, le syndic assistera en personne à la réception des ouvrages auquel le diocèse aura contribué. Gard C 1825.

En 1774, le sieur Favier, potier à Alais, reçoit le prix de sa maison qu'on doit démolir « pour augmenter d'une arche le Pont Vieux » (1). Et ces dépossessions sont fréquentes, si l'on considère que pour la seule année 1784, l'assiette doit imposer la somme de 14.800 L., sans compter les 15.675 L. d'indemnité qu'elle est obligée d'allouer aux propriétaires des fonds pris pour élargir le lit du Gardon au-dessus d'Alais. Quelquefois, des transactions interviennent entre le diocèse et les particuliers: plutôt que de consentir à se séparer d'un pré ou d'un verger, ces derniers préfèrent parfois une solution ruineuse. Sur le chemin de Saint-Hippolyte à Saint-Roman, Mme de Barjac offre d'entretenir à perpétuité un pont (2). Près de Valleraugue, le sieur Peyre, à qui l'on fait des dommages considérables dans sa terre, « en travaillant à surélever un chemin au-dessus des eaux », fait la même offre au diocèse (3). Mais de tels cas se présentent, à vrai dire, très rarement, et presque toujours l'assiette indemnise le propriétaire lésé.

En dehors des chemins — la grande affaire de l'assemblée diocésaine — il est encore d'autres ouvrages qui ont exigé la participation du diocèse.

II. — LE PALAIS ÉPISCOPAL

Lors de l'érection de l'évêché d'Alais, le syndic général — alors M. de Joubert — avait donné l'assurance à Mgr de Saulx que la construction des palais épiscopaux était à la charge des diocèses de la province et que les Etats ne refusaient jamais ces sortes d'impositions. Ce dernier s'était empressé de solliciter la construction d'un vaste

(1) Gard C 1836.

(2) Gard C 1814.

(3) Gard C 1827.

édifice, conçu dans des proportions gigantesques et en rapport avec la dignité du personnage qui devait l'occuper. Malgré la bonne volonté de l'assiette, on jugea que ses plans dépassaient la mesure et ils demeurèrent sans exécution. Il faut arriver à la séance du 3 mai 1724 pour voir le syndic attirer à nouveau l'attention de l'assemblée sur le projet d'édification, en rappelant que « les nécessités de la guerre, les frais considérables occasionnés soit par les missions, soit par les mesures de surveillance et de propagande, soit par les calamités publiques, sécheresse, grêle, épidémie » (1) n'ont pas permis d'attribuer une résidence convenable à l'évêque. Aussitôt l'assiette prend le bon parti de réduire notablement les projets grandioses anciennement dressés par les architectes, et, grâce à de nombreuses modifications, elle abaisse l'évaluation des devis à la somme de 80.000 l. Mais on avait mal calculé: le Palais épiscopal, terminé en 1730, revient à 118.918 l. 4 d. (2). L'ensemble des bâtiments se compose d'un corps de logis entre cour et jardin et d'un grand avant-corps sur la place avec porte cochère. Deux grands escaliers de pierre dure conduisent aux étages supérieurs. Parmi les dépendances de l'édifice on compte une écurie de 26 chevaux et une écurie pour mulet, accessoire indispensable dans une région montagneuse où une foule de transports se font ordinairement à l'aide de ces animaux.

III. — L'HÔTEL DE VILLE

Sous l'impulsion de Mgr d'Avejan, l'assiette, par une délibération du 10 avril 1741, décide la construction d'un Hôtel de ville (3). Elle confie le soin de dresser les plans

(1) Gard C 1822.

(2) Gard C 1823.

(3) Gard C 1826.

et devis au sieur Rollin père, qui vient de terminer le Palais épiscopal, et qui reçoit pour son travail 250 l. d'honoraires, payées par moitié par la ville et le diocèse. Mais il est convenu que, moyennant cette somme, « il serait tenu de planter lui-même le bâtiment et de vérifier de temps en temps si on ne s'écarte pas de son plan ». Les ouvrages sont adjugés à Rollin fils, qui se charge de l'exécution des plans pour la somme de 30.000 l. Malheureusement, les travaux sont interrompus par l'inondation de 1741 et on doit ajourner la construction de l'édifice « à cause, dit une délibération de l'assiette du 13 juillet 1742, des grandes dépenses où la communauté se trouva exposée pour réparer les dommages causés aux ponts, murailles et maisons et pour prévenir pareil accident à l'avenir » (1). Le projet ne peut être repris qu'en 1749, au mois d'avril, sous l'épiscopat de Montelus. Le 6 janvier 1750, les ouvrages sont mis de nouveau en adjudication (2) et c'est au profit du sieur Saussine, entrepreneur, qu'elle est tranchée, au prix de 21.200 l. L'édifice, dès lors, s'élève assez rapidement, puisque, d'après la date inscrite au-dessus du fronton, il est terminé en 1752.

Mais les travaux intérieurs se prolongent jusqu'au milieu de l'année 1755. C'est, en effet, le 12 juillet de cette année qu'on entreprend la réception de l'entreprise par deux experts nommés, l'un par la ville et l'autre — le sieur Ribot — par les commissaires ordinaires du diocèse. L'assiette avait contribué à la dépense pour une somme de 8.100 l., conformément aux accords faits avec la communauté d'Alais (3).

(1) Gard C 1826.

(2) Gard C 1830.

(3) Gard C 1829.

IV. — ALIGNEMENT DU GARDON

C'est à l'occasion de l'inondation du 15 septembre 1741 qu'on commença vraiment à se préoccuper des mesures propres à garantir la ville ou à rendre les crues de la rivière moins désastreuses. Le diocèse s'émut des conséquences de cette terrible catastrophe et reconnut la nécessité de redresser et d'élargir le lit du Gardon, tant en aval qu'en amont du pont (1). A cet effet, Henri Pitot, membre de l'Académie Royale des Sciences, inspecteur général du canal de jonctions des Deux-Mers, directeur des travaux publics de la province, se rendit à Alais, par ordre de l'intendant de Bernage, pour apprécier l'étendue du désastre et en reconnaître les causes. Enfin, par une délibération des Etats, du 19 janvier 1742, il fut chargé de dresser le projet d'alignement du Gardon. Ce travail, en date du 30 juillet de la même année, fut approuvé par la province, l'assiette et le conseil de ville. Rendu exécutoire, par un arrêt du conseil, du 2- janvier 1743, il propose notamment de :

« 1° Fermer entièrement l'entrée aux grandes eaux dans la ville, du côté d'en haut et au-dessus des ponts ;

» 2° Faciliter leur sortie et échappée, du côté d'en bas ou des portes anciennes et nouvelles de Saint-Gilles et de la nouvelle enceinte ;

» 3° Réunir tous les égouts en un seul canal et aqueduc et conduire ce canal et aqueduc jusqu'au dessous du Pont vieux et de la nouvelle enceinte ;

» 4° Redresser le lit de la rivière, afin d'augmenter sa pente et qu'elle puisse, par sa rapidité, emporter les

(1) Gard C 1826.

graviers et déterminer les limites invariables des bords de ladite rivière » (1).

Dès lors, ce règlement prescrit la construction d'un double quai au-dessous du Pont vieux et fixe la largeur du lit à 50 toises « outre 10 toises qui doivent rester franc-bords à l'usage et pour la conservation du domaine des particuliers » (2). L'alignement de la rive gauche est fait et les boulevards construits. Pour former ce lit — qui est celui qui existe actuellement — il faut acquérir d'un grand nombre de propriétaires — jusqu'à concurrence de 7.645 l. — des terrains situés sur l'un et sur l'autre bord. Mais le plan d'alignement de Pitot, en ce qui concerne le lit du Gardon en dessus du Pont du Marché, ne sera exécuté qu'en 1767. Par un procès-verbal du 26 août 1767, en exécution d'un arrêt du Conseil d'Etat du 10 mars de cette année, le diocèse vide les difficultés qui s'étaient élevées entre la ville et les riverains et il fixe définitivement l'alignement de la rivière entre Tamaris et Alais, d'après les bases principales et suivant la largeur commune déterminées par le célèbre ingénieur hydraulicien (3).

(1) Gard C 1827.

(2) Hérault C 4120. « Arrêt du Conseil du 21 janvier 1743 pour l'alignement et élargissement de la rivière du Gardon au-dessus et au-dessous de la ville d'Alais ».

(3) Gard C 1834.

CHAPITRE IX

LES ŒUVRES D'ASSISTANCE, DE BIENFAISANCE ET D'INSTRUCTION

Chaque année, le diocèse impose et comprend dans ses frais d'assiette certaines sommes destinées, soit aux aumônes, soit au paiement des pensions de diverses communautés religieuses. A côté des 100 l. allouées « aux religieux du diocèse, pour aumône, suivant la distribution qui en sera faite par Mgr l'évêque »; l'assiette doit encore, aux termes de l'arrêt du 25 janvier 1695, payer deux pensions de 212 l. 5 s. 1 d. chacune. En sont bénéficiaires : les Révérends Pères Jésuites du Collège Royal de Nîmes, « sauf à être fait droit audit diocèse d'Alais en cas qu'il fut établi un collège dans le diocèse » et les religieuses Ursulines du Premier Couvent de Nîmes, « durant la vie seulement des deux religieuses qui ont donné lieu à l'établissement de cette pension ».

C'est seulement dans sa séance du 4 avril 1737 que l'assemblée, après avoir reçu l'assentiment des commissaires du roi, se décide à régler cette question (1). Le diocèse se décharge de la pension des Jésuites qui n'a plus d'objet, un collège ayant été établi deux ans auparavant, sur l'initiative de Mgr d'Avéjan. D'autre part, comme les

(1) Gard C 1825.

deux religieuses de Nîmes sont mortes depuis longtemps, on fait bénéficier des 212 l. le couvent du Verbe Incarné d'Anduze et celui de Sainte-Ursule, d'Alais, où sont élevées les demoiselles de la noblesse et de la bonne bourgeoisie.

Mais l'assiette ne se borne pas à quelques libéralités utiles : elle soulage, quand elle le peut, les innombrables misères qui l'entourent. Durant le terrible hiver de 1708, elle se charge de la subsistance des pauvres, en distribuant vivres, vêtements, blé et en faisant allumer à ses frais de grands feux sur les places publiques. Lorsque la peste frappe Alais, en 1721, c'est sur les conseils de Mgr d'Avéjan et de l'assiette que les secours s'organisent. Par une sage administration et une distribution des mieux étendues, le diocèse pare à tous les besoins. Après huit mois d'angoisse, la ville est enfin délivrée du fléau. Mais que d'infortunes à secourir ! Sur les 40.000 l. destinées par les Etats, « aux lieux infectés par la contagion », 8.000 l. sont remises par le sieur Hostalier, receveur, à la caisse du Bureau de Santé d'Alais, « pour subvenir à l'extrême besoin de la ville ». Le reste est distribué aux communautés les plus éprouvées : Saint-Paul-la-Coste, Bagards, Saint-Jean-du-Pin, Anduze (1).

« La ville d'Alais, par sa situation topographique, lit-on dans une délibération, est plus exposée qu'aucune autre à une multitude de mendiants étrangers qui y descendent des montagnes ». En fait, l'assiette doit entreprendre une véritable lutte contre les miséreux qui pullulent dans le diocèse : mendiants, vagabonds vomis par les paroisses, réduits à courir les campagnes et qui viennent en foule à Alais pour se faire hospitaliser. Dans ce but, et grâce à

(1) Gard C. 1821.

Mgr de Saulx (1), un hôpital général est établi au chef-lieu de la circonscription en 1699, « le plus sûr moyen pour retirer les pauvres du libertinage et de la fainéantise étant de les enfermer, tant sains que malades, valides et invalides, et de les occuper à des ouvrages de manufactures et autres travaux » (2). Enfin, on permet aux administrateurs d'avoir des archers « pour prendre les mendiants et vagabonds et les conduire à l'hôpital, et mener les pauvres passants hors de la ville ». Ainsi organisé, l'hôpital d'Alais tient à la fois du dépôt de mendicité (3) et de l'hospice; mais, si l'on y hospitalise les malades — une quarantaine —, les militaires (4) et les mendiants dignes de pitié, on y recueille aussi « les orphelins et autres pauvres enfants, pour y être élevés et instruits à la religion ». En tout, 120 pensionnaires environ, sous l'épiscopat de Beautéville. Son bureau d'administration se réunit chaque semaine, sous la présidence de l'évêque, et groupe vingt-quatre membres, parmi lesquels: trois prêtres désignés par le prélat, grands vicaires ou chanoînes, le gouverneur de la ville, le maire et les quatre consuls, le juge et le procureur du comte d'Alais. Le diocèse accorde bien des subventions pour les pauvres de sa circonscription qui y sont reçus, mais elles sont minimes.

En 1729, « la cherté du bled a si fort augmenté le nombre des pauvres » que les dons et revenus extraordinaires (5) ne peuvent compenser cet accroissement de char-

(1) Cet évêque fut le premier à établir au chef-lieu du diocèse un Bureau général de charité avec lequel devaient correspondre les administrateurs des bureaux de toutes les paroisses.

(2) Lettres patentes de mai 1699.

(3) Pour la nourriture des pauvres on avait annexé et incorporé à l'hôpital général l'Hôtel-Dieu établi dans la ville d'Alais.

(4) Le roi paie pour eux: 8 sols par homme et par jour et 12 sols à partir de 1767.

(5) Gard C 1816. Il était prélevé au profit de l'hôpital un double denier — le sixième d'un sol — sur chaque livre de viande qui se vendait à la boucherie municipale ou chez les débitants. Cette taxe fut approuvée par le roi le 9 juin 1699.

ges, doublé de la hausse du prix des denrées. L'hôpital est obligé de « lever des capitaux » pour subvenir à ses besoins. Le diocèse, pressenti, se décide à une aumône de 500 l. (1), et, en 1731, il vote 200 l. de gratifications par an au sieur Deleuze, chirurgien de l'hôpital, « moyennant laquelle somme il se chargera de servir les pauvres du diocèse sans aucune rétribution ».

Mais l'assiette diocésaine a encore sa part dans d'autres œuvres, également dignes d'intérêt, telles que l'assistance des femmes en couches, la protection des enfants abandonnés et des filles publiques. Sous Mgr de Saulx, une maison de la Providence ou du Bon Pasteur, existe déjà, mais le manque de ressources a vite fait de la faire disparaître. En 1727, « considérant que la plus grande partie des diocèses de la province ont fourny des secours considérables pour l'établissement des maisons de refuge pour enfermer les filles de mauvaise vie » (2), et à la suite des demandes de plusieurs communautés, l'Assemblée, dans sa séance du 23 avril, décide d'y contribuer annuellement pour 1.000 l. Les lettres patentes pour cette maison de refuge, qui porte le nom de Saint-Charles, indiquent, à la date du 22 mars 1729, que l'établissement a été fondé à la demande de Mgr d'Avéjan, « pour y recevoir les filles de mauvaise vie qui sont dans le libertinage, corrompent la jeunesse et sont cause d'une infinité de crimes qui se commettent tous les jours au scandale de la Religion » (3). Confiée à des religieuses venues de Nancy, cette institution de bienfaisance reçoit, avec les filles publiques, les orphelins et les misérables, pourvu qu'ils appartiennent à la ville ou au diocèse; les aumônes de quelques personnes

(1) Gard C 1823.

(2) Gard C 1822

(3) Gard C 1823

charitables et le produit du travail des recluses sont, avec la subvention de l'assiette, ses seules ressources (1).

A la fin du XVIII^e siècle surviendra une réforme dont la réalisation sera tout à l'honneur de l'assemblée diocésaine. Le 7 janvier 1782, les Etats invitent les diocèses à rechercher les mesures propres à l'instruction des sages-femmes. Déjà, l'administration locale avait été une des premières à reconnaître combien il était important d'arrêter le cours des ravages ou plutôt des assassinats que commettaient dans les campagnes « les matrones dont l'inexpérience et la ténacité ajoutent aux douleurs de la nature ». Bientôt, à Castres (1781) et à Toulouse (1783), des cours gratuits sont organisés par l'évêque et inaugurés par des chirurgiens habiles. La mesure tend à se généraliser : sous l'influence de leurs prélats, les diocèses d'Alais, de Nîmes et d'Uzès sont d'avis d'établir un cours d'accouchement pour l'instruction des sages-femmes. Dans sa session de 1785, l'assiette approuve le projet et s'empresse de voter aussitôt un tiers des fonds « pour les honoraires des professeurs, les prix à distribuer et les phantômes ou marottes à acquérir ».

A côté d'un ensemble d'institutions qui a soulagé dans une large mesure les détresses humaines et contribué à une amélioration bienfaisante de l'hygiène publique, il y a aussi lieu de noter de la part de l'assiette un certain effort pour organiser l'enseignement et pour élever le niveau intellectuel du peuple. Nous ne parlerons pas des petites écoles primaires, innombrables, dans le diocèse, comme le prouvent les visites pastorales (2). Elles sont, pour la plu-

(1) Le couvent Saint-Charles était situé à l'extrémité orientale de la place actuelle du marché. Les religieuses qui l'habitaient appartenaient à l'ordre de N. D. du Refuge fondé à Nancy, l'an 1624 par la vénérable Mère Marie-Elisabeth de la Croix de Jésus.

(2) François de Saulx, avec le concours du bienheureux abbé de la Salle, fut le véritable fondateur de l'instruction primaire dans le diocèse.

part, purement ecclésiastiques et tenues par des prêtres »(1); dans certaines paroisses, cependant, elles relèvent uniquement du consulat qui nomme et paie le régent. L'assemblée s'en occupe fort peu, si ce n'est pour les gratifier, de temps à autre, de quelques petits dons utiles. Ce qui semble l'intéresser davantage, c'est l'enseignement secondaire, tel qu'on le trouve alors à Nîmes et à Montpellier, où l'instruction classique est dirigée par des maîtres réputés. L'honneur de cette organisation revient pourtant à Mgr d'Avéjan. En novembre 1734, l'auguste prélat ouvre un collège pour y élever gratuitement, depuis l'âge de huit ans jusqu'à la fin de leurs études, 25 enfants des meilleures familles du diocèse. Il se charge, en outre, de l'entretien et de la nourriture à perpétuité des élèves, de leurs maîtres et de leurs domestiques. En revanche, l'assiette, « pour parvenir à l'entier rétablissement de la religion catholique dans le diocèse et pour former les enfants dans la piété chrétienne », décide unanimement d'imposer, chaque année, 1.200 l. pour payer les gages des six régents venus de Paris et « choisis pour les mœurs, la doctrine et les talents particuliers ». Sous l'impulsion de ses supérieurs et de quelques professeurs émérites, ce collège « distingué, dès son établissement, par le goût des bonnes études ainsi que par l'ordre et par la régularité qui y ont toujours régné », ne cessa pas de prospérer (2).

La renommée de cette institution, le ciel pur d'Alais, son air salubre et la proximité de ce Gardon, chanté par Florian, où peuvent être acquis, à si peu de frais, les

(1) C'est que l'Eglise seule est en état d'assurer ce service si important de sorte qu'elle en a longtemps gardé et réclaté le monopole. On est ainsi arrivé à reconnaître à l'évêque le droit de nommer les instituteurs primaires, dans les paroisses de sa temporalité, d'inspecter les écoles et d'y établir des règlements.

(2) Progression du nombre des élèves du collège sous l'épiscopat de Bauteville;

1756: 41; — 1768: 48; — 1770: 50; — 1774: 68.

principes de la natation, décident Louis XVI à créer, en 1786, une école de marine au chef-lieu du diocèse. Destinée aux jeunes élèves nés dans les provinces d'au-delà de la Loire, cette école comprend, par suite d'un traité intervenu entre le ministre de la Marine (1) et l'évêque d'Alais, 50 bourses d'internat, dont 40 accordées par le roi à l'élite de la noblesse française.

Dans ce chapitre des œuvres d'assistance, de bienfaisance et d'instruction, nous ne nous sommes guère attardés à un long développement. Sans doute une amélioration très profonde s'est produite au cours du XVIII^e siècle. Pourtant, si le peuple a bénéficié d'un mouvement très net d'ascension et de progrès intellectuel et social, il le doit moins, il faut en convenir — à l'assiette qui a voté subventions et pensions, qu'à l'évêque lui-même, chef spirituel du diocèse. Et c'est — on ne saurait trop le répéter — à l'église, consciente de sa mission supérieure, c'est à des grands prélats, comme de Saulx, d'Avéjan, de Beauteville, qu'on doit l'initiative et le développement de toutes ces grandes institutions charitables — asiles, services de maternité, d'enfants trouvés, d'orphelins, monts de piété, etc... — où le pauvre est nourri et la misère soulagée.

(1) Charles-Eugène-Gabriel de La Croix, marquis de Castries et comte d'Alais.



CHAPITRE X

AGRICULTURE - COMMERCE - INDUSTRIE

Nous n'avons pas l'intention de traiter ici de l'histoire de l'agriculture, du commerce et des industries particulières au diocèse d'Alais. Une telle étude dépasserait singulièrement les bornes de notre sujet en même temps que les limites de notre compétence. Il s'agit, pour nous, toutefois, de discerner, à la seule lumière des procès-verbaux de l'assiette, les rapports des diverses branches de l'activité du diocèse avec son système administratif.

Le sol des Cévennes est, de réputation, « pauvre et d'ailleurs très infertile ». Dans ces hautes terres, froides et stériles, constamment ravagées par « la grêle et autres intempéries de l'air », la culture ne rapporte presque jamais le blé nécessaire à la subsistance du paysan et de sa famille : d'où cette nécessité quasi-permanente de compter sur ses voisins plus privilégiés de la plaine. Depuis la paix de Ryswick (1697), le prix du blé a beaucoup diminué en Languedoc et, durant quelques années (1702-1708), le diocèse a pu bénéficier largement de l'abondance des récoltes. Mais l'hiver de 1708 est terrible : la grêle, les inondations et la gelée causent « une grande mortalité des bestiaux, des oliviers et surtout du bled » dans toute la province. « Le diocèse se trouve dans une extrême disette des

grains, note avec anxiété le syndic, en 1709. Il est à craindre que non seulement le peuple sera dans l'impossibilité de payer la taille et la capitation de la présente année, mais encore qu'on ne pourra recueillir la quantité de bled nécessaire pour les semences » (1). L'assiette n'hésite pas : tout en faisant appel à la réserve en céréales du Gévaudan (2), elle supplie l'intendant de faire dresser des procès-verbaux de « l'état déplorable du païs » et de vouloir bien ensuite les envoyer à la Cour, afin d'obtenir de Sa Majesté une remise proportionnelle à la misère du diocèse. De son côté, la province, sous l'impulsion de Basville, passe un traité avec les sieurs Gilly frères et les sieurs Castanier frères, de Carcassonne, pour armer deux vaisseaux et aller chercher du blé en Italie et au Levant. L'opération réussit pleinement : sur les 36.500 setiers rapportés, 25.989 sont distribués entre les différents diocèses, au prix de 11 l. 15 sous le setier. L'assiette évalue ses besoins à « deux ou trois mille salmées qui montent à environ 80.000 l. » mais doit se contenter de bien moins. Comme il ne lui est pas possible de trouver de l'argent au-dessous de 10 %, elle paie ses achats de blé avec les 12.804 l. 13 s. 9 d. qui constituent la remise royale sur le deuxième terme de la taille (3). Entre temps, les commissaires ordinaires rappellent aux communautés qu'en vertu d'une ordonnance de l'intendant, du 9 août 1709, elles ont le droit d'emprunter les sommes nécessaires pour prêter la semence aux particuliers qui en manquent. Mais, dans un tel désastre, les gens hésitent à montrer leurs capitaux, de sorte que Basville ordonne aux maires et consuls « de dresser un état des terres qui restent à semer et de la

(1) Gard C 1817.

(2) En 1711 ces achats n'étaient pas encore entièrement payés.
Gard C 1818.

(3) Gard C 1817

quantité de grains nécessaire pour les ensemençer », chaque communauté devant ensuite nommer dix de ses principaux habitants « pour fournir ladite semence ou la valeur d'icelle » (1).

Une lutte continuelle contre les privations et la faim, voilà à quoi tendent, durant le XVIII^e siècle, les efforts de la population rurale cévenole avant l'amélioration certaine des conditions de la vie qui surviendra à la fin de l'Ancien Régime. Les États s'émeuvent quelquefois devant l'extrême dénuement dans lequel se trouvent les villages. En 1721, les impositions du diocèse sont diminuées d'une façon sensible, « en vue de procurer aux communautés un soulagement dans un tems aussy facheux que celui-cy où les plus aisés ont de la peine à vivre » (2).

Une des causes de l'extrême misère des campagnes est due surtout aux variations brusques du prix des céréales : le setier de blé se vendant tantôt 10 l. avec les années prospères, tantôt atteignant 22 l., comme en 1778 (3). La question des grains reste — il faut s'y résoudre — la grande question du siècle. Par crainte des famines, le gouvernement contrôle étroitement la circulation du blé ; au besoin, il en interdit la vente d'une province à l'autre. A la moindre disette, il n'est pas rare de voir le diocèse critiquer sévèrement la politique restrictive de la royauté. Pourtant, s'il proteste quelquefois contre la prohibition générale de la sortie des blés, on sent nettement en lui comme une sourde terreur de tout ce qui peut faciliter leur exportation. En 1748, un ingénieur géographe du roi, le sieur Bourroul, se propose de rendre navigable le Tarn. Communiqué à l'assiette, le projet y soulève l'hostilité des députés car, objecte l'assemblée, « plusieurs diocèses de

(1) Ordonnance du 17 octobre 1709.

(2) Gard C 1821.

(3) Gard C 1840.

la province, et en particulier celui d'Alais, manquent de blé, et il est à craindre que cette navigation qui en favorisera la sortie de la province, ne soit préjudiciable » (1).

Mais pour parer à l'insuffisance des récoltes, il faut gagner des terres à la culture. L'assiette a le mérite d'encourager les défrichements et surtout la conquête des « issards » ou terrains incultes, situés sur les montagnes et couverts de broussailles. Dans les Cévennes, comme dans les Vosges, l'Ardenne, l'Armorique, pays de sol pauvre, on pratique encore la culture temporaire. Les pauvres « brassiers » qui ne trouvent pas de travail ailleurs, cherchent à tirer parti des terres en friches, en incendiant herbes et buissons et en formant de leurs cendres un engrais sur lequel ils jettent quelques semences. La terre, bientôt épuisée, est abandonnée après quatre ou cinq ans et retombe finalement dans l'inculture. Au bout d'un temps plus ou moins long, on la défriche à nouveau et le cycle recommencé (2). Tel est le système grossier, et si l'on ajoute que les maigres produits ainsi obtenus ne sont pas exempts de la dime, on comprendra à ce sujet l'indifférence obstinée du paysan (3). A cet effort appréciable de l'assiette répond un gain médiocre dans l'ensemble : quelques étendues écornées, de petites exploitations nouvelles ou accrues. Bref, si l'on en croit le rapport du subdélégué à Alais (4), le total de la contenance portée par les déclarations des particuliers du diocèse s'élève, en 1773, à 8.308 arpents 22 toises — mesure de Paris — : tel est le

(1) Gard C 1828.

(2) Hérault C 2820.

(3) « Une des choses qui fatiguent le plus les cultivateurs c'est que l'on prenne la dixme sur la semence ; un pauvre paysan qui a semé 11 ou 12 cartes de blé dans une terre et dont la récolte vient à périr par cas fortuit, voit le fermier de la dixme venir luy prendre 1 carte de blé sur les 10 ou 12 qu'il recueille, tandis que le cultivateur est en perte de ses avances, de son travail et de l'usage de ses bœufs et autres cabaux. » (*Rapport dressé par Dhombres subdélégué à Alais.*) Hérault C 2828.

(4) Hérault C 2828.

bilan des terres rendues à la culture. Mais l'œuvre du diocèse consiste encore non plus à étendre les labours au dépens des friches, mais à abolir la jachère si fréquente, à aider le cultivateur dans son obscur labeur par la vulgarisation des méthodes nouvelles. En 1761, l'assemblée diocésaine proclame son intention de « perfectionner l'agriculture » : elle prie les « bons cultivateurs et bons patriotes » de faire part aux commissaires ordinaires du fruit des expériences qu'ils peuvent avoir fait ou qu'ils pourront faire lorsque le cas se présentera (1). Enfin, des mémoires sont publiés, par les soins du syndic, sur « les moyens propres à augmenter la production des fonds » (2).

« Le principal et presque l'unique revenu de la plus grande partie des communautés vient des châtaigniers, des mûriers, des oliviers et des vignes » (3) : voilà ce que constate l'assiette en 1752. En ce qui concerne les vignobles, ils font l'objet d'une ordonnance de l'intendant, du 21 mars 1748, à la requête du syndic de la province, qui défend de les fumer. Cette mesure prétend protéger le commerce, « les vins produits par les vignes fumées étant de mauvaise qualité ». D'autre part, « le fumier qu'on emploie aux vignes, explique le syndic, manque aux terres propres à porter du grain, ce qui diminue leur production et contribue aux mauvaises récoltes, ce qui fait aussi qu'on néglige la culture des terres et donne lieu à de fréquents abandons ». Cependant, le diocèse demande et obtient qu'on fasse exception pour certaines de ses communautés, comme Lasalle, Saint-Bonnet, Cognac, Soudorgues, Sainte-Croix-de-Caderles, Saint-Martial, La Rouvière et Saint-André-de-Majencoules, « dont le terroir, complanté

(1) Gard C 1832.

(2) Gard C 1827.

(3) Gard C 1829.

en vigne, est si maigre, qu'il ne produit presque rien sans fumier » (1).

Autre préoccupation de l'assiette: les oliviers, dont la destruction fréquente par le froid ou par les troupeaux, jette maintes fois la perturbation dans la contrée, les rentes et les redevances foncières se payant surtout en huile. L'intendance intervient souvent pour réprimer les dégâts causés par les animaux domestiques. L'arrêt du conseil, du 29 mai 1725, fait défense de tenir des chèvres dans le diocèse et cette décision n'est pas sans importance « dans un pays comme les Sévennes où les terrains de différentes qualités sont si mêlés et confondus » (2). Des permissions peuvent pourtant être obtenues par Saint-Jean-du-Pin, Cros, Sumène et Saint-Roman, au greffe de l'intendance, mais, en 1753, l'assiette exige que les commissaires ordinaires aient donné leur avis avant l'octroi de cette faveur (3). Entre temps, une ordonnance de l'intendant, du 13 juillet 1748, avait publié l'interdiction formelle de faire paître les bestiaux dans les olivettes, sous peine de punition corporelle contre les bergers et d'une amende de 100 l. aux propriétaires des troupeaux.

En dehors des disettes causées par les événements naturels, les épidémies et les changements de culture, les épizooties sont encore pour beaucoup dans la misère du paysan. Les maladies de bétail, longtemps livrées à une routine aveugle, n'ont pas cessé de faire d'affreux ravages dans les campagnes. Mais il faut attendre la grande épizootie de 1775, introduite en France par des cuirs non tannés de la Guadeloupe, pour voir l'administration à l'œuvre. Emus par ce désastre agricole sans précédent, qui atteint cinq généralités du Midi, les États engagent aussi-

(1) Gard C 1828.

(2) Gard C 1827.

(3) Gard C 1829.

tôt les diocèses à envoyer des élèves boursiers aux écoles vétérinaires de Charenton, de Lyon, d'Alfort. Dans sa séance du 8 novembre 1776, l'assiette décide d'entretenir deux élèves à l'école vétérinaire de Lyon, qui s'est ouverte en 1761, sous la direction de Bourgelat. La durée de l'enseignement est fixée à quatre années et la pension annuelle « à 360 l., outre un habit d'uniforme et un certain nombre de livres et d'instruments » (1).

Cependant, à l'implacable rigueur de tous ces fléaux, le diocèse trouve presque toujours un adoucissement dans les fréquentes indemnités et les remises qu'il doit à la générosité du roi. A l'occasion de chaque préjudice — mortalité des oliviers, châtaigniers et noyers, perte des récoltes, épizootie — des secours sont répartis « au sol la livre » entre les circonscriptions par l'intendant. Le contingent diocésain, que l'assiette trouve quelquefois non proportionné à son allivrement, comme en 1711 (2) — 8.000 l. — est à son tour distribué entre les communautés, « selon leur compoix » et les dégâts subis. Dans chaque lieu, la constatation et l'évaluation des dommages sont établies par les rapports des experts et les certificats des curé, maires, consuls et premiers habitants (3), la distribution entre consulats se faisant, à partir de 1755, toujours en moins-imposé et jamais en argent. Les sommes ainsi allouées sont nombreuses et importantes, surtout vers le milieu du XVIII^e siècle: 4.000 l. en 1710, 6.000 en 1715 et en 1738, 10.000 l. en 1743 et en 17444, 12.000 l. en 1746, et 18.000 l. en 1747, etc...

De temps immémorial, les habitants des Cévennes ont fabriqué de grossiers tissus avec la laine des moutons du pays. Pendant les longues soirées d'hiver, hommes, fem-

(1) Gard C 1835; C 1836; C 1840. La pension s'élève à 410 l. en 1778.

(2) Gard C 1818.

(3) Gard C 1828.

mes et enfants, réunis autour de l'âtre, travaillent au tissage des cadis et des serges (1). Mais les étoffes provenant de cette industrie toute locale et domestique ne se distinguent ni par l'élégance, ni par la solidité et ne sont guère connues hors du diocèse. Il semble, au contraire, que la fabrication des bas et de la bonnetterie ait été portée à un plus grand développement. La soierie, jadis florissante, reste l'industrie par excellence du diocèse (2). Cependant, elle souffre des conséquences d'une politique religieuse néfaste et du monopole établi en faveur de la fabrique lyonnaise. Basville décrit et résume ainsi, dans son Mémoire de 1698, les tristes conditions dans lesquelles sont placés les produits languedociens : « Comme l'entrée des soies étrangères est défendue dans la province de Languedoc, par arrêt du conseil de 1687, obtenu à la réquisition des marchands de Lyon, et qu'il faut que toutes les soies, même celles qui viennent du Comtat et de Provence, passent par Lyon et y paient le droit du tiers sur taux et un autre droit en revenant, cela porte un fort grand préjudice aux soies originaires, quand la récolte est bonne... Cet inconvénient, qu'on a vu arriver depuis plusieurs années, a rebuté bien des gens de faire des vers à soie, dans les endroits où sont les plus beaux mûriers, où l'on a commencé de les arracher ». Déjà, dans le diocèse, les soies du pays, nommées « Alais », autrefois source de richesse pour la contrée, sont négligées et, vers 1727, « mises de côté pour celles d'Espagne, à cause de leur mauvaise qualité depuis quelques années » (3).

(1) Hérault C 2545.

(2) Un arrêt du conseil du 3 juillet 1721 ayant défendu de fabriquer des bas d'estame à 2 fils, par exception on autorise le 21 août de la même année, les manufacturiers d'Alais à fabriquer des bas à 2 fils en considération de ce que « dans la seule ville de Nîmes et les diocèses d'Alais et d'Uzès, il y a environ 2.500 métiers qui sont employés à la fabrication desdits bas ». Hérault C 2631.

(3) Hérault C 2504.

Comment relever « cette manufacture, demandant de la culture et des frais » et si vite abandonnés dès qu'elle ne produit pas un profit raisonnable? L'œuvre propre de l'administration ce fut de propager la culture des mûriers blancs sur les bords des chemins et de créer des pépinières. Il fallut, cependant, de grands encouragements pour décider le Cévenol à substituer dans son champ le mûrier au châtaignier. Dès le début la cause semble gagnée: c'est qu'un judicieux système de primes est intervenu avec bonheur. Portées tout d'abord à 3 livres, puis à 30 sols et enfin à 10 sols, elles sont bientôt supprimées. En 1748, le syndic diocésain demande à l'assiette d'encourager à nouveau cette culture par des primes de 5 à 6 sols par mûrier (1). Dans le diocèse, comme dans le reste de la province, plusieurs causes s'opposent au développement des plantations: les défauts et la mauvaise qualité des jeunes plants, la manière défectueuse de les planter et surtout leur cherté. A Alais, le bon plant se vendait 12 sols en 1710 (2). En 1748, il vaut de 16 à 20 sols « et le prix même du beau plant est poussé jusqu'à 24 sols ». On comprend donc les hésitations des artisans et des laboureurs devant une dépense aussi considérable. Pourtant, en 1764, se faisant l'écho des Etats, l'assiette diocésaine reconnaît qu'il n'est plus du tout utile « d'augmenter les mûriers et les vers à soie, cet objet étant suffisamment rempli », mais qu'il convient d'augmenter la valeur de la soie en multipliant « les façons et apprêts » (3). En réalité, l'assemblée s'est toujours préoccupée d'améliorer les conditions du travail des soieries. Dès 1750, le syndic signale, en pleine séance, l'invention d'un certain Louis Gilly, de la paroisse de Saint-Jean-de-Valériscle — diocèse d'Uzès — consis-

(1) Gard C 1828.

(2) Gard C 1817.

(3) Gard C 1833.

tant en un moyen nouveau de « filer la soye avec du charbon de pierre », le produit ainsi obtenu revenant à une dépense bien moindre (1). La méthode s'étant généralisée, en particulier à Saint-Florent et à Saint-Ambroix, les marchands du diocèse s'empressent aussitôt de faire construire des « fourneaux » sur les indications de l'inventeur lui-même. En 1758, l'assiette prend l'initiative de faire venir de la manufacture du tirage et moulinage des soies d'Aubenas « un tour à filer, de l'invention du célèbre Veaucanson, qui fut trouvé parfait par les connaisseurs ». Il est immédiatement exposé à l'Hôtel de ville, où les intéressés sont invités à venir en admirer la construction et « à en faire faire de pareils sur ce modèle » (2).

Telles sont les rares industries dont l'assiette doit encourager la formation et l'existence. Représentant une circonscription rurale, elle est avant tout et justement occupée de « l'économie des bleds » et les recommandations sur le commerce des grains qu'elle envoie encore, en 1780, à ses curés et consuls, lui paraissent plus utiles que tout autre dissertation ou dépense pour les mines, les manufactures, les laines ou les draps.

(1) Gard C 1829.

(2) Gard C 1831.

Note. — Le diocèse d'Alais reçoit le blé du Rouergue et du Puy, mais la plus grande partie des céréales qu'il consomme lui vient de Pont-Saint-Esprit, d'Avignon et de toute la région de Montpellier. La ville d'Alais, en particulier, s'adresse à Lunel pour sa consommation alors que Saint-Jean-du-Gard et Anduze « tirent » du Gévaudan et lui portent des châtaignes et de cercles. Les habitants du diocèse font venir les toiles et les chanvres de Rhodéz, de Villefranche, de l'Auvergne et ils leurs expédient en revanche des draperies et des soieries. Ils reçoivent des légumes et des fromages du Puy en même temps que des bœufs et des moutons dont la majeure partie est dirigée sur Marseille et la Provence.

Gard C 1829. Rapport du syndic diocésain. 1754.

CHAPITRE XI

LES AFFAIRES MILITAIRES

I. — ETAPES (1)

Les déplacements fréquents des troupes royales devaient nécessairement entraîner, à la charge des pays traversés, certaines obligations de logement et d'entretien. Cette question de la fourniture de l'étape fut réglée, dès le début, par l'arrêt du Conseil du 30 avril 1641 et les délibérations des Etats des années 1642 et 1643 (2). Sous Louis XIV, on dressa définitivement une carte générale des routes que tiendraient les troupes, des lieux où elles coucheraient et séjourneraient et dans lesquels on leur fournirait l'étape. Dès lors, le diocèse, élément primordial de l'organisation administrative et financière, eut son étapier adjudicataire, désigné par l'assiette. Ce dernier, et à son défaut le syndic diocésain, fournissait les vivres, voitures, lits et autres ustensiles, conformément au prix fixé par les tarifs.

En 1691, sur une proposition de Louvois, et après bien des réticences, les Etats décident l'établissement d'un éta-

(1) On entendait par étape, soit la longueur réglée d'une marche militaire, soit le lieu où l'on rassemblait les provisions de bouche et les fourrages nécessaires aux troupes, durant les marches qu'elles étaient obligées de faire d'une garnison à l'autre. MONIN, *op. cit.*, p. 190.

(2) Gard C 1813.

pier général pour tout le Languedoc. La province garde toujours, sans doute, la haute gestion financière et la surveillance de ce service, mais, dans les circonscriptions diocésaines, il n'est plus besoin d'imposer les fonds d'indemnité pour logement ou les « surtaux » alloués aux fournisseurs. Dès sa création, le diocèse d'Alais bénéficie de cette réforme rendue nécessaire par l'importance croissante des fournitures et l'absence de fourrage dans l'ensemble du pays. La mesure s'avère bientôt excellente et, en 1718, lorsque le Conseil de la Guerre lui proposera d'abandonner l'étape, moyennant 400.000 l. par an, la province répondra par un refus.

Les frais d'étape sont naturellement très variables, suivant l'état de paix ou de guerre, suivant les passages plus ou moins fréquents, plus ou moins considérables de troupes dans la province. En ce qui concerne leur répartition, elle se fait entre les diocèses, d'après le tarif du don gratuit et par le soin d'une commission des Etats. Sur les 952.941 l. dues par le Languedoc, en 1695, pour la fourniture de l'étape, l'assiette d'Alais entre pour la somme de 25.301 l. : chiffre qui ne sera jamais plus atteint par la suite. Nous sommes, il est vrai, en pleine guerre de la Ligue d'Augsbourg. La paix signée, le contingent diocésain tombe à 6.918 l. en 1699. La guerre de la Succession d'Espagne voit, pourtant, les frais d'étape assez modérés jusqu'en 1705 — 10.087 l. — mais la part du diocèse est encore de 24.636 l. en 1710 et de 20.715 l. en 1714 (1). A partir de ce moment, sauf en 1734 — 10.761 l. — et en 1748 — 10.086 l. — les sommes demandées ne dépassent guère 4.000 l. et vers la fin du régime la contribution de l'assiette devient tout à fait modique : 2.988 l. en 1786 et 1.602 l. en 1788, sur les 64.849 l. réclamées par les Etats.

(1) En raison du passage par étapes des troupes de Philippe V qui revenaient de Flandres et d'Allemagne. Gard C 1819.

II. — LES QUARTIERS D'HIVER

La première des conditions que le Languedoc mettait à l'octroi du don gratuit était la promesse formelle qu'il n'y aurait point de troupes en quartier d'hiver dans la province. En fait, cette stipulation cessa d'être observée à partir de la Révocation de l'Edit de Nantes et, dans les Cévennes soulevées, le quartier d'hiver fut établi à la fois comme un châtimement et une menace. Ingénieux prétexte, en vérité: à côté des compagnies de « missionnaires bottés », envoyées en représailles dans les communautés protestantes, on vit des logements fixes, réguliers et permanents, dont le corps de la province fut forcé de solder la dépense. « Les frais des troupes logées dans les Cévennes sont supportés par les Etats » (1) et, à l'assiette, on insiste particulièrement sur ce point. En réalité, c'est en pure perte pour le pays qui souffre de leur présence et les Etats ne peuvent ni ne veulent y apporter aucun adoucissement. Contre « les dégâts, rançonnements et autres foules », que subissent, dans les paroisses, aussi bien catholiques que protestants, le diocèse fait entendre régulièrement ses doléances. Pourtant, lorsqu'il s'agit d'indemniser les communautés qui ont fait l'avance des fournitures — [analogues à celles de l'étape mais plus durables et plus abondantes] — il fait souvent la sourde oreille. En janvier 1705, une ordonnance de Basville renvoie devant l'assiette une requête des consuls de Saint-Hippolyte-du-Fort (2): ceux-ci demandent au diocèse « de supporter et répartir au sol la livre sur les biens qui le composent », ce qu'ils ont payé pour le logement des

(1) Gard C 1819.

(2) Gard C 1816.

officiers des troupes, bois, huile, chandelles des corps de gardes, fourrages et frais des exprès, le tout revenant à la somme de 16.625 l. 19 s. On leur répond que, toutes les villes et lieux du diocèse se trouvant dans le même cas, chaque communauté doit supporter sa dépense. Cependant, il faut aider les consulats et l'assiette s'en rend compte. Elle indemnise Alais et le Vigan qui ont fourni, en 1709 et en 1710, à raison de 18 d. par dragon, l'ustancile — loyer des maisons, bois et chandelles — à une compagnie des dragons du Premier Languedoc et à une compagnie de cavalerie du régiment de Massillac (1). Contre les quittances des consuls et les certificats de « M. le Commandant en cette province », le syndic rembourse Aulas, Saint-Pierre-de-la-Salle et Meyrueis, chargés en 1711 du logement d'une compagnie de dragons du régiment de Sommery, à raison de 1 sol 6 deniers par place de dragons, pendant 150 jours (2). Par ailleurs, l'assiette s'occupe du logement du commissaire de guerre, pour lequel, en 1705, les communautés d'Alais, Anduze, le Vigan, Saint-Hippolyte, Sauve, Saint-Jean-du-Gard et Lasalle, payaient 500 l., mais, à la suite de fréquents abus — quelques officiers de troupes ayant prétendu au même paiement — elle parvient à obtenir de l'intendant de ne plus charger, à l'avenir, les consulats du logement en argent (3).

En ce qui concerne l'ustancile, pourtant, le diocèse se montre toujours aussi peu prodigue de ses deniers, prétextant que « c'est à la province de payer ». En 1717, Le Vigan, Aumessas, Aulas et Meyrueis supplient l'assemblée de leur rembourser « le sol d'ustancile » que chacune de ces communautés a payé à une troupe du Régiment de Massillac (4). Refus de l'assiette et requête immédiate des

(1) Gard C 1817.

(2) Gard C 1818.

(3) Gard C 1819.

(4) Gard C 1820.

intéressés à Basville. Cette fois, le syndic, perdant son assurance, écrit au syndic général — alors M. de Montferrier — pour lui demander son avis. La réponse est nette : la dépense doit retomber « sur le général du diocèse, car il n'est pas juste que quelques communautés soient accablées » (1). Enfin, pour trancher définitivement la question, une ordonnance de l'intendant, du 1^{er} juillet 1719, condamne le diocèse à payer la somme de 674 l. à la paroisse d'Alzon, pour le prix de l'ustancille de 11 soldats commandés par un brigadier, de 1711 à 1712. Désormais, l'assiette est chargée, malgré ses protestations, des dépenses du loyer des maisons, bois et chandelles, fournis aux soldats en quartier.

Le diocèse contribue encore à la fourniture des lits indispensables aux militaires en garnison dans les villages, ainsi que les bois et chandelles des corps de gardes, bien que ces frais aient primitivement frappé les communautés. En 1716, plusieurs d'entre elles demandent à Basville de les décharger de cette obligation, se basant sur l'article 14 de la Déclaration Royale du 25 octobre de la même année, portant que « les villes où les troupes sont logées seront remboursées par les généralités de la fourniture des lits sur le pied des entrepreneurs, à raison de 10 l. 10 s. par an » (2). Les 29 décembre suivant, une ordonnance de l'intendant invite les consulats à se pourvoir devant l'assiette. Celle-ci fixe aussitôt, par estimation, un fonds de 12.000 l. pour parer à la dépense. Cependant, les Etats trouvent la somme exagérée : l'assemblée diocésaine de 1718 est obligée de réduire les lits à 9 l. et les corps de garde à 200 l., mais 6.000 l. sont allouées aux communautés pour les encourager à fournir, comme auparavant, à leurs

(1) Gard C 1820.

(2) Gard C 1829.

dépens, « les cazernes, les chambres, pour les corps de gardes, et les lits dont le loyer leur est payé par le diocèse » (1). Ainsi, l'assiette est seulement chargée de l'entretien et du loyer des lits, sans oublier les bois et chandelles des corps de gardes; à cet effet, une imposition est levée toutes les années, proportionnellement aux troupes qui se trouvent dans le diocèse. Après avoir été de 10.000 l. durant quelques années — en particulier en 1723, où de nombreuses troupes sont envoyées dans la circonscription diocésaine, « pour le tems de la contagion » (2) — ce fonds, tombé à 8.000 l. en 1725, devient insuffisant pour les besoins de l'assiette qui doit, au surplus, 5.000 l. à diverses communautés (3). On décide, à l'assemblée de 1727, qu'il sera dorénavant de 12.000 l. (4), le diocèse devant payer désormais « la fourniture de tous les corps de toutes les garnisons », (5). La liquidation de ce qui revient à chaque paroisse est faite de six en six mois par le syndic, sur « les ordres » du commandant de la province qui constatent l'arrivée des troupes, et sur les certificats des officiers. En 1728, des abus s'étant glissés dans l'administration de cette dépense, les commissaires ordinaires jugent plus, avantageux de s'adresser à un fournisseur général (6). Malgré l'importance du prix et les nombreux inconvénients — « pour les raisons que les gar-

(1) Gard C 1829.

(2) Gard C 1821.

(3) Gard C 1822.

(4) 2.000 l. (1745); 6.000 l. (1737, 1744, 1747); 6.578 l. (1757); 8.000 l. (1725, 1739, 1740); 10.000 l. (1720, 1723, 1736); 11.000 l. (1755); 12.000 l. (1717); 13.000 l. (1728); 14.000 l. (1754).

(5) Avant 1725, le diocèse n'était chargé que de la fourniture des corps de gardes des fortes garnisons. « Les 200 l. sont pour le bois et chandelles d'un grand corps de gardes, aussy pendant une année et la moitié moins pour les petits corps de garde. On ne paye qu'un petit corps de gardes lorsqu'il n'y a qu'une compagnie et un grand corps de gardes lorsqu'il y en a deux ».

Gard C 1829.

(6) « Les consuls croyent que les 9 l. par lit ne sont que pour l'entretien... C'est encore bien payé puisqu'il ne s'agit que de blanchir les draps et de fournir de la paille; de manière qu'il se commet des abus qu'il serait bon de corriger... ». Gard C 1823.

nisons ne sont pas fixes, que le nombre des troupes augmente ou diminue au gré de M. le Commandant de la province, qui peut encore changer les garnisons d'un lieu à un autre, auquel cas l'entrepreneur serait obligé de transporter ses fournitures et faire de nouveaux établissements » (1), — la fourniture des lits et corps de gardes est enlevée aux communautés et le nouveau bail passé, en 1733, à un entrepreneur, à qui l'on donnera encore 500 l. de gages (2). En 1743, les Etats projettent de rejeter cette dépense sur le Languedoc (3). Le diocèse, consulté, trouve le projet avantageux, mais il faut arriver au 1^{er} mai 1754 pour en voir la réalisation (4). A cette date, la province passe un traité « pour les 4.013 lits et autres effets lui appartenant pour l'usage des troupes qui sont en quartier ». Cependant, le loyer des casernes et les frais des corps de gardes concerne, comme auparavant, le diocèse et les consulats qui, à partir de 1758, seront autorisés à passer « d'autorité de M. l'intendant » les baux d'entretien dont les commissaires ordinaires régleront la dépense (5).

III. — MILICES

Indépendamment de tous ces frais, qui pèsent lourdement sur le budget diocésain (6), le roi exige encore chaque année la levée, dans la circonscription entière, d'un contingent de soldats de milices (7). A vrai dire, cette

(1) Gard C 1824.

(2) Gard C 1825.

(3) Gard C 1827.

(4) Gard C 1829.

(5) Gard C 1831.

(6) Le diocèse paie, au surplus, 800 l. aux « sieurs colonels de bourgeoisie créée, par l'édit du mois de mars 1694 pour leurs droits de quatre visite et revues qu'ils sont obligés de faire pendant l'année suivant l'arrêt du conseil du 1^{er} novembre 1694 », à raison de 24 l. par compagnie.

Gard C 1813.

(7) Gard C 1817; C 1820; C 1822; C 1831.

contribution se réduit à une somme d'argent que l'assiette paie volontiers et presque toujours sans discuter. Le nombre de miliciens demandé varie peu : de 76 hommes (1709) à 90 hommes (1760), sauf en 1711, où il atteint 118 hommes, à raison de 75 l. par milicien (1).

Par ailleurs, le diocèse est chargé du « menu habillement » des compagnies de la milice bourgeoise. Les communautés font habituellement l'avance des sommes nécessaires à l'achat des fusils (2) baïonnettes et ceinturons, destinés aux soldats ; elles sont ensuite remboursées par le syndic, sur ordonnance de l'intendant (3).

IV. — LE PRÉVOT DIOCÉSAIN ET SES ARCHERS

LA MARÉCHAUSSEE

Le maintien de l'ordre public et la répression du vagabondage ont longtemps été du ressort de la sénéchaussée. « Les prévôts des maréchaux », créés en 1513, « à raison d'un par sénéchaussée, afin de réprimer les pilleries des gens de guerre », sont supprimés en 1517. Par la suite, ils sont rétablis chaque fois que le besoin se fait sentir et, sous Henri II, deviennent une institution permanente. En 1522, il n'y a pour le pays entier qu'un seul prévot, celui du gouverneur, aidé de lieutenants et d'archers. Cependant, grâce à une politique habile, les diocèses ne tardent pas à avoir chacun un lieutenant de prévot et plus tard un prévot choisi par l'assiette (1632).

En mai 1696, un édit autorise la création des offices

(1) A ce sujet, il est intéressant de remarquer l'inégalité et la disproportion énorme entre les contingents des diocèses de Mende et d'Alais. Le diocèse de Mende incomparablement plus grand que celui d'Alais ne fournit que 35 miliciens. Gard C 1818.

(2) Le prix de l'entretien est de 6 sols par fusil et il y en a 830, en 1711.

(3) Gard C 1813 ; C 1817 ; C 1818 ; C 1825 ; C 1828.

de prévôts, lieutenants, procureurs du roi, greffiers et archers. La province s'abonne aussitôt pour 500.000 l. — [plus les 2 sols pour livre] — et la contribution du diocèse d'Alais est fixée à: 7.248 l. 16 s. 3 d. L'assiette ne rachète d'ailleurs ces charges que pour les revendre, le 17 juin 1698, à François Valère, dont les gages sont fixés annuellement à 517 l. 14 s. 9 d. (1). Mais l'office est supprimée par l'édit de mars 1720, qui établit une nouvelle organisation (2). L'assemblée diocésaine est dans l'impossibilité de rembourser la charge et, durant quelques années, elle doit comprendre, dans les frais d'assiette, un fonds de 217 l. 10 s. — les intérêts à 3 % de la somme de 7.248 l. 16 s. 3 d. — qu'elle paie à la veuve de l'ancien prévôt (3). Quant aux 6 archers, ils sont une charge onéreuse pour le diocèse qui doit leur fournir « casaques et bandoulières » (4) et les indemniser pour les frais d'un « cheval convenable », nécessaire à leurs randonnées. En 1718, on se plaint de leur inaction. « Ils n'ont pas souvent remply leur devoir, et les conditions voulues », constate l'assemblée, qui décide de ne les payer, à l'avenir, qu'au fur et à mesure des services rendus (5).

Aussi, pour maintenir la sécurité publique ou assurer, d'une manière générale, le respect des règlements et des édits, on s'adresse plus volontiers, semble-t-il, à la maréchaussee. Cette dernière est sous l'étroite dépendance du premier président et du procureur général, pour la répression de la mendicité et du vagabondage, de l'intendant pour la voirie et la police des chemins. « Les compagnies de maréchaussee, dans le diocèse, a-t-on dit justement (6),

(1) Gard C 1813; C 1814.

(2) Gard C 1929.

(3) Gard C 1824.

(4) Gard C 1815.

(5) Gard C 1820.

(6) T. PUNTOUS, *op. cit.*, p. 389.

rappellent ce que sont aujourd'hui, dans les cantons, les brigades de gendarmerie; mêmes fonctions complexes de police, d'exécution, d'instruction, même dépendance à l'égard de multiples autorités judiciaires, administratives ou électives ». En 1720, on note la création, dans le diocèse d'Alais, de nouvelles compagnies, astreintes à certaines chevauchées périodiques dans les communautés ou les foires. Cependant, une question préoccupe bientôt l'assiette: celle de leur logement. L'année suivante, deux brigades de maréchaussée sont logées par la communauté d'Alais, à la Croix-Blanche: on leur fournit, en outre, une écurie et un grenier (1). Aussitôt intervient une discussion, à l'assemblée, pour savoir qui, de la ville ou du diocèse, supportera les frais. Une ordonnance du 24 février 1723 vient régler le différend: l'intendant charge l'assiette de la dépense — sauf en ce qui concerne l'écurie — puisque c'est elle qui bénéficie des services et réduit le logement de la maréchaussée au tarif suivant: brigadier, 5 l.; sous-brigadier, 4 l., et gardes, 50 s. par mois (2). Désormais, 296 l. (3) seront imposées tous les ans par le diocèse pour l'unique brigade logeant en permanence à Alais, en attendant qu'une autre soit créée à Saint-Jean-du-Gard, en 1787.

(1) Gard C 1821.

(2) Gard C 1821; C 1822.

(3) Réparties de la manière suivante: 96 l. pour le logement de l'exempt, 120 l. pour celui des quatre cavaliers, 80 l. pour écuries et grenier à foin.

CONCLUSION

Ainsi vécu, durant un siècle, le diocèse civil d'Alais. Né avec la révolte camisarde et parmi la désolation d'une guerre fratricide, il devait, finir en même temps que l'Ancien Régime, dans l'enthousiasme des journées révolutionnaires et l'espérance d'un avenir meilleur. Ce fut cela son destin.

Depuis le début de 1788, des comités locaux s'étaient formés un peu partout, loges, académies, sociétés philosophiques et patriotiques, exercées au maniement de l'opinion et à l'agitation des foules. D'une manière générale, le pays saluait avec joie la convocation des Etats Généraux, réclamée « par un cri général d'amour et de patriotisme » (1). Mais la certitude de cette réunion causait une grande fermentation dans le royaume. En Languedoc, notamment, la question se compliqua d'une difficulté particulière. On avait annoncé que la députation des pays d'Etats serait nommée exclusivement par les membres des assemblées provinciales. On sait que les Etats de Languedoc n'avaient point un caractère représentatif, le droit d'y entrer étant attaché à certaines fonctions ou qualités. Malgré les incontestables services qu'elle avait rendus, l'oligarchie provinciale, suspectée, vit fondre sur elle une tempête de récriminations. Dès le 26 février 1788, dans des remontrances relatives à l'édit du vingtième, la Cour des Comptes de Montpellier avait pris l'offensive et résumé

(1) H. du Languedoc, t. XII, p. 1354.

tous les griefs du pays contre les Etats. Des supplications au roi furent rédigées et déterminèrent dans tous les diocèses et dans toutes les villes l'explosion d'un vœu unanime. On définissait l'Assemblée provinciale comme une réunion de 23 prélats, siégeant sans mandat spécial du Clergé, en vertu de prérogatives anciennes, de 23 barons, acquéreurs à prix d'argent du droit d'entrée, et enfin de consuls élus la plupart par leurs seigneurs et jamais par ceux qu'ils étaient censés représenter. Le Tiers-Etat d'Alais suivit le mouvement, en se réunissant, le 23 novembre 1788, dans une des salles du Couvent des Révérends Pères Dominicains de la ville, sous la présidence de Guiraudet de Laliquière, seigneur de Larnac et avocat. Ce fut tout d'abord pour réclamer « la suppression des Etats et leur reconstitution, d'après les principes salutaires de la constitution accordée à la province du Dauphiné, par l'arrêt du Conseil, du 23 octobre 1788 ». Les représentants du peuple firent part ensuite de la nécessité d'une « assemblée vraiment nationale », en demandant « qu'aux Etats Généraux du royaume le troisième Ordre ait un nombre d'élus prépondérant ou du moins égal à celui des deux premiers Ordres réunis ; que les voix soient comptées par têtes de délibérants et non par Ordres... » (1).

Mais l'Assemblée des Notables, clôturant ses séances le 12 décembre 1788, trompa l'espérance du pays en repoussant la double représentation réclamée par le Tiers-Etat et le vote par tête. Le mouvement électoral recommença alors avec une vigueur nouvelle. Le 8 janvier 1789, une réunion extraordinaire des trois Ordres du diocèse, présidée par le marquis de la Fare-Alais, fit à nouveau le procès de l'organisation administrative du Languedoc,

(1) Mémoires et comptes rendus de la Société Scientifique et Littéraire d'Alais, 1887, t. xix, p. 28.

« mais sans en attribuer la cause à aucun des trois Ordres, moins encore à aucun des individus qui composent les Etats provinciaux ». L'assiette des contributions « se faisant par diocèses et non par bailliages et sénéchaussées et les limites des uns différant généralement des ressorts des autres », on décida de faire les convocations pour les élections et pour la confection des cahiers par arrondissements. Le contenu de ces procès-verbaux de doléances offrait peu d'originalité. Tout en réclamant l'établissement d'une sénéchaussée présidiale dans la ville d'Alais, « s'il y a lieu à une révolution dans les tribunaux de la province » (1) on demandait, comme partout, un système de contributions égales pour tous, déterminées d'après des indices simples, laissant peu de place à la fraude et respectant le secret des fortunes. Pendant ce temps, l'assiette diocésaine accomplissait, pour la dernière fois, son rôle, répartissant les impôts en la forme accoutumée.

Cependant, l'Assemblée Nationale n'avait pu s'empêcher d'être frappée des imperfections et des inégalités choquantes qu'offrait la division du royaume. Le comité de constitution, en étudiant les moyens d'établir le système représentatif sur une base territoriale uniforme et régulière, fit observer qu'aucune raison valable ne pouvait militer pour le maintien de l'organisation intérieure du Languedoc en diocèses, circonscriptions arbitraires, « œuvre du caprice des papes ». Après bien des hésitations, on décida de partager la France en départements, districts et cantons. Tandis que l'on débattait les détails de la division projetée, Alais demandait à devenir le chef-lieu d'une des nouvelles unités administratives. « Entre les plus hautes montagnes des Cévennes, le fleuve Rhône

(1) Mémoires et Comptes rendus de la Société scientifique et littéraire d'Alais, 1887, t. xix.

et la mer, proclame une pétition, s'étend un pays considérable et qui se trouve circonscrit dans ces barrières naturelles. Il faut respecter ces limites dans l'établissement de la nouvelle administration, car, d'un côté, ces montagnes impraticables pendant plusieurs mois de l'année ne permettent pas aux habitants de la partie méridionale de communiquer avec ceux du Nord, et de l'autre, le Rhône offre un obstacle tout aussi considérable, puisque le seul pont de Saint-Eprit peut assurer une communication facile entre les deux rives de ce grand fleuve. Mais cet espace qui, par sa position, ne saurait être morcelé, a cependant une étendue beaucoup plus considérable que celle que vous avez assignée à chaque département. Il faut donc le diviser mais sans violer ses limites... » (1). Les deux départements ainsi formés devaient avoir pour chefs-lieux, l'un Montpellier et l'autre Alais, nécessairement désignée « par sa position centrale et l'importance de sa population ». La Constituante en décida tout autrement. Le 3 février 1790, elle décréta le département de Nîmes, qui fut composé de la presque totalité des diocèses d'Alais, de Nîmes et d'Uzès et qui avait conservé à l'est l'ancienne frontière du Languedoc, le long du Rhône, depuis Pont-Saint-Espirit jusqu'à Aigues-Mortes, et au nord-ouest une partie de la frontière du Gévaudan. Le département ainsi créé fut divisé en huit districts : Pont-Saint-Espirit, Beaucaire, Uzès, Sommières, Saint-Hippolyte, Alais et Le Vigan, et le chef-lieu devait alterner entre Uzès, Alais et Nîmes.

Ce fut la dernière phase de la destruction d'une institution provinciale, « bornée dans les commencemens à la répartition des impositions générales et devenue depuis un

(1) Mémoires et Comptes rendus de la Société scientifique et littéraire d'Alais, 1887, tome xix, p. 36.

des ressorts les plus actifs de l'administration et le moyen peut-être le plus simple et le plus sûr de lier le bien particulier au bien général » (1). Avec le diocèse civil d'Alais venait de disparaître un organisme administratif et financier qui ne manquait pas de pittoresque ni d'allure. A part quelques travaux publics, dont les générations suivantes ont profité, ses vestiges n'apparaissent nulle part, aujourd'hui. Et déjà il ne reste plus, pour le faire revivre en notre mémoire, qu'un certain nombre de procès-verbaux d'assiette, soigneusement recueillis, et dont la lecture ne laisse pas d'évoquer, dans l'esprit de ceux qui les ont consultés, cette image imprécise, voilée de respect et de mélancolie, qui s'attache au souvenir des choses lointaines et des formes disparues

(1) ALBISSON, *op. cit.*

PIÈCES JUSTIFICATIVES

ARRÊTS, IMPOSITIONS. COMPTES DU SYNDIC

ARRÊT DU CONSEIL DU 25 JANVIER 1695

(Archives départementales du Gard C 1813)

Veu au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, l'arrêt rendu en icelluy le quatrième octobre dernier qui ordonne que les commissaires présidant pour Sa Majesté aux Etats de la Province de Languedoc et par les commissaires qui seront nommés par l'Assemblée des Etats, il sera donné avis à Sa Majesté sur le nombre des personnes dont l'assemblée du diocèse d'Alais sera composée, sur le nombre des députés qu'il enverra aux Etats, comme aussy sur tous les différends qui s'y rencontreront dans la séparation des communautés qui doivent composer à l'avenir les diocèses de Nîmes et d'Alais et finalement sur toutes les affaires qui concernent le temporel de ce diocèse.....

Le Roy, étant en son Conseil, a ordonné et ordonne que la ligne de séparation qui a été faite entre les diocèses de Nîmes et d'Alais pour le spirituel, serait aussy à régler le temporel de ces deux diocèses. En ce faisant, que les communautés de Canaules-Saint-Nazaire, de Gardies, Sauvignargues, Lédignan, Saint-Brouzet, Lézan, Argentières, Saint-Jean-de-Serres, Colombiers et Aigremont. Saint-Saturnin-de-Coiran, Massane, Cassagnoles et Maruéjols, qui font partie de la viguerie d'Anduse et les communautés de Claret, Sauteirargues, Corconne, Vacquières, Brouzet, Liouc, Quissac, Puech, Logrian, Flavard, Florian-de-Comme, St-Jean-de-Roques, St-Jean-de-Crieulon, Grailhan et Bragassargues, qui font partie de la viguerie de Sauve, contribueront aux impositions qui seront faites à l'as-

siette du diocèse de Nîmes, en la même manière et sur le même pied qu'elles y ont contribué jusqu'à présent.

Et que, néanmoins, lesdites communautés seront tenues de contribuer au paiement de toutes les dettes qui auront été contractées en corps de viguerie auparavant la séparation des diocèses, que *l'allivrement* du diocèse de Nîmes sera de la somme de 6.672 livres 12 sols obole prise et celui du diocèse d'Alais sera de la somme de 3.670 livres 4 sols 10 deniers obole prise, lesdites deux sommes faisant ensemble celle de 10.342 l. 16 sols. De la somme de 100.000 livres imposée sur le général de la province, le diocèse de Nîmes en supportera celle de 4.656 livres 4 deniers et le diocèse d'Alais celle de 2.561 livres 9 deniers. Que les dettes du diocèse de Nîmes qui ont été contractées jusqu'à présent, seront partagées entre ces deux diocèses sur la même proportion suivant la liquidation qui en sera faite par le Sieur de Lamoignon de Basville, conseiller d'Etat, intendant du Languedoc.

Le diocèse d'Alais contribuera à la pension accordée au Collège des Jésuites de la ville de Nîmes sauf à être fait droit audit diocèse d'Alais en cas qu'il fut établi un collège dans le diocèse.

Qu'il contribuera encore à la pension qui est accordée au couvent des Ursulines de ladite ville pendant la vie seulement des deux religieuses qui ont donné lieu à l'établissement de ladite pension.

Que le diocèse d'Alais donnera décharge de la pension qui est accordée aux religieuses hospitalisées de la ville de Nîmes et que la pension de 200 l. accordée à l'exécution de la Haute Justice sera supportée par les deux diocèses de Nîmes et d'Alais, chacun suivant son allivrement.

Que lesdits diocèses de Nîmes et d'Alais contribueront réciproquement, scavoir :

Celui de Nîmes, à l'entretien des chemins des Cévennes et aux gages de l'inspecteur.

Celui d'Alais, à l'entretien des chemins de Nîmes à Arles, à Beaucaire, à Remoulins, au pont de Lunel et à Sommières, ceci pendant le temps qui reste à expirer du bail de l'entretien de ces chemins.

A l'égard des papiers qui sont au pouvoir du diocèse de Nîmes dont celui d'Alais peut avoir besoin, le greffier du

diocèse de Nîmes sera tenu de délivrer des copies, moyennant salaire raisonnable.

Que l'assiette sera convoquée la première année dans la ville d'Alais, la deuxième à Anduse, la troisième au Vigan, la quatrième à Sauve, et la cinquième à Saint-Hippolyte.

Après quoi le tour de l'assiette recommencera par Alais et continuera par le même ordre.

Que ladite assiette sera composée du commissaire principal à ladite assiette, du juge mage de la sénéchaussée de Nîmes en qualité de commissaire ordinaire en quelque endroit que l'assiette se tienne, du balif du comte d'Alais et en son absence du juge ordinaire du comte lors que l'assiette dudit diocèse se tiendra à Alais, du juge de la ville d'Anduse et en cas d'absence, de son lieutenant lors qu'elle se tiendra à Anduse, du viguier du Vigan, du juge de ladite ville en cas d'absence lors qu'elle se tiendra au Vigan, du viguier de la ville de Sauve et en cas d'absence du juge de ladite ville lors qu'elle se tiendra à Sauve et du juge de Saint-Hippolyte lors qu'elle se tiendra à ladite ville, lesquels officiers auront la qualité de commissaires ordinaires à l'assiette lors qu'elle se tiendra dans le lieu de leur résidence et ils ne pourront assister en cette qualité lorsqu'elle se tiendra ailleurs.

Que les maires et consuls de ladite ville où se tiendra l'assiette y assisteront aussi en qualité de commissaires ordinaires.

Que les villes d'Alais, d'Anduze, du Vigan et de Sauve y enverront chacune deux députés: sçavoir le maire desdites villes et le premier consul, ne faisant néanmoins les députés de chaque ville qu'une voix.

Que la ville de *Saint-Hippolyte* y enverra un député sçavoir le maire de la ville.

Que ladite assiette sera encore convoquée de deux députés des villes et lieux du diocèse qui y enverront par tour de trois en trois ans dont le premier tour sera rempli par les maires de *Meyrueis* et de *Saint-Jean-de-Gardonnenque*, le deuxième tour par les maires de *Sumène* et *Lasalle*, le troisième tour par les maires de *Valleraugue* et *Saint-André-de-Valborgne*.

Qu'il sera encore envoyé à ladite assiette trois députés des lieux du diocèse qui seront ci-après nommés, qui n'entreront à l'assiette que de dix en dix ans, sçavoir:

1^{re} année: *Aulas*, *Vézénobres*, *Dourbie*.

2^e année: *Aumessus, Pompignan, Tournac.*

3^e année: *Saint-André-de-Majencoules, Durfort, Cendras.*

4^e année: *Mialet, Saint-Laurent-le-Meynier et Saint-Roman-de-Cadières.*

5^e année: *Trèves, Saint-Marcel-de-Fontfolieuse et Arrigas.*

6^e année: *Alzon, Ribaute, Avèze.*

7^e année: *Manoblet, Lanuéjol, Saint-Christol.*

8^e année: *St-Félix-de-Palière, Mandagout, St-Paul-la-Coste.*

9^e année: *Notre-Dame-de-la-Rouvière, Montdardier, Colongnac.*

10^e année: *Saint-Marcial, Rogues, Saint-Martin-de-Corconac.*

Après laquelle année, le tout recommencera ainsi qu'il a été dit.

Que le sieur Evêque d'Alais et en son absence son vicaire général, le sieur comte d'Alais, le sieur baron de Tornac, et en leur absence leurs envoyés, auront droit d'assister à ladite assiette, sans néanmoins qu'à raison de ladite assistance lesdits vicaire général et envoyés puissent prétendre aucun salaire ni émolument et, attendu que la baronnie de Calvisson est située dans ce qui compose à présent le diocèse de Nîmes, Sa Majesté a déclaré que le baron de Calvisson ne pourra entrer dans les assiettes dudit diocèse d'Alais.

Que ledit sieur Evêque d'Alais et en son absence son vicaire général, sera assis à ladite assiette au bout de la table, seul.

A sa droite, seront assis le commissaire principal et les commissaires ordinaires.

A sa gauche, le sieur comte d'Alais, le baron de Tornac, les envoyés et députés des villes chefs de viguerie et après eux les députés des autres villes et lieux seront assis à droite et à gauche, chacun suivant son rang.

Que les départements et verbaux de l'assiette seront signés par l'évêque et en son absence par son vicaire général et ensuite par le commissaire principal et les commissaires ordinaires, par lesdits sieurs comte d'Alais et baron de Tornac ou les envoyés et députés suivant leur rang.

Qu'il sera élu tous les ans en ladite assiette un syndic et un greffier du diocèse, lesquels pourront être continués dans lesdites charges si l'assiette le trouve à propos.

Qu'il sera accordé au commissaire principal pour le temps qu'il vaquera à ladite assiette et pour son voyage et retour, la somme de 200 l.

Au juge mage en la sénéchaussée de Nîmes, commissaire ordinaire, tant pour ses droits et vacations pendant la tenue de l'assiette que pour son voyage et retour, la somme de 92 l. 10 s.

A l'officier de la ville où l'assiette se tiendra et qui a droit d'y assister en qualité de commissaire ordinaire, pour son droit d'assistance la somme de 25 l.

Aux maires et consuls de la ville où se tiendra l'assiette pour le droit d'assistance à ladite assiette en qualité de commissaires ordinaires: 60 l. à partager entre eux.

Au syndic du diocèse, gages ordinaires pendant l'année et droit d'assistance: 80 l.

A douze députés des villes, lieux du diocèse qui assisteront à ladite assiette, scavoir: deux de chaque ville chef de viguerie, un de Saint-Hippolyte fixé et cinq députés des villes et lieux du diocèse venant par tour à raison de 40 l. chacun, la somme de 480 l.

Au greffier dudit diocèse pour ses gages, la dresse du procès-verbal de l'assiette département et autres écritures pendant le courant de l'année et pour les clercs la somme de 200 l.

Aux vallets de la ville pour le service qu'ils rendront pendant la tenue de l'assiette: 20 l.

Pour les frais de convocation de ladite assiette, bois, chandelles et autres menues dépenses pendant la tenue de l'assiette: 40 l.

Aux religieux du diocèse 100 l. en aumône, suivant la distribution qui en sera faite par l'évêque.

Pour l'impression des mandes: 25 l.

Frais de poursuites des procès et autres affaires pendant le courant de l'année dont il sera tenu compte à l'assiette: 1.200 l.

Au receveur des tailles en exercice: 500 l. pour les frais du bureau de la recette qui sera tenu dans la ville d'Alais.

Revenant toutes ces sommes à celle de 3.032 l. 10 s., laquelle sera imposée annuellement sur tous les contribuables aux tailles du diocèse, avec défense aux commissaires et députés de ladite assiette d'imposer au delà desdites sommes sous les peines portées par les ordonnances.

Que la recette des tailles du diocèse d'Alais sera faite par le receveur des tailles du diocèse de Nîmes qui sera en exercice et que les offices de receveur ne pourront être partagés sous

prétexte de la séparation du diocèse d'Alais si ce n'est du consentement de ceux qui en seront pourvus.

Et en cas que lesdites offices viennent à changer de main, les provisions lui seront expédiées comme pour un seul et même office, sans qu'ils soient tenus à de plus grands frais tant pour l'expédition des provisions que pour l'enregistrement d'icelluy.

Et finalement que le diocèse d'Alais enverra aux Etats de la province deux députés qui auront voix délibérative, scavoir: le maire de la ville d'Alais qui rentrera tous les ans aux dits Etats, comme porteur de la procuration de la ville d'Alais, chef de diocèse et un député diocésain qui sera envoyé par tour par les villes d'Anduse, du Vigan, Sauve et Saint-Hippolyte, qui sera le maire desdites villes, lesquels porteront les procurations desdites villes...

Ordonne Sa Majesté que le présent arrêt sera enregistré partout où il appartiendra pour y avoir recours en cas de besoin.

Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le vingt-cinquième jour de janvier 1695.

PHÉLYPEAUX, *signé.*

Liquidation des dettes entre les diocèses d'Alais et de Nîmes

Veu l'arrest du Conseil d'Etat du 25^e janvier dernier [1695] portant que les dettes du diocèse de Nîmes qui ont été contractées jusqu'au jour dudit arrest, seront partagées entre le diocèse de Nîmes et celui d'Alais sur la proportion des tarifs desdits diocèses, exprimés par ledit arrest et selon la liquidation qui en serait par nous faite et veu aussi les états d'imposition et vérification des dettes et charges, les actes de prix faits pour réparations et entretien des chemins et ouy les députés desdits diocèses déclarant les dettes contenues auxdits états d'imposition et vérification et l'état des ustanciles revenir à la somme totale de 733.541 livres 1 sol.

.....
Ordonnons que le diocèse d'Alais demeurera chargé de payer les parties suivantes:

Scavoir, celle de 8.300 l. de la partie du sieur Bon, premier président en ladite Cour des Aydes.

Celle de 4.550 l. des Ursulines d'Alais.

Celle de 4.000 l. du sieur de Boisset.

Celle de 3.000 l. de Pierre Greffuelle de Montpellier.

Celle de 27.936 l. 17 s. 9 d. du sieur de Sautée, président

Celle de 7.000 l. du sieur de Fontbon.

Celle de 1.000 l. de Catherine Sauremèjane.

Celle de 1.000 l. du sieur Porte, procureur.

Celle de 2.000 l. du sieur de Pourtallès.

Celle de 4.000 l. des Religieuses de Toirargues.

Celle de 16.900 l. de la Chartreuse d'Avignon.

Celle de 7.000 l. de Guillaume Causse.

Celle de 4.800 l. de la Chartreuse de Bompard.

Celle de 11.000 l. des Ursulines de Saint-Esprit.

Celle de 3.600 l. du Chapitre Saint-Pierre d'Avignon

Celle de 13.000 l. aux hoirs de Pierre Durand.

Celle de 3.000 l. aux hoirs de Sylvie Daynard.

Celle de 4.672 l. 6 s., du sieur Roure de Villeneuve

Celle de 6.000 l. à Claude Laurent.

Celle de 9.000 l. du sieur Accurse Roussel.

Celle de 15.100 l. à Claude de Téliayre.

Celle de 13.100 l. de dame de Bertrand.

Celle de 6.500 l. des Pères prêcheurs d'Avignon.

Celle de 4.000 l. de Joseph Brun d'Avignon.

Celle de 1.000 l. des Pères Minimes.

Celle de 4.000 l. de Joseph Brun, d'Avignon.

Celle de 5.000 l. d'Antoine Sérrier de Saint-Gilles.

Celle de 7.000 l. du sieur de Trémoulet, abbé d'Airoles.

Revenant toutes lesdites parties à celle de 92.333 l. 18 s. dont l'intérêt est au dernier 20 et demeurera encore chargé le diocèse d'Alais pour sa portion des dettes au denier 18, de payer:

22.300 l. pour l'entière partie dudit sieur président Bon.

1.800 l. du sieur Domergue.

12.600 l. pour 4 articles du sieur de Cohorne.

9.000 l. du sieur Pierre Blanc de la Roque d'Avignon.

3.021 l. 3 s. du sieur de Saint-Didier d'Avignon.

4.034 l. aux Religieuses Sainte-Catherine d'Avignon.

3.000 l. aux directeurs de Notre-Dame de la Garde.

1.734 l. au Monastère de Sainte-Claire d'Avignon.

2.100 l. à noble François Gaussin.

2.000 l. au sieur Servier de Saint-Gilles.

2.060 l. 17 s. au monastère du Verbe Incarné dudit Avignon, à tant moins de la partie de 3.300 l.

Revenant lesdites parties dont l'intérêt est au denier 18 à celle de 65.450 l. et le tout joint revient à la première somme de 257.873 l. 18 s. et le surplus desdites dettes sera supporté par le diocèse de Nîmes, demeurant lesdits diocèses garants l'un envers l'autre faute de paiement en capital et intérêts, lesquels intérêts lesdits diocèses supporteront à compter depuis le 1^{er} janvier dernier et *demeurera le diocèse d'Alais* chargé de faire porter lesdits paiements en la ville de Nîmes ou ailleurs si les actes obligatoires le contiennent et si en procédant par les commissaires à la vérification des dettes non vérifiées, il était fait aucune rejection ou retranchement, ce qui sera rejeté du tout ou en partie sera diminué desdites dettes et sera tenu le diocèse de Nîmes de faire procéder à ladite vérification et celui d'Alais contribuera aux frais sur la même proportion en recevant extrait de l'état des dettes qui seront vérifiées....

...Ordonnons que le sieur Etienne Finiels, avocat député de la viguerie du Vigan dans le diocèse d'Alais assistera pour ledit diocèse d'Alais à la clôture desdits comptes.

Fait à Nîmes, le 18 février 1695. De Lamoignon par mondit Seigneur le Sellier.

(Extrait du procès-verbal de l'assiette d'Alais de 1695, A. D. du Gard, C 1813.)

Lettre du Roi au Cardinal de Bonzi

Mon cousin, ayant été jugé nécessaire pour le bien de la Religion catholique et de tous ceux qui l'ont embrassée dans le diocèse de Nîmes qui était d'une très grande étendue d'en distraire une partie pour en composer un dont le siège serait à Alais, N. S. P. le Pape aurait sur mon instance accordé les bulles pour cette érection, lesquelles j'ay confirmées par mes lettres patentes du mois de juin dernier dans lesquelles j'ay déclaré entre autres choses que le sieur de Saulx qui est pourvu de cet évêché sur ma nomination aurait entrée aux États du Languedoc, ainsy que les autres évêques de madite province, et comme il est de l'usage desdits Etats que les deux ordres de l'Eglise et de la Noblesse soient égaux en nombre de personnes,

mon intention est aussy que la terre de Tornac que j'ay érigée en titre de baronnie avec droit d'entrée aux Etats et à l'assiette particulière du diocèse d'Alais, jouisse de cet avantage, et que le sieur Marquis de la Fare qui en est à présent possesseur et propriétaire, aye rang et séance tous les ans et voix délibérative en qualité de baron dans leurs Assemblées, pourvu toutefois qu'il soit de la qualité requise par leurs règlements que j'ay approuvés et autorisés; mais parce que l'érection de l'évêché d'Alais qui donne lieu à l'entrée de ladite terre n'a été faite que depuis la dernière assemblée des Etats, convoquée par mes ordres dans ma ville de Narbonne, et que je désire que ledit sieur de la Fare puisse entrer dans les premières séances de ceux qui seront convoqués la présente année, vous ferez chose qui me sera fort agréable, si vous faites procéder à son enquête de telle sorte qu'elle puisse être faite auparavant l'ouverture des Etats, sans préjudice toutefois, en un autre cas, de faire procéder à de pareilles enquêtes dans le temps et en toute autre forme prescrite par les mêmes règlements. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et digne garde.

Ecrit à Versailles le huit du mois de septembre 1694.

Louis.

Et plus bas: PHÉLYPEAUX.

(Procès-verbal des Etats du Languedoc. Séance du 27 novembre 1694.)

Lettre du Roi aux Etats concernant la réception du maire d'Alais

De par le Roy.

Très chers et bien aimés. Nous avons été informés par le sieur de Saulx, évêque d'Alais, que, vous ayant présenté nos lettres patentes de confirmation de l'érection de l'Evêché d'Alais, il y a été reçu conformément à notre intention, ensemble le baron de Tornac en conséquence d'autres lettres patentes, après qu'il y a eu fait les preuves nécessaires pour y être admis, et comme il est convenable qu'il y entre quelqu'un pour le Tiers Etat, ainsy qu'il en est usé pour les autres diocèses,

nous vous faisons cette lettre pour vous mander de recevoir auxdits Etats le maire de la ville d'Alais, de la manière que y sont reçus ceux des autres villes épiscopales et de le faire jouir de mêmes avantages.

Donné à Versailles, le 12 décembre 1694. .

Louis.

Et plus bas: PHÉLYPEAUX.

A nos très chers et bien aimés les gens des Trois Etats de notre Province de Languedoc.

(Procès-verbal des Etats de Languedoc. Séance du 4 janvier 1695.)

TABLEAU GÉNÉRAL du présage et allivrement des villes et lieux du diocèse d'Alais, démembré de celui de Nîmes, fait et dressé par Jean Cabanne, notaire royal d'Alais, pour *(sur ledit tarif, être procédé à l'avenir à toutes les impositions ordinaires et extraordinaires du diocèse d'Alais)*.

(1695. A. D du Gard C. 1848)

Viguerie d'Alais : 583 l. 17 s. 7 d.

La ville d'Alais, capitale du diocèse est en présage : 268 l. 12 s. 6 d.	Saint-Jean du Pin : 28 l. 17 s.
Saint-Christol : 68 l. 19 s. 10 d.	Cendras : 27 l. 16 s. 8 d.
Saint-Hillaire : 54 l. 9 s. 9 d.	Soustelle : 20 l. 7 s. 11 d.
Vezenobre : 86 l. 7 s. 8 d.	Saint-Paul la Coste : 36 l. 5 s. 1 d.

Viguerie d'Anduze : 874 l. 11 s. 3 d.

La ville d'Anduze : 108 l. 12 s. 11 d.	Cognac : 26 l. 16 s.
Boisset : 14 l. 17 s. 3 d.	Sodorgue : 44 l. 2 s. 3 d.
Généralgues : 19 l. 11 s. 8 d.	Saint-Martin de Corconat : 26 l. 11 s. 6 d.
Saint-Sébastien : 16 l. 18 s. 7 d.	Saint-Marcel : 68 l. 8 s. 9 d.
Saint-Jean de Gardonnenques : 112 l. 7 s. 1 d.	Sainte-Croix de Caderles : 17 l. 5 d.
Peiroles : 9 l. 5 s. 3 d.	Toiras : 32 l. 16 s. 11 d.
Saint-André de Valborge : 92 l.	Mialet : 36 l. 2 s. 3 d.
Saumane : 19 l. 18 s. 9 d.	Corbès : 5 l. 10 s. 9 d.
Tornac : 46 l. 11 s. 4 d.	Gaujac : 5 l. 10 s. 8 d.
Massilhargues : 26 l. 7 s. 3 d.	Saint-Martin de Ligaujac : 7 l. 1 s. 11 d.
Vabre : 9 l. 12 s. 1 d.	Bagards : 15 l. 11 s. 5 d.
Saint-Bonnet : 11 l. 1 s. 4 d.	Ribaute : 46 l. 18 s. 10 d.
Saint-Pierre de la Salle : 49 l. 9 s. 11 d.	Vermelz : 4 s. 7 s. 6 d.

Viguerie du Vigan : 1,496 l. 1 s. 1 d.

La ville du **Vigan** : 87 l. 14 s. 2 d.

La paroisse du **Vigan** : 33 l.
8 s. 9 d.

Aulas : 35 l. 19 s. 1 d.

Breu et Bréaunèze : 35 l. 11 s.
1 d.

Salagoze : 9 l. 7 s. 6 d.

La valée de **Mars** ; 11 l. 11 s.
1 d.

Arphy : 26 l. 17 s. 1 d.

La ville de **Méyrueis** : 81 l.
10 s. 7 d.

La paroisse de **Meyrueis** :
90 l. 7 s. 2 d.

Gatuzières : 33 l. 5 s. 2 d.

Saint-Salvador : 16 l. 17 s. 11 d.

Lanuejol ; 74 l. 17 s. 6 d.

Raven : 17 l. 9 s. 4 d.

Trèves : 29 l. 4 d.

Le lieu de mandement de
Causse : 15 l. 17 s. 3 d.

Dourbies : 55 l. 14 s. 9 d.

Aumessas : 44 l. 4 s. 11 d.

Arre : 14 l. 16 s. 10 d.

Bes : 31 l. 9 s. 3 d.

Esparon : 31 l. 9 s. 3 d.

Molieres : 33 l. 11 s. 8 d.

Saint-Marsault : 40 l. 1 d.

La **Rouvière et Puech Sigal** :
27 l. 7 s. 5 d.

Valeraugue : 94 l. 5 s. 7 d.

La ville de **Sumène** : 124 l. 10 s.
6 d.

Mandagout : 33 l. 11 s. 8 d.

Saint-André de Majencou-
les : 49 l. 11 s. 1 d.

Arrigas : 33 l. 10 s. 10 d.

Alzon : 39 l. 17 s. 1 d.

Campestre : 27 l. 17 s. 5 d.

Vissec : 12 l. 10 s.

Blandas : 36 l. 19 s. 11 d.

Rogues : 28 l. 8 s. 4 d.

Pomiers : 15 l. 17 s. 1 d.

Montdardier : 44 l. 18 s. 8 d.

Avèze : 23 l. 5 s. 5 d.

Saint-Bresson : 14 l. 10 s. 9 d.

Roquedur : 19 l. 14 s. 2 d.

Saint-Julien de Lanef : 14 l.
17 s. 3 d.

Saint-Laurent le Meynier :
27 l. 8 s. 4 d.

Viguerie et bailliage de Sauve : 719 l. 6 s. 7 d.

La ville de Sauve : 104 l. 7 s. 7 d.	Aguzan : 10 l. 3 s. 6 d.
Ceyrac : 13 l. 12 s. 1 d.	Conqueiras : 39 l. 19 s. 11 d.
Pompignan : 78 l. 13 s. 6 d.	Saint-Martin de Saussenat : 16 l. 6 s. 7 d.
Ferrières : 29 l. 14 s. 5 d.	Durfort : 31 l. 16 s. 11 d.
Montolieu : 30 l. 14 s. 6 d.	Manoublet : 48 l. 8 s. 11 d.
Baucelz : 21 l. 11 s. 10 d.	Fressac : 13 l. 12 s. 1 d.
Moules : 8 l. 3 s.	Cros : 46 l. 3 s. 9 d.
Cézas : 18 l. 13 s. 4 d.	Saint-Roman de Codières : 43 l. 9 s. 9 d.
Cambo : 7 l. 18 s. 1 d.	Saint-Félix de Palières : 39 l. 5 s. 8 d.
La Cadière : 20 l. 19 s. 7 d.	
Saint-Hippolite : 95 l. 11 s. 3 d.	

Le total de l'allivrement du diocèse d'Alais, revient à : 3.673 l. 16 s. 7 d.

Il est réduit, le 30 Janvier 1697, à

3.673 l. 7 s.

Il y a 94 communautés dans le diocèse,

COMPTES DU SYNDIC (1742)

Dépenses imprévues :	l.	s.	d.
Au sieur Durand, tapissier	9.		
Aux Frères Prêcheurs.....	75.		
A M ^r Teissier, aumonier	30.		
A un exprès pour porter des lettres dans les commu- nautés du diocèse.....	12.		
Pour les frais d'une quittance faite au diocèse par Pierre Serres de 2.600 l.	16.	11.	
A un autre exprès envoyé	2.		
A un autre exprès	3.	5.	
Au sieur Constans, notaire, pour ses frais de quit- tance.....	44.	13.	4.
Payé pour écritures.....	12.		
Pour le port de la lettre de la convocation des Etats.	6.		
Pour l'écriture d'autres lettres	12.		
A M ^r de la Bruyère sur la délibération de l'Assiette..	93.	12.	6.
Pour dépenses faites à raison des comptes des consuls et collecteurs	40.	2.	
Audit sieur Syndic pour avoir arrêté les comptes sur la fourniture des lits et corps de garde.....	297.		
Pour port de lettres	60.		
Pour la dresse du compte du syndic ou papier.....	5/.		
Au sieur syndic pour plusieurs écritures	60.		
Pour un exprès	3.		
Pour port de lettres	6.	16.	
Au sieur Serres - procès.....	6.		
Audit sieur syndic pour le débat de son compte de 1741	386.		
Total.....	1231.	19.	10.

Partant il est dû au comptable : 31 l. 19 s. 90 d.

(A. D. du Gard C 1827).

ARCHIVES

Archives départementales du Gard, série C. — C 47, C 596, C 616, C 657, C 1813 à C 1848, C 3314, C 4120, C 4390.

Archives départementales de l'Hérault, série C. — C 2503, C 2504, C 2505, C 2545, C 2820 à 2828, C 3320 à 3367, C 4120.

Archives d'Alès.

BIBLIOGRAPHIE

ALBISSON. — Lois municipales et économiques du Languedoc (1780-1787), 8 vol., Montpellier, Rigain et Cie.

ASTRE (Florentin). — De l'administration publique en Languedoc avant 1789. Toulouse 1874, in-8°.

— Les Intendants du Languedoc.

BARDON (Achille). — Histoire d'Alais, 1250 à 1340.

— Listes chronologiques des Barons et des Consuls d'Alais.

— La destruction des Jésuites.

— L'Hôpital d'Alais (1884).

— Les Ecoles à Alais sous l'Ancien Régime, 1889.

— L'Evêque et le monde religieux d'Alais.

BASVILLE (De Lamoignon de). — Mémoires pour servir à l'histoire du Languedoc.

DECLAREUIL (Jean). — Histoire générale du Droit français des origines à 1789. Paris, Sirey, 1925, in-8°.

DURAND (Chanoine Albert). — Etat religieux des 3 diocèses de Nîmes, d'Uzès et d'Alais à la fin de l'Ancien Régime.

DURAND (Valentin). — Les évêques au XVIII^e siècle en Languedoc. Montpellier, 1907, in-8°.

DOGNON. — Les institutions politiques et administratives du pays de Languedoc. Privat, 1896.

- DUTIL (Léon). — Etat économique de la province de Languedoc à la fin de l'Ancien Régime (1750-1789), Paris 1911, in-8°.
- ESMEIN (A.). — Cours élémentaire d'histoire du Droit Français. 15^e éd. par R. Genestal, Paris, Sirey, 1930, in-8°.
- FUNCK-BRENTANO. — L'Ancien Régime.
- GACHON. — Les Etats de Languedoc et l'Edit de Béziérs. Hachette, 1887.
- GARIEL (Paul). — Les gouverneurs de Languedoc.
- GAY (Emmanuel). — Le Consulat du Vigan. — Etudes sur l'histoire administrative d'une communauté languedocienne au XVII^e et XVIII^e siècles. Nîmes 1913, in-8°.
- GERMER-DURAND. — Dictionnaire topographique du département du Gard.
- GOIRAND (Jean). — Documents historiques sur Alais.
- Histoire du Languedoc.* — Roschach. Tomes XII et XIII. Edition Privat.
- HOMBRES (Maximin d') et DUCLAUX-MONTEIL. — Recherches historiques sur la ville d'Alais.
- JORET (Charles). — Basville et l'épiscopat de Languedoc.
- LAVISSE (Ernest). — Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution. Paris, Hachette 1900, 18 vol., in-8°.
- MARION (Marcel). — L'impôt sur le revenu au XVIII^e siècle. Bibl. mérid., Privat, 2^e série, t. VII, 1901.
- Histoire financière de la France depuis 1715, Paris, Rousseau, 1927-1931, tomes I et II.
- MÉNARD (Louis). — Histoire civile, ecclésiastique et littéraire de la ville de Nîmes.
- MONIN. — Essai sur l'histoire administrative de Languedoc pendant l'intendance de Basville. Paris, Hachette, 1884.
- PUNTOUS (Th.). — Un diocèse civil. Les Etats particuliers du diocèse de Toulouse au XVII^e et XVIII^e siècle. Thèse Toulouse 1909.
- RIVES (Paul). — Etude sur les attributions financières des Etats provinciaux et en particulier des Etats de Languedoc. Toulouse, 1885, in-8°, Thorin.
- STOURM. — Bibliographie financière du XVIII^e siècle. Paris, Guillaumin, 1895.
- TROSNE (Le). — L'administration provinciale.
-

CARTES

Carte du diocèse d'Alais (Bibliothèque municipale d'Alès).

VAISSETTE (Dom) et DEVIC. — Histoire générale du Languedoc.
Paris, 1730, in folio avec atlas relié des 23 diocèses.

PÉRIODIQUES

Mémoires de la Société scientifique et littéraire d'Alais
(1869-1914). 28 tomes. Biblioth. municipale d'Alès.

Montpellier, le 9 avril 1936.

Vu : Le Doyen,
pour le Doyen, l'assesseur,
Signé : E. BECQUÉ.

Montpellier, le 20 avril 1936.

Vu : Le Président de la thèse,
Signé : Lucien GUENOUN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 21 mars 1936.

Le Recteur,

Signé : TAILLART.

TABLES DES MATIÈRES

INTRODUCTION. -- Le Diocèse civil. --- Définition et origines	5
CHAPITRE I. -- Le diocèse civil d'Alais et les circonstances de sa création en 1694	11
CHAPITRE II. -- L'Assemblée de l'assiette : Les trois ordres	17
1. Les députés des villes et des communautés	17
2. La Noblesse : <i>Comte et Baron</i>	22
3. L'Evêque	25
CHAPITRE III. -- Les officiers et le bureau de l'assiette	29
1. Le Commissaire principal	30
2. Les Commissaires ordinaires	33
3. Le Syndic	35
4. Le Greffier	40
CHAPITRE IV. -- Les séances et délibérations	43
CHAPITRE V. -- Les impositions directes	51
1. La Taille	51
2. La Capitation	58
3. Le Dixième. -- Le Vingtième	66-71
CHAPITRE VI. -- Répartition - Recouvrement et Perception	75
1. Le Collecteur	79
2. Le Receveur	80
3. Le Trésorier de la Bourse	83
CHAPITRE VII. -- Les finances diocésaines : Impositions et emprunts	85

CHAPITRE VIII. — Les Travaux publics. -- Les Chemins . . .	91
1. Le Palais épiscopal.	106
2. L'Hôtel de Ville	107
3. Aligement du Gardon.	109
CHAPITRE IX. — Les œuvres d'assistance, de bienfaisance et d'instruction	111
CHAPITRE X. — L'Agriculture, le Commerce et l'Industrie . .	119
CHAPITRE XI. — Les affaires militaires	129
1. Etapes.	129
2. Les Quartiers d'hiver.	131
3. Milices	135
4. Le Prévot diocésain et ses archers.	136
CONCLUSION. — La Révolution	139
ANNEXES. — Arrêts, Comptes du syndic, etc.	145
BIBLIOGRAPHIE	159
